

idées  reçues

Christine Bard

Le féminisme au-delà des idées reçues

 Le Cavalier Bleu
EDITIONS

*Christine Bard remercie très chaleureusement pour leurs suggestions et leur aide Jacqueline Bard, Corinne Bouchoux, Frédérique El Amrani, Alban Jacquemart, Jessie Magana, Annie Metz, Rachel Silvera, Barbara Wolman.
Le texte n'engage que l'auteure.*



[OceanofPDF.com](http://www.OceanofPDF.com)

Le féminisme

au-delà des idées reçues

Christine Bard

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteur les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Éditions – Le Cavalier Bleu

OceanofPDF.com

Christine Bard

Christine Bard est professeure d'histoire contemporaine à l'université d'Angers (PRES L'UNAM), membre du Centre de recherches historiques de l'Ouest (CERHIO), du Centre d'histoire de Sciences Po, de l'Institut universitaire de France (2000-2005). Elle travaille sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre ; préside l'association Archives du féminisme (www.archivesdufeminisme.fr), coordonne le musée virtuel Musea (<http://musea.univ-angers.fr>) et dirige la collection « Archives du féminisme » aux Presses universitaires de Rennes. Elle appartient aux comités de rédaction de *Histoire@Politique* et de *Travail, Genre et Sociétés*. Elle dirige la structure fédérative de recherche Confluences – Maison des Sciences humaines de l'université d'Angers.

De la même auteure

- *Une histoire politique du pantalon*, Paris, Seuil, 2010.
- *Ce que soulève la jupe. Identités, transgressions, résistances*, Paris, Autrement, 2010.
- *Les Femmes dans la société française au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, coll. U, 2001, 2^e édition revue, 2003.
- *Les Garçonnes. Modes et fantasmes des Années folles*, Paris, Flammarion, 1998.
- *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes. 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.

En direction ou codirection

- *Dictionnaire biographique des féministes*, Paris, PUF, à paraître.
- *Les Féministes de la 2^e vague*, Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2012.
- *Le Planning familial : histoire et mémoire* (avec Janine Mossuz-Lavau), Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2007.
- *Guide des sources de l'histoire du féminisme* (avec Annie Metz et Valérie Neveu), Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2006.
- *Le Genre des territoires*, Angers, Presses de l'université d'Angers, 2004.

- *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir* (avec Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau), Paris, La Martinière, 2004.
- *Prostituées* (avec Christelle Taraud), *Clio*, n° 17, 2003.
- *Femmes et Justice pénale XIX^e-XX^e siècles* (avec Frédéric Chauvaud, Michelle Perrot et Jacques-Guy Petit), Rennes, PUR, 2002.
- *Femmes travesties : un « mauvais » genre* (avec Nicole Pellegrin), *Clio*, n° 10, 1999.
- *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999.
- *Madeleine Pelletier (1874-1939). Logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Paris, Côté-Femmes, 1992.

OceanofPDF.com

Définition

Féminisme : n. m.

Au moment d'entreprendre l'immense tâche qui s'ouvre à nous, nous nous attendons à une somme non négligeable de malentendus, de représentations erronées, et de moqueries.

« Déclaration des sentiments », Convention des droits de la femme,
Seneca Falls, États-Unis, 1848

Qu'est-ce que le féminisme ? Si la définition en était simple et connue de tous, ce livre serait inutile. Les idées reçues commencent avec le mot lui-même, souvent mal compris. Il serait vain de masquer les ambivalences, les polémiques, les transformations que le féminisme a connues au cours du temps. Et même dommage car il s'agit d'une histoire passionnée, passionnante et trop méconnue.

Le mot naît en France. Il est faussement attribué par les dictionnaires à un penseur socialiste du XIX^e siècle très favorable à la liberté des femmes, Charles Fourier. En réalité, le mot vient d'abord de la médecine. Le féminisme désigne en effet d'abord une pathologie : la féminisation des sujets masculins. Le mot décrit « l'aspect d'un individu mâle présentant certains caractères secondaires du sexe*⁽¹⁾ féminin ». Ce sens originel n'est pas anodin quand on songe à quel point les féministes ont été décrites comme des femmes masculinisées.

Lorsque l'écrivain Alexandre Dumas fils l'emploie pour la première fois dans un sens politique, en 1872, dans un petit pamphlet, *L'Homme-Femme*, il veut montrer que l'égalité demandée par des femmes et des hommes (« ils ») contredit la répartition des rôles voulue par la nature. En cela, le féminisme est toujours une pathologie, mais cette fois sociale, et dangereuse pour les deux sexes.

Alexandre Dumas-fils, *L'Homme-Femme*, 1872

Les féministes, passez-moi ce néologisme, disent, à très bonnes intentions d'ailleurs : tout le mal vient de ce qu'on ne veut pas reconnaître que la femme est l'égale de l'homme et qu'il faut lui donner la même éducation et les mêmes droits qu'à l'homme ; l'homme abuse de sa force, etc., etc. Vous savez le reste. Nous nous permettrons de répondre aux féministes que ce qu'ils disent là n'a aucun sens. La femme n'est pas une valeur égale, supérieure ou inférieure à l'homme, elle est une valeur d'un autre genre, comme elle est un être d'une autre forme et d'une autre fonction. La preuve qu'elle n'est pas aussi forte que l'homme, c'est qu'elle se plaint toujours de ce que l'homme est plus fort qu'elle ; or, si la nature a donné la force à l'homme, c'est pour qu'il s'en serve, comme il doit se servir de tous les dons qu'il a reçus pour l'œuvre qu'il a à faire. En effet, un des premiers usages que le masculin a fait de sa force a été d'enfermer et de subordonner le plus possible le féminin, dont il a besoin dans de certains cas, s'étant aperçu qu'il lui en coûte cher, à lui masculin, quand ce féminin est en liberté, même dans un paradis. [...]

Vouloir réunir les deux natures en une seule, ce serait l'hermaphrodisme, qui est l'impuissance mâle et femelle. Nous avons donc à remplir chacun notre fonction comme nous avons à garder chacun notre forme, l'amour étant là pour fondre momentanément ces formes différentes et pour tirer de cette fusion le résultat dont Dieu a besoin, l'enfant ; après quoi chacun reprend sa fonction particulière [...]. Dieu tout-puissant, l'homme médiateur, la femme auxiliaire, voilà le triangle. La femme ne peut rien sans l'homme, voilà la vérité éternelle, absolue, immuable. »

L'Homme-femme. Réponse à Henri d'Ideville, Paris, Michel Lévy frères, Librairie nouvelle, 1872, p. 91.

Le mot « féminisme » va dès lors être utilisé pour qualifier l'aspiration à l'égalité des sexes. C'est Hubertine Auclert, pionnière de la lutte pour le droit de vote des femmes, qui est la première à s'autodéfinir féministe en 1882. L'appropriation par les féministes elles-mêmes aura pris une vingtaine d'années.

Hubertine Auclert, lettre au préfet de la Seine, 1882

« Je ne doute pas que la liberté d'adresser dans les mairies quelques mots aux nouveaux mariés, liberté dont je serai heureuse d'user, est octroyée aux femmes comme aux

hommes, aux féministes comme aux libres-penseurs, car il serait incompréhensible que les libres-penseurs puissent aller à la mairie critiquer l'Église, sur l'esprit de laquelle reposent les lois matrimoniales, alors que les féministes ne pourraient aller à cette même mairie critiquer les lois matrimoniales qui sont basées sur l'esprit de l'Église. Vous ne ferez pas de distinction, Monsieur, entre ceux qui attaquent l'effet et ceux qui attaquent la cause, du moment qu'un partisan de la libre-pensée a pu parler, les partisans de l'affranchissement des femmes ont le droit de parler » [Dans la reprise des articles d'Hubertine Auclert, *Le Vote des femmes*, en 1908, « partisans de l'affranchissement des femmes » devient « partisans du Féminisme »].

Lettre au préfet de la Seine, publiée dans *La Citoyenne*, 4 septembre-1^{er} octobre 1882.

OceanofPDF.com

Introduction

*Ma chère enfant, ne crains rien, nous ne sommes pas
venues ici pour te nuire ou te porter préjudice,
mais plutôt pour te consoler. Nous avons pris ton désarroi
en pitié, et voulons te retirer de cette ignorance ;
elle t'aveugle à tel point que tu rejettes
ce que tu sais en toute certitude pour te rallier
à une opinion que tu ne crois pas, que tu ne connais
et ne fondes que sur l'accumulation
des préjugés d'autrui.*

Christine de Pizan, *La Cité des dames*, 1405

La chose féministe précède le mot qui n'a, lui, que 150 ans d'existence. Dès la fin du XIV^e siècle, Christine de Pizan s'autorise une parole interdite aux femmes sur la chose publique. La question des femmes est très présente sous l'Ancien Régime. Le philosophe cartésien François Poullain de la Barre (1647-1725) utilise même le mot « égalité ». La controverse des sexes traverse donc plusieurs siècles et laisse des traces littéraires majeures : *la querelle des femmes*. Mais dans des sociétés fortement hiérarchisées et soumises à des pouvoirs religieux et séculiers très forts, l'horizon de possibles changements est limité. L'accès des femmes privilégiées à l'éducation, au savoir, à la création est certes possible. Certaines s'impliquent dans les conflits, la diplomatie, soutiennent les arts et les lettres, créent des salons, exercent une influence politique qui deviendra d'ailleurs, plus tard, un argument contre la citoyenneté des femmes.

La Révolution française fait rupture. Au nom de la liberté, de l'égalité, des droits naturels dont devraient jouir tous les individus, des changements considérables sont envisageables. Mais les femmes sont-elles des individus ? Le pouvoir va rester entre les mains des hommes, et la

soumission des femmes s'aggraver à partir de 1804 avec le Code civil napoléonien. Ce code organise l'infériorité juridique de la femme, sous la tutelle de son père puis de son époux. Ce qui lui donne un statut comparable à celui des fous ou des enfants : la femme mariée est mineure, ne peut toucher son propre salaire, ou travailler sans autorisation maritale, demander un passeport ou garder sa nationalité en cas de mariage à un étranger. Le modèle de la famille bourgeoise s'impose, avec l'idéal de la femme au foyer, pieuse et dévouée aux siens. Épouse, mère, ménagère : telle est la vie des femmes normales. Le droit, les mentalités traditionnelles, la morale religieuse se rejoignent pour donner aux hommes le pouvoir à tous les niveaux, de la vie quotidienne à la vie politique, sans oublier le pouvoir économique.

Un tel verrouillage du pouvoir rend les luttes pour l'émancipation féminine très difficiles. Elles sont combattues et dissuadées par de multiples moyens : répression, censure, ironie mordante des caricaturistes qui, tels Daumier, se régalaient avec le sujet tout au long du XIX^e siècle.

Au début du XX^e siècle, indéniablement, la condition des femmes s'améliore, en France comme dans d'autres pays occidentaux, entraînée par un mouvement plus général de démocratisation et de progrès sociaux. Le féminisme est même à la mode : il est de bon ton de se dire féministe, même lorsqu'on défend des idées conservatrices... Le féminisme passe ainsi par une alternance de phases de visibilité et d'invisibilité, tantôt cruellement moqué, tantôt mieux compris.

Les féministes ? Toutes des mal baisées, sectaires, bourgeoises, moches, politiquement correctes, gauchistes, anti-hommes, dépassées, bas-bleus*, ringardes, hommasses, ridicules, excessives, hystériques, puritaines... Des viragos – femmes viriles – qui veulent « imiter » les hommes ou défendent au contraire la supériorité de leur sexe. Comment expliquer une image aussi négative alors que la reconnaissance des droits des femmes bénéficie, elle, d'une image très positive ? La plupart des droits acquis ne sont plus contestés. Le principe de l'égalité des sexes est ainsi devenu, en France, une valeur constitutionnelle en 1946.

Les connotations du mot sont globalement en France assez péjoratives. Tout le monde connaît la formule : « Je ne suis pas féministe mais »... S'identifier comme féministe est un acte lourd de conséquences. Le

féminisme n'est-il pas généralement considéré comme dépassé ? Inutile ? Nocif ? Belliqueux ? Excessif ? On reproche aux féministes d'allumer la guerre des sexes comme on accuse les syndicalistes d'entretenir la lutte des classes... Le Mouvement de libération des femmes (MLF), créé deux ans après mai 1968, est pour beaucoup dans cette réputation sulfureuse. Il faut faire la part du mythe et de la réalité au sujet des brûleuses de soutiens-gorge et autres « amazones casquées et bottées ». Il faut surtout montrer la complexité d'un mouvement aux contours incertains, comparable à une nébuleuse, et pour lequel le pluriel est souhaitable. Il y a des féminismes de diverses tendances prônant des avancées mesurées ou au contraire des ruptures révolutionnaires. Il y a aussi pluralité des causes féministes, qui ne sont pas réductibles au droit de vote, à la contraception et l'avortement libres et gratuits ou encore à la parité. Les arguments des féministes sont souvent classés selon deux grandes orientations philosophiques : universaliste* et différentialiste*. L'une met l'accent sur l'indifférence à la différence, l'autre valorise au contraire la différence. L'une et l'autre sont fortement critiquées par les adversaires du féminisme : la première est accusée de vouloir abolir la différence des sexes ; la deuxième l'accentuerait en proclamant la supériorité de la féminité. Qu'est-ce au juste que cette « différence » ? N'est-elle pas plutôt une hiérarchie, qui crée à propos de tout dans la société une « valence différentielle des sexes », comme l'avance l'anthropologue Françoise Héritier ? L'extraordinaire développement des études sur le genre* permet d'approfondir la réflexion sur la construction dans le temps et l'espace de la différence des sexes et ces recherches aujourd'hui menées dans toutes les disciplines académiques ne peuvent que renforcer la cause du féminisme.

La « différence » n'est-elle pas une manière commode de justifier l'infériorité des salaires féminins et les corvées des « reines du foyer » ? Le féminisme, est-ce « simplement » l'égalité ? Il peut en effet n'être que cela : de la mixité des professions à la lutte contre les discriminations. Mais il peut être davantage : une force de subversion des fondements mêmes du système patriarcal*. Certes, la mise en œuvre de l'égalité est en soi un ferment de subversion, mais est-ce suffisant ? On retrouve alors la différence, naturelle ou sociale, c'est selon : un point de vue, une expérience de femme(s) qui veulent autre chose que l'alignement sur la norme masculine dite universelle. Pour l'écrivaine anglaise Virginia Woolf, l'espoir vient de ce qu'elle appelle la société informelle des marginales

(*Trois Guinées*, 1938). Pour la théoricienne féministe Teresa de Lauretis, professeure en histoire de la conscience aux États-Unis, c'est une position de sujet excentrique – par rapport à la norme de l'hétérosexualité comme institution (*Féminist Studies*, vol. 16, n° 1, 1990). On se doute que ce potentiel critique des femmes varie selon les très nombreux facteurs qui influencent leur position. Selon les moments, on donnera un rôle prééminent à leur culture religieuse, à leur orientation sexuelle, à leur classe sociale, à leur niveau d'études... Ce n'est pas simple car de nombreuses divergences opposent les féministes, qu'il s'agisse du diagnostic, de l'analyse, des éléments de langage, de la méthode, des objectifs, des alliances, de la tactique, de la stratégie...

On débat aujourd'hui comme hier de la représentativité des féministes lorsqu'elles se veulent porte-parole des femmes. Ce problème de sociologie du mouvement est bien présent dans les idées reçues. La place des hommes dans le processus de libération est aussi un enjeu important et clivant. L'évolution intellectuelle récente, avec le passage des femmes au genre, soit les deux catégories créées par le principe même de la bicatégorisation des sexes et des genres interpelle le féminisme. Quel est le sujet politique du féminisme ? Les femmes ? Ou l'humanité en tant que collectivité marquée par le genre ?

Il y a enfin des contextes spécifiques à chaque « vague » féministe. Convention internationale dans l'écriture de l'histoire du féminisme, cette métaphore de la vague, qui désigne un cycle de mobilisation militante, montre que le mouvement (ses idées, ses objectifs, ses pratiques militantes) a connu plusieurs transformations majeures et s'est toujours montré assez perméable à son environnement. On distingue une première vague, de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e, une deuxième pour les années 1960-1980, une troisième, qui est en cours. Ce découpage peut être discuté : la notion de troisième vague ne fait pas l'unanimité et repose souvent sur une caricature de la précédente ; la deuxième vague a ignoré ce qui la précédait, imaginant être la première. De plus, une vague peut être recouverte par une autre sans disparaître pour autant : il existe aujourd'hui encore des associations issues de la première vague. La néophilie est telle de nos jours qu'il est déjà question d'une quatrième vague, à propos de certains groupes d'action féministes des années 2010.

Vagues

L'image est utilisée pour la première fois en 1920 par l'Américaine Elizabeth Sarah dans *Reassessments of « First Wave »*. La deuxième vague est pour la première fois évoquée en 1968 dans un article de Marsha Weinman Lear du *New York Times Magazine*, pour décrire la remobilisation des associations de femmes dans les années 1960 aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne. La troisième vague apparaît toujours sous la plume d'une Américaine, Rebecca Walter, en 1992 dans un article, « Becoming the Third Wave ». Une vague désigne un cycle de mobilisation militante qui a des objectifs, des méthodes, des manières de penser spécifiques. Elle peut s'étaler sur plusieurs décennies, concerner plusieurs générations.

Les idées reçues prennent des formes spécifiques à chaque vague mais pour l'essentiel, elles résistent au temps qui passe, d'où leur force redoutable. En 1900 comme un siècle plus tard, le féminisme est vu comme un mouvement de bourgeoises, laides, névrosées, violentes, etc. Déconstruire les idées reçues est une démarche intellectuelle intéressante : on peut en faire l'histoire, en évaluer l'impact, et surtout, faire la part de l'exagération, de l'invention, de la caricature. Ces idées reçues sont-elles fausses ? En totalité ou en partie seulement ? Sont-elles antiféministes ? Leur crédibilité repose souvent sur la parcelle de vérité qu'elles contiennent. Les informations qu'elles véhiculent – plus ou moins vérifiées, car les connaissances sur le féminisme sont en général très approximatives – seront, selon le contexte, positives, neutres ou négatives. Des jugements de valeur sont sans cesse mobilisés selon les idées préconçues qui circulent sur toute une kyrielle de choses : la lutte des classes, la violence, la gauche, l'écologie, la beauté, le naturel, les États-Unis, la prostitution, la religion, le racisme, etc.

Cet ouvrage a surtout pour ambition de rectifier des erreurs, de démontrer des préjugés et de montrer les féminismes dans leur diversité, au plus près de leur réalité. Il est vital pour les féministes de défaire les idées reçues qui desservent leur cause. L'image faussée du féminisme est en effet profondément injuste. N'y a-t-il pas incohérence à accepter le résultat d'une action tout en rejetant dans l'ombre ou dans l'opprobre qui l'a menée ? Sauf à admettre que cette acceptation n'était pas aussi profonde et sincère qu'on pouvait le penser ? Cette histoire est tissée de dits et de non-dits, de signifiants surexposés et de pensées inavouables. Il est en effet question,

avec le féminisme, de sexe et donc d'imaginaire, de tabous, de peurs. Le féminisme soulevant de multiples questions, toutes ne sont pas également susceptibles de se transformer en idées reçues. Il ne faut d'ailleurs pas attendre de ce livre un catalogue complet de ces préjugés. L'approche historique est privilégiée, à travers un exposé chronologique qui implique des choix thématiques. Et puis la subjectivité de l'auteure se glisse inévitablement dans la sélection des sujets à explorer et dans leur traitement. L'accent est mis sur le féminisme comme mouvement social plus que comme production intellectuelle, alors que dans de nombreux ouvrages des dernières années, il est traité – et même réduit – à un corpus discursif. Ce déplacement du regard est voulu. Une autre limite, assumée, de cet ouvrage est de traiter des féminismes en France, le choix du cadre national n'étant pertinent qu'à condition de prendre en compte les transferts culturels, l'impact du nationalisme et de la xénophobie, et l'importance de l'internationalisme dans la culture féminisme d'hier, du transnational dans les luttes d'aujourd'hui, marquées par la mondialisation. Il ne s'agit pas de défendre ici l'idée qu'il y aurait une exception française, même s'il y a forcément des traits particuliers qui se dessinent, mais d'une limite du champ à étudier, déjà vaste et qui renvoie à une masse considérable d'archives et d'ouvrages anciens et récents, sans oublier les sources audiovisuelles et la très vaste documentation désormais disponible sur Internet et très riche sur la troisième vague.

Le féminisme est aujourd'hui un enjeu structurant du débat public en France (dont il sera surtout question dans cet ouvrage), mais au-delà, dans le monde entier. Dans tous les pays, il s'agit d'un indice du développement démocratique et du bien-être social. On n'a pas fini de citer le propos si pertinent de Charles Fourier, penseur d'un socialisme utopique et protoféministe : « Les progrès sociaux s'opèrent en raison des progrès des femmes vers la liberté et les décadences d'ordre social en raison du décroissement de la liberté des femmes » (*Théorie des quatre mouvements*, 1808). Loin d'être un enjeu secondaire, le genre est central pour l'analyse des sociétés contemporaines, qu'il s'agisse de leur organisation politique, des rapports sociaux qui s'y jouent, des cultures qui s'y développent. C'est pourquoi les idées reçues sur le féminisme, qui est la principale force de transformation consciente dans ce domaine, doivent être inlassablement détricotées.

OceanofPDF.com

LE FÉMINISME

DE LA PREMIÈRE VAGUE

OceanofPDF.com

« Le féminisme est né dans les années 1960. »

*Nous qui sommes sans passé, les femmes
Nous qui n'avons pas d'histoire
Depuis la nuit des temps, les femmes
Nous sommes le continent noir.*

Hymne des femmes chanté depuis les années 1970

On pense souvent que le féminisme est né en mai 1968, ou en 1970 avec le MLF. Cette erreur oblige à interroger les raisons de l'oubli du féminisme de la première vague. « Nous qui sommes sans passé » chantent dans les années 1970 les militantes du MLF qui vont découvrir leurs aînées un peu plus tard. Des recherches savantes vont alors exhumer des archives tout un passé riche en luttes. Comment expliquer cette idée reçue qui dénie au féminisme son ancienneté ? Est-ce simple méconnaissance de son histoire ?

Plusieurs explications peuvent être avancées. Le caractère spectaculaire du MLF retient la lumière des projecteurs, incarne une époque, celle de la « libération sexuelle ». Les ombres sépia des suffragettes 1900 s'effacent, laissant la place aux couleurs des « femmes en mouvement » des années 1970. La mémoire collective, institutionnelle, n'est d'aucun secours : le Panthéon, les noms de rue ou d'établissements scolaires ignorent les héroïnes des premiers temps de la révolte. Les manuels d'histoire du secondaire et du supérieur également. Les progrès dans ce domaine sont très récents ; le féminisme est en train de devenir un objet d'histoire et d'investissement mémoriel plus légitime.

Le mouvement a connu au cours de son histoire plusieurs ruptures de transmission, la plus grave se situant des années 1940 aux années 1960 : un « entre-deux-vagues ».

Préparée par d'inquiétantes évolutions dans les années 1930 – on pourrait même remonter au nationalisme de la période de la Grande Guerre et à ses conséquences –, une crise grave secoue le féminisme dans les années 1940-1950, marquées par la disparition d'associations et de journaux

militants. Une certaine sclérose peut l'expliquer, mais seulement en partie : la résistance au fascisme et la participation à la guerre absorbent une partie de l'énergie féministe. Le vent de l'histoire place le féminisme à contre-courant. La crise économique et sociale conduit à des aspirations conservatrices, centrées sur la famille traditionnelle ; la crise des démocraties durcit les antagonismes idéologiques, marginalisant la question des femmes. La victoire du fascisme, du nazisme, du franquisme sonne comme une revanche virile. Un « *backlash* » antiféministe à l'échelle internationale. Une réponse aux progrès réels – ou supposés – de la situation des femmes. Le contexte des années 1930 est propice à la mise à l'écart des féministes. La guerre approche. Les conflits politiques se durcissent. La crise économique affecte le travail féminin, plus que jamais contesté. La perspective de la guerre accentue les pressions natalistes. En 1939, le Code de la famille symbolise le consensus républicain sur cette question avec des mesures d'incitation à la natalité et de répression accrue de l'avortement.

Dans la France occupée, les associations – à l'exception de l'aile modérée*, catholique, disparaissent et après la libération, les féministes retrouvent difficilement leur place d'avant-guerre. Le discours officiel est que le féminisme a gagné. Il serait donc inutile. Simone de Beauvoir mentionne ce poncif dès la première page du *Deuxième Sexe* (1949) : « La querelle du féminisme a fait couler assez d'encre, à présent elle est à peu près close : n'en parlons plus. On en parle encore cependant. » Depuis le 21 avril 1944, les Françaises ont leurs droits politiques : grâce aux résistantes, dit-on, en oubliant déjà les féministes de la III^e République.

Certes, pour la libre disposition par les femmes de leur corps, tout reste à conquérir. L'« étrange défaite » des féministes d'avant-guerre est une explication centrale – célèbre-t-on les vaincu-e-s ? –, à condition que l'on n'impute pas cette défaite à leur compte comme cela a souvent été fait. Il faut au contraire insister sur la force de l'adversité qu'elles ont rencontrée.

Que l'on fasse naître le féminisme dans les années 1960 est aussi à interroger. Il y a certes un renouveau du militantisme, au sein du Planning familial, ou du Mouvement démocratique féminin, mais qui a peu à voir avec l'explosion de l'après-68. Ce qui marque les esprits n'est pas le mouvement militant, mais des faits socioculturels tels que l'augmentation du travail salarié, la pilule ou la minijupe.

Or, ce que l'histoire du féminisme nous apprend est d'abord l'ancienneté de la résistance à la domination masculine, sous des formes qui dépendent de l'organisation sociale, des possibilités culturelles et du cadre politique, institutionnel et idéologique. Cette histoire est complexe, en raison de la pluralité des voix qui s'expriment, sur des domaines très divers : l'éducation des filles, la santé des mères, le sort de l'épouse, le travail féminin, la légitimité de la création féminine, etc. La Révolution française, pensant les droits de l'Homme, rend pensables les droits de la femme (le singulier est fréquent à l'époque). Olympe de Gouges formule d'ailleurs une *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* en 1791, en écho à la déclaration de 1789, déclaration universelle qui ne concerne en réalité que les hommes. Le Code civil (1804) n'est-il pas une réponse à l'aspiration émancipatrice qui s'exprime pendant la période révolutionnaire et qui a conduit, dès 1793, à la fermeture de clubs de femmes jugés trop turbulents ? L'Angleterre, qui ne connaît pas ces bouleversements, voit aussi s'affirmer une parole féministe avec, en 1792, la parution de l'ouvrage de Mary Wollstonecraft, *A vindication of the rights of women*. En France comme en Angleterre, la vie sentimentale mouvementée des deux femmes est mise en avant pour décrédibiliser leur message politique qui vise à lutter contre les préjugés de sexe*, à développer l'éducation des filles, à défendre des droits.

Au XIX^e siècle, le silence n'est jamais total et alterne avec des explosions de paroles et d'écrits en faveur des droits des femmes, au rythme des révolutions et des phases les plus libérales des différents régimes qui se succèdent (début des années 1830, révolution de 1848, fin du Second Empire). Pour l'historienne Michelle Perrot, il s'agit d'un « féminisme des brèches ».

Tout aussi remarquable est la permanence de l'antiféminisme, d'intensité variable, et jouant déjà sur un registre de stéréotypes qui variera peu par la suite : violence, extrémisme, haine des hommes...

L'histoire des féminismes se joue à la fois sur la scène internationale et au niveau national. Au XIX^e siècle, les idées politiques traversent les frontières. Les textes philosophiques, les romans et le théâtre à thèse sont traduits. La presse française est attentive aux initiatives féministes à l'étranger : les premières, les faits insolites, les réformes juridiques... À la fin du XIX^e siècle commence une longue série de congrès internationaux qui dotent les féministes d'un corpus commun. Des associations

internationales avec des branches nationales font du féminisme un courant transnational de toute première importance, comparable à la nébuleuse des associations pacifistes.

Les féminismes évoluent dans des contextes nationaux variés. En France, la référence aux valeurs républicaines issues de la Révolution est importante. Le droit naturel des femmes à jouir des mêmes droits que les hommes est souvent mis en avant, mais cela n'empêche nullement de demander aussi des droits pour les femmes en tant que groupe socialement et/ou biologiquement distinct de celui des hommes. Le Second Empire, la guerre franco-prussienne, la Commune et l'ordre moral qui la suit n'offrent pas un contexte propice à l'essor de revendications féministes. Il faut attendre les années 1880, temps de consolidation de la République et de démocratisation de la vie publique, pour que le féminisme prenne la forme d'un mouvement organisé et solide.

La tendance réformatrice, la plus ancienne, est républicaine. Lancée par Maria Deraismes et Léon Richer, elle se préoccupe surtout de l'éducation des filles et de l'égalité des droits civils. Elle demande la réforme du Code Napoléon. Hubertine Auclert introduit, elle, les droits politiques des femmes. Le suffrage et l'éligibilité des femmes permettraient, pense-t-elle, d'accomplir toutes les réformes nécessaires. Ses méthodes sont audacieuses : grève des impôts car « qui ne vote pas ne paie pas », manifestation pour le 14 juillet à la Bastille avec des militantes vêtues de noir, en deuil de la République qui bafoue leurs droits. Mais l'idée que les femmes pourraient voter semble encore grotesque, y compris pour des féministes estimant que les Françaises ne sont pas encore prêtes.

Après l'adoption de la loi de 1901 sur la liberté des associations, les groupes féministes se multiplient : le Conseil national des femmes françaises, fondé dès 1901, rassemble des associations féministes et philanthropiques. À partir de 1909, l'Union française pour le suffrage des femmes se consacre à la cause qui va résumer le féminisme des années suivantes : le suffragisme. Politiquement, elle est républicaine, proche du Parti radical qui, ironie de l'histoire, bloquera la réforme du suffrage des femmes jusqu'à l'effondrement du régime en 1940. En 1944, le président de la commission de réforme de l'État à Alger, Paul Giacobbi, ancien sénateur radical, continuera d'ailleurs à s'opposer à une réforme qui risquerait de jeter le pays dans l'inconnu et de favoriser les intérêts du clergé.

La tendance réformiste* privilégie la lutte pour le droit de vote, mais ne néglige pas l'égalité dans d'autres domaines, comme le travail. Enfin, elle est à l'origine de la lutte contre la prostitution réglementée par l'État, une cause qui n'aura guère plus de succès que le droit de vote. Deuxième tendance : le féminisme radical*, ou intégral, pour reprendre un adjectif utilisé à l'époque. On pourrait dire aussi révolutionnaire, car il va souvent de pair avec un engagement syndical ou socialiste. Cet engagement est d'ailleurs source de tensions pour ces militantes, le mouvement ouvrier ayant une longue tradition antiféministe (la misogynie de Proudhon) et considérant le féminisme comme un mouvement bourgeois. L'attention portée à la sexualité et au néomalthusianisme (la lutte pour la réduction des naissances) est également une caractéristique notable de cette tendance.

Proudhon misogyne

Pierre Joseph Proudhon (1809-1865) est le théoricien de l'anarchisme. Auteur de *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), il répond : « C'est le vol. » Rivalisant en influence avec Karl Marx, il inspire une large part du mouvement ouvrier en France. Proudhon est aussi un misogyne. Il classe les femmes en deux groupes : « ménagères » ou « courtisanes » ; défend le pouvoir absolu du *pater familias* et du mari. Il estime que les femmes sont par nature inférieures aux hommes et se moque cruellement des féministes qui, telle Jenny d'Héricourt, lui ont porté la contradiction.

Dans les années 1920, le mouvement féministe s'enrichit d'une troisième tendance, modérée, avec, notamment, l'Union nationale pour le vote des femmes, marquée par des positions conservatrices et catholiques. Tout en défendant les rôles traditionnels, cette tendance revendique le droit de vote, encouragée d'ailleurs par une déclaration suffragiste du pape en 1919. C'est là une nouveauté, car le mouvement féministe français jusqu'à cette date est surtout le fait de militantes laïques, parfois anticléricales. Il est de ce fait une avant-garde, coupée de la majorité des Françaises qui restent, beaucoup plus que les hommes, attachées à l'Église catholique.

La campagne des suffragistes utilise les moyens habituels de mobilisation de l'opinion : réunions publiques, campagnes de presse, d'affiches. Des moyens malgré tout limités par le manque d'argent. Leur « agitation » est moins pittoresque que celle des Anglaises qui vont jusqu'à

s'enchaîner aux grilles du Parlement. En France, les manifestations de rue sont rares. La plupart du temps, elles sont interdites par le ministère de l'Intérieur.

Les coups d'éclat sont exceptionnels : Hubertine Auclert brise les vitres d'une salle de vote, renverse une urne, elle est condamnée à une petite amende. Les féministes ne cherchent pas à provoquer : soucieuses d'être prises au sérieux, elles veulent avant tout prouver que les femmes méritent le droit de vote. La journaliste Louise Weiss, dans les années 1930, comprendra qu'il est plus efficace de mettre les rieurs de son côté et réveillera le suffragisme avec des actions spectaculaires : lâcher de ballons lors de la finale de la Coupe de France de football, manifestations bruyantes dans la rue, perturbation du grand prix hippique de Longchamp... Les arguments de la campagne suffragiste relèvent de deux logiques. L'une est inspirée par les principes de la Déclaration des droits de l'Homme, ceux de l'universalité des droits, de l'égalité entre citoyens quel que soit leur sexe. L'autre, la plus fréquente, justifie le droit de vote des femmes au nom de la spécificité féminine : les femmes doivent être représentées car elles ont une expérience et une sensibilité particulière, enrichissantes pour la vie politique. Sont alors invoquées des qualités dites naturelles : altruisme, douceur, dévouement...

L'historien Léon Abensour souligne la pluralité des féminismes (1927)

« Sans doute, il [le féminisme] a revêtu mille formes, suivant les lieux, les temps et les hommes. Le féminisme de Plutarque n'est pas le même que celui de Stuart Mill, ni le féminisme de Catherine de Médicis et de la reine Margot, celui d'Hubertine Auclerc (*sic*). Et la situation sociale, le tempérament, le style même de ses promoteurs, le nuancent, l'irisent de mille couleurs. Pour le socialiste ou le communiste, le féminisme est un corollaire du socialisme ou du communisme, pour le républicain, une conséquence de la Déclaration des droits de l'Homme, pour le catholique pratiquant une des applications de l'Évangile. Et il n'est pas aujourd'hui jusqu'au musulman qui ne soutienne que Mahomet fut un précurseur de l'affranchissement des femmes !

C'est qu'en effet le féminisme, justement parce que, répétons-le, il n'est pas une doctrine, mais un état d'esprit, est assez souple, pour trouver sa place dans toutes les doctrines, dans toutes les théories, assez malléable pour se mouler sur chacune d'elles. Il ne peut être l'apanage d'aucune parti, d'aucune confession ; et c'est pourquoi l'on a vu,

dès avant la guerre, et depuis, des hommes et des femmes de toutes les confessions, de tous les partis, faire l'union sacrée sur un programme féministe, pourquoi on a vu naître au début du XX^e siècle un féminisme bourgeois et un féminisme ouvrier, un féminisme libre penseur et un féminisme chrétien. »

Le Problème féministe, Paris, Radot, 1927, p. 159-160.

Les suffragistes proposent, associé au droit de vote, un programme politique qui met en avant la lutte contre les fléaux sociaux : l'alcoolisme, les taudis, la délinquance, les maladies vénériennes, la tuberculose ; défense de la paix, souvent associée à l'idée que les femmes, parce que mères, sont pacifistes par nature. Dans les années 1930, dans un contexte de scandales politico-financiers qui éclaboussent le régime et le mettent en danger, le droit de vote des femmes sera également défendu comme un moyen de « régénérer » la vie politique et de « purifier » ses mœurs.

Pour résumer ces deux types d'argumentations, on a, dans le premier cas, une justification du type : les femmes sont injustement privées d'un droit, dans le deuxième cas : les femmes méritent de voter. Dans ce dernier cas, il faut aussi prouver leur capacité. La propagande féministe y insiste beaucoup. Des cours de droit sont organisés pour les futures électrices, et surtout, des femmes sont proposées en modèles, de manière à souligner le scandale de leur exclusion politique. Au début du siècle, Marguerite Durand, directrice du quotidien féministe *La Fronde*, avait organisé un meeting où elle siégeait à la tribune à côté d'un homme simple d'esprit qui lui, avait le droit de vote...

Dans d'autres combats, la même tension se manifeste, avec, au fil du temps, une tendance de plus en plus forte à justifier les droits des femmes au nom de l'intérêt de la société, de la nation, etc. Ce différentialisme sera de plus en plus présent dans les discours féministes, peut-être parce qu'il convainc plus facilement l'opinion et les dirigeants. Mais aussi parce que nombre de féministes restent fidèles... à un certain nombre d'idées reçues sur les femmes ! La différence des sexes reste pensée, très majoritairement, comme un fait naturel, indiscutable, invariable.

Le féminisme renvoie bien à un mouvement organisé disposant de ses associations, de ses journaux, organisant des congrès régionaux, nationaux, internationaux. Ce mouvement est certes divisé. Profondément pluraliste, il prend des colorations politiques en dépit d'une neutralité souvent affichée,

mais on peut en cerner les contours, en connaître les militant-e-s et les discours. L'idée féministe, et plus encore la sensibilité féministe, dépassent toutefois ce noyau dur militant. Comprendre les idées reçues sur le féminisme, c'est à la fois les confronter à cette réalité militante et approcher un féminisme diffus qui est présent dans d'innombrables manifestations de la vie sociale, culturelle, politique et même quotidienne. C'est aussi chercher, au-delà, le féminisme imaginaire.

OceanofPDF.com

« Le féminisme est un mouvement de femmes. »

*Le féminisme est une philosophie
spécialement élaborée par les femmes.*

Léontine Zanta, *Psychologie du féminisme*, 1922

Jusqu'en 1891, le mouvement pour les droits des femmes est souvent qualifié de « mouvement féminin ». Le qualificatif « féministe » se banalisera ensuite mais il est révélateur d'une certaine confusion car on trouve aussi souvent le masculin pluriel pour qualifier les féministes. Il y a comme une hésitation. Pour la philosophe chrétienne Léontine Zanta, le féminisme est l'expression du féminin. Pour l'historien féministe Léon Abensour (*Le Problème féministe*, 1927), c'est « une réaction de la conscience individuelle et de la conscience collective des femmes contre l'injustice et l'illogisme de la condition qui leur est faite » mais un peu plus loin, c'est une autre proposition, universaliste*, qu'il met en avant : « Le féminisme ? Il tient tout entier dans cet article de la Déclaration des droits de l'Homme "Tous les hommes (entendre tous les êtres humains) naissent et demeurent libres et égaux en droit". » Que penser alors ? Combat mixte ou féminin ? Spécifique ou universel ?

Le sociologue Alban Jacquemart, dans sa thèse (2011) sur les hommes féministes, a mis au jour une progressive féminisation de la cause féministe. Commençons par poser le fait principal : il existe des hommes féministes, qui forment, dans le mouvement militant, une minorité non négligeable. Des associations ont à cœur d'avoir un bureau parfaitement mixte. Il existe aussi une tradition de « féminisme au masculin » : Condorcet est mentionné pour avoir défendu les droits civiques des femmes pendant la Révolution française ; Victor Hugo apporta son concours. C'est en l'écoutant en 1872 dénoncer l'esclavage des femmes qu'Hubertine Auclert décida de se consacrer à la cause. C'est un homme (franc-maçon), Léon Richer, qui fonde avec Maria Deraismes le féminisme républicain. Parmi les collaborateurs de la revue qu'il lance, *Le Droit des femmes*, seize hommes

et sept femmes. À son décès en 1911, les féministes saluent en lui le « père du féminisme français ». On a pu parler d'androgénèse du féminisme. Le même phénomène est observable en Grande-Bretagne. Il n'y a rien ici qui soit spécifiquement français. Les hommes apportent leurs capitaux : respectabilité, crédit, finances, réseaux... Un Joseph de Gasté ne se contente pas de soutenir généreusement la parution du journal d'Hubertine Auclert, *La Citoyenne*. Comme député, il demande une révision constitutionnelle qui interdirait le cumul des mandats et rendrait obligatoire la parité dans les deux assemblées (1890).

La place des hommes est toutefois discutée. Le *leadership* autoritaire de Léon Richer crée des tensions. Des femmes s'y soustraient en créant leurs propres associations, tout en ménageant les « généreux auxiliaires prêts à soutenir nos revendications de toute la puissance de leur autorité intellectuelle et morale » (Angélique Arnaud, *L'Avenir des femmes*, 1872). Militants de plein droit ou auxiliaires ? L'autonomisation des femmes plaide pour le second statut. Louise Koppe, en créant un journal entièrement féminin, est une des premières à franchir le pas. Cette non-mixité va souvent de pair avec un féminisme différentialiste*, fondé sur l'idée d'une supériorité féminine reliée à la maternité. En 1881, la Société pour l'amélioration du sort de la femme précise dans ses statuts que les postes de direction sont réservés aux femmes. À propos de l'organisation du congrès féministe international qui se tient à Paris en 1889, Maria Martin écrit : « Nous ne pouvons être accusées de mépriser le concours des hommes. Nous éprouvons au contraire la plus vive reconnaissance pour les hommes d'élite qui ont bien voulu combattre et lutter avec nous, qui n'ont craint ni le ridicule, ni les animosités quand il s'agissait de proclamer la justice et le droit. Mais dans ce congrès, nous trouvons que l'élément féminin doit inspirer et guider l'organisation et les délibérations. » (*La Citoyenne*, décembre 1888). Une décennie plus tard, les femmes ont pris en mains le mouvement et défini la place des soutiens masculins : dans des comités d'honneur, ou comme auxiliaires. Elles veulent montrer que les femmes ont la capacité de s'organiser et de faire leur propre éducation politique : il ne sera pas dit qu'elles sont « sous influence » masculine. Comme toutes les énergies militantes sont nécessaires à la cause, l'Union française pour le suffrage des femmes décide la création d'une Union d'électeurs pour le suffrage des femmes, en 1911, présidée par le député radical Ferdinand Buisson. L'association penche à gauche. Il est difficile de savoir si cette

division sexuée du travail féministe traduit ou trahit une vision différentialiste ou universaliste. On sait à quel point le féminisme – l'historienne états-unienne Joan W. Scott a particulièrement souligné ce paradoxe (*La Citoyenne paradoxale*, traduction française, 1998) – est condamné à ne pas choisir. Mais il y a tout de même sur le nuancier des positions des colorations plus ou moins universalistes. La mixité, la légitimation de l'engagement masculin penchent du côté universaliste. La Ligue des électeurs estime ainsi que « s'il est vrai que les femmes sont exclues du suffrage en tant que femmes, il ne s'ensuit pas du tout qu'elles aient à le réclamer en tant que femmes » (*Bulletin trimestriel de la Ligue*, juillet 1911). Le suffragisme va toutefois mettre en avant ce que serait la spécificité de l'apport des femmes à la vie politique. Retenons le succès de la féminisation du mouvement (dans ses groupes mixtes) : un tiers d'hommes environ avant 1900, puis moins de 15 % dans le premier tiers du XX^e siècle.

Cet engagement, qui reste non négligeable, est soutenu philosophiquement par une éthique humaniste. L'égalité des sexes* est une question de justice qui doit intéresser les deux sexes. Certes, les hommes, bénéficiaires de leur position de supériorité, ne semblent pas avoir d'intérêt immédiat à défendre les droits des femmes. Faux, répondent les hommes féministes. Ils y trouvent une satisfaction morale. Mieux, ils se demandent si le féminisme ne serait pas bon pour eux, et pour la société tout entière. « La femme sujette de l'homme, la femme vassale de l'homme courbe et rapetisse l'homme lui-même. La tyrannie des uns a pour corollaire la dégradation des autres : c'est-à-dire l'avilissement de tous », écrit Léon Richer dans *La Femme libre* (1877). Dans *De l'intérêt qu'ont les hommes au suffrage des femmes* (s. d., vers 1912-1913), le féministe Jean du Breuil de Saint-Germain pense à l'harmonie sociale qu'apporte la complémentarité des sexes, selon une conception essentialiste couramment défendue par les suffragistes femmes. Le fait que le féminisme de la première vague soit concentré sur l'égalité des droits est également incluant pour des hommes qui, en sus de leur goût de la justice, ont une expérience du droit en tant que juristes, avocats, ou parlementaires. La démarche féministe se résume alors à une demande adressée à l'État et non à une contestation plus ambitieuse de la domination masculine. Elle est souvent associée à d'autres combats menés au nom de l'égalité des individus. Alban Jacquemart identifie deux registres d'engagement à l'époque du féminisme de la première vague : un

registre humaniste qui définit le sujet politique du féminisme comme un sujet asexué et universel et un registre féminocentré dans lequel « les femmes » sont le sujet politique du féminisme. Dans le premier cas, l'appel aux hommes passe par l'idée que le féminisme sert les intérêts des deux sexes, comme l'affirme la Fédération française des sociétés féministes : « La femme et l'homme, placés côte à côte dans ce monde, ont les mêmes intérêts. La cause de l'un est la cause de l'autre et le bonheur de tous deux dépend de l'indépendance pécuniaire de chacun, du développement moral et intellectuel de l'un et de l'autre. La Fédération n'est donc pas féminine, mais mixte, c'est-à-dire humaine » (*Le Journal des femmes*, août 1892). Dans le deuxième cas, le féminisme est l'« union des femmes, pour revendiquer, pour les femmes, l'existence civile et politique » (Maria Martin, 1892). Cette conception est-elle moins « humaniste » que la première ? Faire du féminisme un mouvement de femmes – ce qu'il n'est pas, sauf à nier l'existence des hommes qui ont embrassé cette cause – peut renvoyer à des intentions opposées. L'intention féministe serait de réserver l'exclusivité de la lutte aux femmes et de tenir pour suspects, insincères ou improbables les hommes s'identifiant comme féministes. Pour certaines féministes radicales, le rejet des hommes va de soi. On voit mal comment la très radicale Arria Ly pourrait reconnaître certains hommes comme des camarades de combat. Cette apôtre de la « chasteté militante » qui estime qu'une féministe digne de ce nom doit rester vierge de tout contact avec les hommes voit le sexe dominant comme un « infernal propagateur du vice », une « race de satyre », « ennemi de la femme » (1906). Et pourtant... il lui arrive de parler des hommes féministes comme « des frères d'armes ».

L'androphobie peut s'exprimer à un moment donné en réaction à la domination masculine, mais elle ne signifie pas une haine de tous les hommes. Les observations de Madeleine Pelletier (1874-1939) sur la dureté du militantisme au sein des courants socialistes et laïques conduisent également à insister sur les femmes : « Le féminisme n'a comme concours masculins que les très jeunes gens dont on ne veut pas encore ailleurs ou les vieux qui, à tort ou à raison, ont été repoussés des autres partis. Ni les jeunes, ni les vieux ne sont sincères, ils veulent seulement se faire connaître pour nous lancer à leur première réussite ailleurs. » Pour autant, elle ne néglige pas les appuis masculins mais sans grandes illusions.

Le rejet des hommes peut donc conduire à « féminocentrer » le féminisme. Mais le plus souvent le féminisme est tout simplement

considéré comme le prolongement politique de l'expérience des femmes, centré, donc, sur le sujet-femmes. Porte-parole des femmes, identitaire, il enracine l'idée que les femmes ont des intérêts communs à défendre et qu'il existe donc un « nous les femmes ».

Faire du féminisme (de la première vague) un mouvement « de femmes » ou le féminocentrer peut aussi relever d'une logique antiféministe. Il est dans ce cas réduit à un simple mouvement « catégoriel » – vision qui peut sembler absurde s'agissant de la moitié de l'humanité ! Il ne pourrait ainsi prétendre à la noblesse des causes universelles. En tant que mouvement féminin, le féminisme aura tous les défauts déjà prêtés aux femmes : inconsistant, bavard, excessif... Il y a là un effet de la domination masculine à souligner : une cause concernant les hommes pourra bien plus facilement passer pour universelle qu'une cause concernant les femmes, laquelle passera pour partielle, particulière, spécifique...

Si le mouvement est souvent considéré comme un mouvement de femmes, il s'agit alors de femmes non féminines. Le féminisme, c'est, pour Clément Vautel, « une opinion ou une attitude d'avocates, juives pour la plupart, de doctresses, de bas-bleus*, d'intellectuelles qui, au fond, sont humiliées d'être des femmes » (*Cyrano*, 24 avril 1936). Un condensé de préjugés qui compte : Clément Vautel (1876-1954) aujourd'hui bien oublié – sauf peut-être pour ses romans très populaires entre les deux guerres (*Mon curé chez les riches*, par exemple) – est un journaliste qui influence l'opinion, adepte de l'humour gaulois et amateur de bons mots antisémites.

Dans ses usages les plus larges, « féminisme » est synonyme de « femmes ». Le féminin, lorsqu'il se manifeste dans la sphère publique, est en soi féministe : des femmes célèbres à divers titres deviennent ainsi dans les médias des « icônes » de la cause des femmes. Une confusion en quelque sorte entre fait féminin et fait féministe. Les féministes elles-mêmes en jouent lorsqu'elles exploitent la valeur exemplaire de certaines réussites de femmes. George Sand, Louise Michel, Anna de Noailles, les prix Nobel Marie Curie et Irène Joliot-Curie, les premières aviatrices aussi : Maryse Bastié, Hélène Boucher sont particulièrement célébrées. Le développement du travail des femmes – salariées de l'industrie, employées du commerce, fonctionnaires, professions libérales – est analysé comme un fait « féministe ». La proportion de femmes dans la population active est parfois nommée « taux d'activité féministe » ! Pour les pionnières,

l'amalgame est courant. Une « première » dans une profession est nécessairement « féministe ». Lorsqu'une femme à la fin du XIX^e siècle soutient une thèse de médecine, la presse qualifie l'événement de « féministe ». Pour l'antiféministe Théodore Joran, il existe un « féminisme médical » dont les progrès se mesurent au nombre de doctoresses (*Mensonge du féminisme*, 1905). Cette large acception du mot crée un flou, une zone d'incertitude sémantique autour du combat féministe *stricto sensu*, ouvrant ainsi très largement la porte aux fantasmes et à l'exagération.

OceanofPDF.com

« Toutes des bourgeoises ! »

Dans les milieux syndicalistes, on voit d'un mauvais œil une militante qui suit les réunions féministes ; ils disent [...] : « Qu'allez-vous faire avec toutes ces bourgeoises ? » Les féministes sont toutes traitées de « bourgeoises », mais les maris de ces féministes, s'ils sont membres d'un parti politique ou philosophique de gauche, ne sont pas des « bourgeois » ; ceci pour faire toujours une distinction de sexes, quelle que soit la situation sociale.

Jeanne Bouvier, *Mes Mémoires*, 1936

Féminisme bourgeois : pendant un siècle, cet adjectif a permis de disqualifier un mouvement accusé de ne grouper que des privilégiées et de ne défendre que leurs intérêts de classe. L'anathème vient des mouvements de gauche, politiques et syndicaux. Pourtant, en France, il y eut tout au long du XIX^e siècle des tentatives d'union du socialisme et du féminisme. Flora Tristan en offre un bel exemple. La Commune de Paris commence à ré-émerger, Hubertine Auclert en appelle à une alliance entre femmes et prolétaires. La doctoresse Madeleine Pelletier, la plus célèbre des femmes socialistes françaises d'avant 1914, pense utile de défendre la cause des femmes dans et hors des partis. Elle s'oppose à Clara Zetkin, qui, à la Conférence internationale des femmes socialistes de Stuttgart, exige la séparation complète des femmes socialistes d'avec les féministes bourgeoises. Et dans les faits, si la social-démocratie allemande peut se vanter d'avoir organisé des centaines de milliers de femmes, la SFIO, parti qui rassemble les socialistes en France depuis 1905, cherche à contenir le nombre de ses militantes. Au mieux, observe Madeleine Pelletier, le Groupe des femmes socialistes ne sera que la « petite classe » du parti. Le féminisme y devient une opinion déviante (cf. Charles Sowerwine, *Les Femmes et le Socialisme*, 1978). Contre qui le stigmat

bourgeois est-il utilisé ? Contre les féministes qui, comme la doctoresse Madeleine Pelletier ou l'institutrice syndicaliste Hélène Brion, pratiquent un double militantisme au sein du parti socialiste et dans les groupes féministes.

Hubertine Auclert au Congrès ouvrier socialiste de Marseille en 1879

La militante parisienne s'exprime dans ce discours au nom du groupe Le Droit des femmes et d'une association de vente et de production, les Travailleuses.

« Je viens, toute pénétrée d'estime pour cette grande assemblée, le premier des corps librement élus en France depuis tant de siècles, qui permette à une femme, non parce qu'elle est ouvrière, mais parce qu'elle est femme – c'est-à-dire exploitée – esclave déléguée de 19 millions d'esclaves, de faire entendre les réclamations de la moitié des déshérités du genre humain.

Écouter nos plaintes, c'est commencer à vouloir être justes. Admettre les femmes au milieu de vous, au même titre que les prolétaires, c'est faire avec elles un pacte d'alliance défensif et offensif contre nos communs oppresseurs.

[...] Si, dans cette imposante assemblée, je posais cette question : “Êtes-vous partisans de l'égalité humaine ?”, tous me répondraient : “oui”, car ils entendent en grande majorité, par égalité humaine, l'égalité des hommes entre eux. Mais si je changeais de thème, si pressant les deux termes – homme et femme – sous lesquels l'humanité se manifeste, je vous disais : “Êtes-vous partisans de l'égalité de l'homme et de la femme ?”, beaucoup me répondraient : “non”.

[...] Je l'ai dit : je n'admets pas que l'homme doive seul pourvoir aux besoins de la famille. Toute femme qui, pouvant travailler, trouve plus commode de se faire loger et nourrir par son mari n'est, selon moi, qu'une femme entretenue.

Mais je vous demande à vous qui admettez cette hypothèse – la femme entretenue par son mari – qui nourrira la femme avant qu'elle ne soit pourvue d'un mari ? Qui nourrira la femme quand elle restera célibataire ? Qui nourrira la veuve et ses enfants ? Ah ! Je vous entends ! Dans la société future, les enfants seront à la charge de la commune ou de l'État. Mais en attendant que cette société soit mieux organisée, toutes ces catégories de femmes et d'enfants sans travail, ni pourvoyeur, ont faim et l'estomac ne se satisfait pas d'espérances.

Citoyens, je le constate avec tristesse, vous qui vous dites les forts, vous qui faites un jeu de l'existence de celle que vous appelez les faibles. Que vous soyez riches, que vous soyez pauvres, vous exploitez les femmes.

Et quand, à bout de misère, vous les voyez malades, chancelantes ; c'est le travail qui les tue, dites-vous. Ce n'est pas le travail, c'est la pauvreté qui tue les femmes ; ce sont les privations de toutes sortes qu'elles s'imposent pour payer vos vices ou vos plaisirs qui donneront à vos enfants cette figure hâve.

[...] Aussi, économiquement, civilement, politiquement, nous n'existons pas. Et c'est nous qui donnons la vie, et c'est nous seules qui permettons à la civilisation de s'implanter. Nous protestons contre la situation des mortes civiles, des dégradées d'origine qui nous est faite.

Nous proclamons, comme vous, citoyens, le principe de l'égalité humaine, nous entendons, par là, non seulement, l'égalité de tous les hommes entre eux, mais encore de l'égalité des hommes et des femmes.

Nous voulons pour elles comme pour vous, l'instruction intégrale, les mêmes facilités de développement physique, moral, intellectuel, professionnel.

Nous voulons pour les femmes, comme pour les hommes, liberté de conscience, liberté d'opinion, liberté d'action.

Nous réclamons pour les femmes, comme pour les hommes, voix délibérative dans la commune, dans l'État, ou dans le groupe. Parce que les femmes, comme les hommes, sont intéressées aux lois et règlements qui se font ; parce que les femmes payant les impôts ont autant de droits que les hommes d'exiger une bonne répartition de ces impôts ; parce que dans une vraie République, il n'y a plus de privilégiés, il n'y a que des intéressés qui, se soumettant aux mêmes devoirs, doivent posséder les mêmes droits. (*Applaudissements prolongés*)

[...] Nous nous adressons à vous, prolétaires, comme à nos compagnons d'infortune, pour appuyer notre droit à sortir de la servitude. Vous êtes électeurs, vous avez la puissance du nombre, tous vous êtes femmes par le cœur, vous êtes nos frères. Aidez-nous à nous affranchir.

[...] Ô ! Prolétaires, si vous voulez être libres, cessez d'être injustes. Avec la science moderne, avec la conscience qui, elle, n'a pas de préjugés, dites : Égalité entre tous les hommes. Égalité entre les hommes et les femmes. Ascension de toute la race humaine, unie dans la justice, vers un avenir meilleur. (*Une triple salve d'applaudissements accompagne l'oratrice jusqu'à sa place.*)

À l'instar des syndicalistes de cette période issus de l'aristocratie ouvrière des emplois qualifiés, les féministes sont à divers titres des privilégiées parmi les femmes. Elles sont enseignantes, journalistes,

avocates, doctoresses, appartenant donc à la génération des pionnières dans ces professions autrefois réservées aux hommes. Toutes n'exercent pas une activité professionnelle mais elles ne sont pas pour autant recluses ou inactives : la philanthropie les amène souvent au féminisme. Hubertine Auclert est rentière, comme Maria Deraismes.

La tendance radicale* est marquée par la présence essentielle d'institutrices. Elle compte aussi des femmes mariées sans revenus propres : Nelly Roussel (1878-1922) est l'épouse d'un sculpteur, Louise Bodin (1877-1929) d'un professeur de médecine... Sans statut professionnel, ces deux femmes sont à l'image de beaucoup de militantes de cette époque : très actives, elles donnent des conférences, écrivent des articles dans plusieurs journaux mais n'ont pas de statut professionnel.

La tendance modérée* recrute dans des milieux très privilégiés. Il ne faut pas naïvement transposer nos repères actuels. L'accès aux études supérieures, aux professions libérales, intellectuelles est possible depuis le tournant du siècle, mais encore rare, surtout dans les familles conservatrices attachées aux conventions sociales et qui craignent de ne pouvoir marier leurs filles diplômées.

L'engagement suppose une disponibilité dont beaucoup de femmes sont privées : cela limite automatiquement le nombre de militantes, effectivement faible dans les classes populaires. Les femmes accablées par une double journée (travail salarié et domestique) sont rares à envisager une triple journée (le militantisme en plus).

Les féministes sont portées à mettre l'accent sur ce qui est commun aux femmes et non sur ce qui pourrait les opposer. Ce qu'elles partagent relève bien de la condition sociale. Les plus radicales voient les femmes comme une classe qui partage l'expérience des discriminations. La féministe Jeanne Bouvier (1865-1964), une des rares ouvrières présentes dans les associations dites « bourgeoises », prend conscience de ces discriminations quand une banque lui demande un certificat de sa concierge prouvant qu'elle est célibataire. Pour d'autres, d'origine aisée, le point de départ de la révolte est l'expérience d'un mariage arrangé, se terminant en fiasco, des difficultés financières, la nécessité de gagner sa vie. Certaines envisagent des carrières encore fermées aux femmes et se battent contre l'ostracisme qu'elles rencontrent. D'autres encore font l'expérience du mépris dans leur milieu de travail. Les avocates, peu nombreuses encore dans une profession

fermée aux femmes jusqu'en 1900, observent que des collègues masculins font semblant de dormir lorsqu'elles plaident.

L'accusation d'être bourgeoise sert à combattre le féminisme au sein du mouvement ouvrier et des classes populaires. Il n'en demeure pas moins que d'authentiques féministes donnent une grande importance aux clivages de classe, révélateurs d'une réalité socioculturelle et producteurs d'un féminisme spécifique.

« Le droit de vote féminin et les féministes bourgeoises »

« Voilà la question du vote des femmes mise de nouveau à l'ordre du jour – non seulement du Sénat pour le 21 juin, mais de l'opinion de tout le pays. [...] Elle est si peu nouvelle, cette fameuse question du vote des femmes, qu'on reste étonné de voir reparaître tout le bataillon des vieux arguments, tant de fois ressassés, de part et d'autre. [...] Les militantes suffragistes bourgeoises, qui s'étaient émues, qui avaient beaucoup espéré, sont fortement déçues. Elles ne touchent pas, cette fois encore, au *but* qui leur tient au cœur. La masse des femmes, semble-t-il, est indifférente. Quant à nous, notre déception n'est que de l'ordre de celles que nous éprouvons fort souvent quand une réforme légitime et juste ne peut aboutir. Ni plus, ni moins.

Elles [les féministes bourgeoises] espèrent changer beaucoup – mais ne veulent changer que peu de choses. Et elles s'étonnent de ne pas être suivies par la masse des femmes ! Quand je dis qu'elles s'en étonnent ?... Elles savent qu'elles forment une élite (!) qui ne peut être suivie par toutes les femmes sans instruction ni éducation. Cependant, j'enregistre cet aveu, peut-être involontaire, de M^{me} Kraemer-Bach : “Notre échec provient peut-être de ce que notre féminisme a été trop *bourgeois*, trop *intellectuel* et par conséquent un peu *superficiel*.” C'est moi qui souligne, tant je trouve que cela caractérise ce mouvement.

Les féministes bourgeoises veulent voter, obtenir des lois qui servent leurs intérêts de même que l'ont fait les électeurs bourgeois.

Les prolétaires s'en soucient moins. Les unes sentent obscurément la vanité d'un bulletin de vote qui n'a fait que décevoir leurs compagnons. Les autres comprennent que ce n'est qu'une armée émoussée et à trop courte portée pour rien changer aux causes profondes des maux dont elles souffrent.

Le droit de vote n'est qu'un moyen, non un but. Les espoirs que certaines féministes mettent en lui, nous les mettons, nous, dans la transformation profonde de la société et la disparition du capitalisme. »

Les associations féministes n'ont pas le monopole du féminisme et ne sont pas les seules productrices de l'image de leur combat. Du féminisme existe dans les syndicats, dans les partis et dans des associations aux buts les plus variés. Ce féminisme peut être circonstanciel ou pas, sincère ou pas ; il est le plus souvent méfiant voire hostile par rapport au féminisme « indépendant ».

Du « féminisme socialiste » de la II^e Internationale socialiste (née en 1889), repris par la III^e Internationale, communiste (1919), on peut retenir l'invention de la Journée internationale des femmes, qui mobilise depuis plus d'un siècle les féministes de toutes sensibilités. C'est, en quelque sorte, le « 1^{er} mai » (qui est, lui, célébré depuis 1890) des femmes. L'initiative vient à la fois, en 1909, de socialistes américaines luttant pour les droits civiques et, en 1911, de femmes sociales-démocrates avec Clara Zetkin, en Allemagne. En France, le premier « 8 mars » militant a lieu en 1914. Il ne prendra une tournure officielle qu'en 1982, avec Yvette Roudy, ministre socialiste des Droits de la femme. C'est pourtant le Parti communiste qui a le plus systématiquement exploité cet événement, allant jusqu'à lui donner une origine mythique – une grève des ouvrières de l'habillement à New York en 1857 (*L'Humanité*, 7 mars 1957). Il faut dire que, par un heureux hasard, le 8 mars 1917 éclatent à Petrograd des grèves d'ouvrières et des manifestations de femmes contre la faim et la guerre...

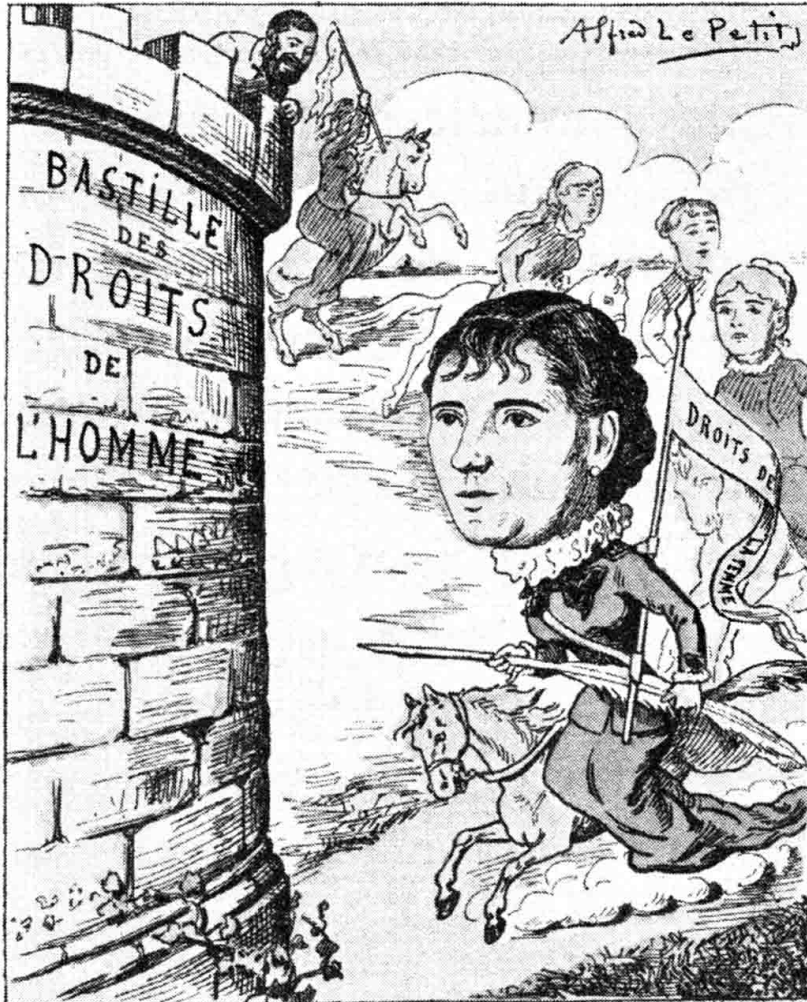
Les féministes « pures et dures » sont particulièrement sensibles aux tentatives de récupération par la gauche – ou des fractions de la gauche – de leur cause, admettant difficilement qu'elle puisse être mise en partage.

Ces subtilités échappent à l'opinion. À vrai dire, le tableau devrait être encore plus nuancé car sur certains sujets, à certains moments, des alliances sont possibles, qui reposent souvent sur des personnalités tolérantes, ayant le goût du rassemblement et de l'efficacité.

JOURNAL HEBDOMADAIRE

ADMINISTRATEUR : M. MADRE, 81, RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, PARIS

HUBERTINE AUCLERC



Dessin d'Alfred Le Petit : Hubertine Auclerc (sic) à l'assaut de la bastille des droits de l'Homme (Les Contemporains, n° 15, 1880).

OceanofPDF.com

Marie Bonneval (1841-1918) est, au tournant du siècle un bon exemple. Elle n'est pas une bourgeoise, ni au sens sociologique ni au sens politique. Institutrice d'origine modeste, puis enseignante dans une école professionnelle de jeunes filles, elle s'impose comme une experte du travail féminin, reconnue au plus haut niveau de l'État pour ses compétences. Féministe de premier plan, socialiste et franc-maçonne, elle sait défendre les revendications liées au travail féminin dans différents univers (cf. l'exposition virtuelle de Corinne Bouchoux, « La citoyenne Marie Bonneval », sur <http://musea.univ-angers.fr>).

Alors, bourgeoises ? Oui et non. Non et oui... Si le qualificatif est un pur descriptif sociologique, oui, encore que... On pourrait débattre longuement de la pertinence, pour les femmes, d'une classification sociale pensée pour les hommes et eux seuls. Mais on sait que « bourgeoises » a aussi un sens moral, culturel, idéologique même ; c'est l'arme fatale dans la culture de gauche pour délégitimer une idée, un combat. Les bourgeoises en question ont été en réalité pour certaines des « traîtres » à leur classe, des dissidentes, tirant parti de leurs ressources pour diminuer des injustices. Gabrielle Duchêne (1870-1954), infatigable défenseuse des ouvrières à domicile, fondatrice d'une coopérative féminine, est de celles-là et deviendra une compagne de route du Parti communiste en dirigeant le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. D'autres ont effectivement doublement agi en féministes et en bourgeoises, demandant par exemple le droit de vote (pour toutes les femmes), mais négligeant de défendre les droits économiques et sociaux des femmes les plus pauvres, ou ne leur concédant que la charité. La domesticité avait ainsi été dans les congrès féministes de 1900 un sujet clivant. Le procès en « bourgeoisie » – qui connaîtra bien d'autres rebondissements – pose la question toujours actuelle des priorités à donner aux combats féministes et des divergences politiques entre militantes.

« Toutes des laiderons ! »

Une femme qui exerce son intelligence devient laide, folle et guenon.

Pierre Joseph Proudhon,
La Pornocratie ou les Femmes dans les Temps modernes, 1875

Les féministes sont laides. Il n'est pas anecdotique de souligner la récurrence de cette caractérisation physique des militantes (à laquelle les militants, eux, échappent). L'insoumission à l'ordre masculin que l'on suppose chez elles – et qui est en réalité d'ampleur très variable – est ainsi incarnée. De nombreux essayistes, romanciers, journalistes, dessinateurs et caricaturistes du XIX^e siècle composent un portrait-type qui relève bien du cliché antiféministe. Décomposons-le, à partir des images satiriques et des mots-clés, pour en saisir toutes les significations.

L'impression première est celle d'une silhouette masculinisée. La féministe est laide parce qu'elle n'est pas féminine. Elle est négligée, mal nippée. Virile, elle refuse le code de genre*, l'ignore ou ne le maîtrise pas. Une ombre de barbe ou de moustache sur le visage, elle affectionne les vêtements masculins et surtout le pantalon, symbole suprême de virilité et de pouvoir. Au point qu'un détail vestimentaire est jugé ostentatoire, c'est le cas de la lavallière qu'arbore Hélène Brion lors de son procès pour défaitisme devant le Conseil de guerre en mars 1918. Pour cette féministe accusée d'avoir diffusé des brochures pacifistes, l'accessoire devient un élément à charge ! Que dire alors de Madeleine Pelletier, avec ses cheveux courts, sa silhouette courte et massive, son complet veston, sa canne, son chapeau-melon ? « Si je m'habille comme je le fais, c'est parce que c'est plus commode, mais c'est surtout parce que je suis féministe ; mon costume dit à l'homme : “je suis ton égale”. » (« Du costume », *La Sufragiste*, juillet 1919). Chez elle, la virilisation se fait théorie, l'égalité est poussée jusqu'au bout puisqu'elle prône le dépérissement du genre féminin grâce à la généralisation d'une éducation et d'occupations identiques pour les deux sexes*.

La féministe ne cherche pas à séduire tant son esprit est accaparé par ses préoccupations politiques. Des lunettes signalent son côté bas-bleu* ; la fatigue visuelle, résultant d'une frénésie contre-nature de savoir, de lectures, sanctionne une prétention hors de portée pour un cerveau féminin. Intellectuelle ou artiste, la féministe vise en effet trop haut.

Laide, la féministe l'est aussi car elle a subi des ans l'irréparable outrage : « de vieux tableaux », note le journaliste Clément Vautel. L'âge des féministes est en effet assez élevé : 40 ans au début du XX^e siècle en moyenne, la cinquantaine passée dans les années 1930, indice d'un non-renouvellement militant. Ceci révèle les possibilités ouvertes par le vieillissement qui libère les femmes des charges domestiques et éducatives.

La féministe est maigre. Sous-alimentée à la manière de ceux qui négligent le corps pour s'adonner à des élans mystiques. Les canons de la beauté de l'époque bannissent la maigreur. La femme séduisante a un corps bien en chair, appétissant, fabriquant un gras évocateur de sédentarité et de richesse, trahissant des appétits aux connotations érotiques. Les rondeurs sont aussi maternelles. Mamelles généreuses et hanches larges attestent l'aptitude à enfanter. Or la féministe est, irrémédiablement, filiforme. Sa maigreur révèle une « stérilité volontaire ». Refusant le contact masculin, privée de la semence fécondante, elle se dessèche comme une terre sans pluie. En 1909, *L'Assiette au beurre*, croquant une « vierge au miroir » qui contemple ses pauvres formes devant sa psyché, lui prête cette pensée : « Et dire qu'un homme aurait déformé tout ça, et pour son seul plaisir ! » Quel homme pourtant aurait voulu d'une femme aussi maigre ?, se dira le lecteur.

Les associations féministes comptant une majorité de femmes mariées, la caricature tord la réalité. Certes, pour plusieurs grandes figures du mouvement, le célibat est un choix jugé nécessaire à l'indépendance intellectuelle et affective. Madeleine Pelletier défend le célibat et la chasteté en se référant à une analyse de l'oppression des femmes dans le cadre du mariage et même de l'union libre. Dans un livre autobiographique, *La Femme vierge*, paru en 1933, elle veut montrer ce qu'une femme gagne à refuser de « faire l'éducation de son sens génital ».

Madeleine Pelletier est lucide sur la manière dont ses idées très radicales* sont perçues. Défendre le célibat militant est une position extraordinairement subversive, qui conduit à une autonomisation des femmes sur tous les plans. Un refus de toute « collaboration de classe » en

quelque sorte. Elle lui donne un sens plus politique que personnel, contrairement à son amie Arria Ly, également partisane de la virilisation des femmes. On mesure dans leurs échanges épistolaires l'impact des idées reçues.

Dans la génération précédente, en termes moins provocateurs, Maria Deraismes avait déjà défendu le droit à l'autonomie des femmes.

**Lettre de Madeleine Pelletier à Arria Ly,
18 novembre 1911**

« Je sais que dans la pratique vous avez raison, je suis moi-même Mademoiselle et désire le rester ; mais mon attitude est seulement une attitude de combat ; elle répond à une société dans laquelle la femme ne peut avoir d'amour sans servitude. Mais ériger ce quant à soi en loi universelle est mauvais ; car c'est donner trop la prise aux adversaires qui prétendent tous en effet que les féministes sont des vieilles filles aigries de ne pas avoir trouvé d'homme. Mais après tout il est toujours bien que l'on parle du féminisme, même pour le combattre. »

Maria Deraismes : « La femme telle qu'elle est »

« Épouse et mère ! Qu'est-ce que ça signifie ? Mesdames, ne vous étonnez pas : il faut que je vous éclaire sur ce point. Cette façon d'exalter votre maternité n'est pas autre chose qu'une façon de vous rabaisser. Vous n'êtes quelque chose que parce que vous avez l'honneur, quelquefois, d'engendrer un homme, de porter un fils dans vos entrailles. Moi, Mesdames, je ne suis pas épouse, je ne suis pas mère, et je déclare que je ne m'en considère pas moins pour cela. Je suis femme, et cela me suffit.

Mais a-t-elle jamais pu passer par votre tête cette idée folle de juger un homme sur sa progéniture ? Avez-vous jamais dit d'un homme : "Est-il époux ? Est-il père ?" Nous autres femmes, nous avons, comme vous, Messieurs, une force intrinsèque, une valeur personnelle, un mérite individuel : nous sommes un ensemble de facultés plus ou moins appréciables selon l'étendue. »

Conférence donnée le 18 novembre 1869 (*in Ève dans l'humanité*, préface de Laurence Klejman, Paris, Côté-Femmes, 1990, p. 137).

Madeleine Pelletier n'est aucunement représentative du féminisme dont elle incarne, aux yeux des antiféminismes, les fins les plus funestes. Certaines féministes répliquent en soulignant la beauté des unes ou des autres, la photographie étant de plus en plus présente dans la presse militante. Elles sont quelques-unes à utiliser l'humour pour riposter. Une dessinatrice caricature ainsi deux bonhommes au crâne déformé et dégarni, attablés au bistrot et se faisant cette réflexion « Si au moins les féministes étaient jolies ! » Une suffragiste a l'idée, en 1928, de s'enchaîner sur un banc du Sénat avec une chaîne gainée de soie assortie à celle de sa toilette. La réputation d'élégance des Françaises est ainsi sauve... et la féministe déjoue ainsi avec un détail cocasse les lourdes insinuations sur les militantes.

La plus habile à ce jeu est sans conteste Marguerite Durand, qui déclare, crânement : « Le féminisme doit à mes cheveux blonds quelques succès. Je sais qu'il pense le contraire : il a tort. » Ignorant les critiques d'une Hubertine Auclert, la jugeant trop « cocotte », ou le mépris de Madeleine Pelletier, la fondatrice-directrice du quotidien féministe *La Fronde* s'habille de manière sophistiquée, arborant dentelles, bijoux, chapeaux à la mode : une maîtrise totale de la séduction féminine, acquise dans sa vie antérieure d'actrice à la Comédie française. « Charmante », « élégante », elle s'entoure de « frondeuses » « jolies », « séduisantes ». Sa performance est saluée comme bénéfique pour la cause féministe sur le plan médiatique en ce sens qu'elle neutralise un des abcès de fixation de l'antiféminisme. Elle fait des émules. Pour Louise Debor, « les femmes commencent à sentir qu'elles feraient une grave erreur en négligeant leurs meilleures armes : la beauté et la grâce » (*La Fronde*, juillet 1899). Si Marguerite Durand est convaincue par cette stratégie, c'est aussi parce qu'elle a partagé les préjugés sur la laideur des féministes avant sa conversion à la cause. C'est en se rendant au congrès féministe de 1896 qu'elle découvre son erreur et se convainc que l'antiféminisme relève autant de la crainte esthétique que du refus de l'égalité. Ces apparences féminissimes ne protègent toutefois pas totalement du reproche récurrent de virilité : Marguerite Durand est traitée de « femme hommasse » par l'un de ses adversaires, professeur à l'École Estienne.

Parmi les féministes, la « stratégie » de la blondeur pratiquée par la directrice de *La Fronde* reste peu fréquente. Beaucoup sont attachées aux conventions, à une certaine respectabilité. « Nous ne voulons pas nous

départir de la modestie, de la mesure qui sied à notre sexe », dit la duchesse de La Rochefoucauld, présidente de l'Union nationale pour le vote des femmes dans les années 1930.

Propos – comme souvent – réactif, préventif, rassurant, qui lutte contre les images de la « femme nouvelle » des années 1900 puis de la garçonne* des années 1920, femmes visiblement émancipées sur le plan physique, icônes fascinantes et inquiétantes. Ce qui est « laid » est aussi la stérilité, moralement condamnable.

Le respect d'un code vestimentaire genré qui appartient pleinement au patrimoine de l'identité nationale est un enjeu dans la controverse sur le féminisme. La réforme du costume, voulue par les plus radicales, alimente la polémique. Le pantalon féministe, venu des États-Unis, cristallise l'hostilité, mais ce sont bien toutes les transformations vestimentaires, qu'elles soient justifiées par le sport, l'activité professionnelle, ou le respect du corps défendu par les hygiénistes, qui posent problème. L'appropriation du vêtement fermé par les femmes n'a pas seulement un aspect pratique, il a aussi une dimension symbolique qui n'échappe à personne. L'accusation de laideur concerne les propositions visant à moderniser le vêtement féminin. Que ces propositions viennent de féministes ou pas, elles seront de toute manière considérées comme une expression du féminisme.

— Si au moins
les féministes
étaient jolies !!!



*Dessin de Suzanne Dumas, « Si au moins les féministes étaient jolies »,
1927.*

La laideur ne renvoie pas à un simple jugement esthétique : le laid a également une dimension morale. Ce qui est laid, dans la silhouette pitoyable du bas-bleu mal habillé, c'est, non seulement la chasteté, mais aussi le refus de la maternité qu'elle augure. Fin de l'amour, fin de la reproduction, fin de la « race ». L'antiféminisme agite ni plus ni moins la peur d'une extinction de l'humanité, en tout cas d'une sévère décadence. Cette « idée reçue » s'appuie-t-elle sur une parcelle de réalité ? Les féministes de la III^e République sont en fait très peu nombreuses à prôner la « grève des ventres ». Nous retrouvons Madeleine Pelletier, auteure d'une brochure clairement intitulée *Le Droit à l'avortement*. Nelly Roussel, néo-malthusienne et mère de deux enfants, donne des conférences sur le droit des femmes à disposer librement de leurs « flancs ». Peu nombreuses donc sont celles qui vont s'opposer à la loi de 1920 qui interdit toute publicité pour la contraception et punit sévèrement l'avortement. Les féministes réformistes* ont, non seulement soutenu, mais réclamé cette loi.

Pour comprendre cette position aujourd'hui surprenante et souvent méconnue, il faut bien mesurer l'importance du natalisme dans un pays où la restriction volontaire des naissances est pratiquée depuis le XVIII^e siècle. L'inquiétude démographique s'accroît après la perte de l'Alsace-Lorraine, et plus encore après la guerre de 14-18 et la mort de 1 300 000 hommes au combat. Bien sûr la France ne se dépeuple pas, notamment grâce à l'immigration, mais les natalistes brandissent la peur de la dépopulation et en font un élément clé du consensus républicain et patriotique. Les féministes, désireuses d'accéder à la citoyenneté, participent donc à ce consensus, tout en demandant que l'État donne aux mères les moyens d'élever leurs enfants. On est donc très loin de la caricature donnée par leurs adversaires.

« Le féminisme enlaidit, c'est un fait », affirme Théodore Joran dans *Le Mensonge du féminisme* (1905). Vu le nombre et le succès de ses ouvrages, on peut imaginer l'influence de ce type d'affirmations.

**L'historien et féministe Léon Abensour
répond à l'accusation de laideur**

« Pour discréditer le féminisme, M. Prudhomme¹ a trouvé un argument qui, pour ridicule qu'il soit, ne manque pas de produire toujours son effet : "Le féminisme, s'écrie-t-il en levant au ciel ses bras et en agitant d'un air menaçant comme pour le pourfendre son sabre de garde national, le féminisme, c'est la femme chauffeur, la femme ministre, la femme gendarme. Que deviennent dans tout cela le charme féminin ? La *morbidezza*² féminine ?" »

Raisonnement absurde et qui revient à celui-ci : "Avec le suffrage universel, tout le monde député ! Avec l'égalité d'instruction, tout le monde professeur en Sorbonne, tout le monde à l'Académie française, et plus de d'agriculteurs, plus de boulangers, plus de mécaniciens ! »

Le Problème féministe, Paris, Radot, 1927, p. 162-193.

1. Joseph Prudhomme, personnage fictif créé par le caricaturiste, auteur et acteur Henry Monnier (1799-1877), est le type du bourgeois gras, bête et conformiste dans la littérature du XIX^e siècle.

2. La *morbidezza* (ou *morbidesse*) est la douceur, la grâce, la délicatesse, qui peut aller jusqu'à la langueur maladive.

La laideur des féministes : l'épouvantail est efficace et détourne de la cause celles qui craignent de déplaire, de « décourager l'amour » et d'être classées dans la pathétique catégorie des « laides » et autres « enlaidies ».

OceanofPDF.com

« Le féminisme est une menace pour l'ordre social. »

*L'erreur du féminisme, c'est que les femmes veulent faire
tout ce que font les hommes.*

L'Action française, 14 mars 1936

*La femme ne doit pas se faire le singe de l'homme.
La masculinisation de la femme serait un fléau
pour toute civilisation et pour elle-même.*

Léon Daudet, 1936

Le féminisme menace l'ordre social en tant qu'ordre structuré par la domination masculine. C'est une évidence... Et pourtant, seules les féministes radicales* acceptent une telle formulation et sa perspective révolutionnaire. Les féministes réformistes se montrent plus craintives et cherchent à donner des gages d'adhésion au système politique en place en mettant en avant leur loyauté républicaine, leurs sentiments patriotiques... Il est pourtant frappant de constater à quel point des revendications somme toute mineures, partielles, sont perçues comme des menaces. Le profil bas ne suffit pas à désarmer l'adversaire qui s'en tient à la caricature et à la rhétorique de l'engrenage fatal : une revendication satisfaite ouvrant la voie à une autre, puis à d'autres encore.

Le féminisme détruit – ou détruirait s'il avait plus de succès – la famille et la répartition des pouvoirs en son sein. L'autorité masculine est remise en cause dans tous les domaines, le public mais aussi le privé. La controverse actualise en quelque sorte les traditionnelles « disputes de la culotte » qui inversent les rôles féminin et masculin. Un dessin de *L'Assiette au beurre* montre par exemple un mari battu par sa femme et qui supplie : « Je t'en prie, Victoire, arrête-toi ! Tu vas te mettre en retard pour le meeting des

femmes opprimées ! » (6 juin 1908). On rit... c'est une arme efficace. Alors que les féministes réformistes réclament l'égalité dans le couple et les droits parentaux, et que les féministes radicales prônent la disparition de la famille, le camp conservateur parvient à sauver l'essentiel du Code Napoléon, ne concédant que quelques aménagements (comme, en 1927, le droit pour l'épouse de conserver sa propre nationalité puis, en 1938, la suppression de la puissance maritale, de l'incapacité juridique de la femme mariée ainsi que de son devoir d'obéissance).

Accusé de s'en prendre à l'autorité du père et du mari, le féminisme est également rendu responsable de la baisse de la natalité. L'un des points de cristallisation de l'antiféminisme est la « dépopulation », pour reprendre le terme inventé par les premiers démographes, fervents natalistes. Zola, dans *Fécondité*, paru en 1899, dénonce la « fraude » (l'amour infécond) et magnifie la mère prolifique à travers son héroïne, Marianne. Il n'est pas nécessaire d'être misogyne pour être antiféministe. La plupart des intellectuels et des romanciers des années 1900 portent un regard angoissé sur les relations hommes-femmes et l'affaiblissement de la virilité, la montée du pouvoir des femmes.

La redistribution des rôles sociaux effraie : la hantise de la masculinisation des femmes est centrale, car il faut que les hommes restent hommes...

La crainte du chaos social s'adapte aux circonstances. Ainsi, la peur ne disparaît pas pendant la guerre de 14-18, malgré le ralliement de la plupart des féministes à l'union sacrée. Les soldats s'inquiètent de ce que font les femmes à l'arrière. Les pacifistes leur reprochent de ne pas avoir empêché le conflit. Des syndicalistes craignent la concurrence du travail féminin et le risque de destruction de la famille ouvrière. Sur le péril démographique, le consensus est presque total.

Pendant les folles années 1920, l'antiféminisme se cristallise sur la question des mœurs. Figure de l'indépendance féminine, la garçonne* concentre les « perversions » qui titillent les fantasmes des contemporains. On s'arrache le portrait de cette figure mythique : *La Garçonne* (roman de Victor Margueritte, 1922). Le lecteur émoustillé y découvre la vie des jeunes bourgeoises parisiennes sexuellement affranchies et économiquement indépendantes. Libres de décider de leur vie, de refuser un mariage arrangé, de choisir leurs partenaires sexuels des deux sexes*, de

s'habiller sexy ou de se déshabiller sans pudeur, libres de fumer de l'opium, et finalement, comme l'héroïne, heureuses de trouver un gentil mari compréhensif aux opinions politiquement avancées (à l'image de l'auteur).

La sexualisation de la femme nouvelle peut être vue comme une stratégie antiféministe : la garçonne est une femme virilisée, qui mène une vie de garçon. L'antiféminisme, ce n'est pas nouveau mais c'est plus voyant qu'à la Belle-Époque, se conjugue à ce que nous appelons aujourd'hui la lesbophobie*.

La Garçonne

L'éditeur de La Garçonne, Flammarion, sait le roman racoleur, mais n'imagine pas le scandale qui va se développer, à partir d'une plainte que la Ligue des pères de famille nombreuse dépose auprès de l'Ordre de la Légion d'honneur, pour que l'auteur en soit radié. La campagne aboutit en quelques mois à l'éviction de l'écrivain qui se sent victime de l'ordre moral.

VICTOR MARGUERITTE – La femme en chemin – *La Garçonne*, roman, Paris, Ernest Flammarion éditeur, 26 rue Racine.

1 vol. in-18 prix : 7 francs

« Un mot nouveau pour peindre un type nouveau. Vingt ans après ses sœurs aînées, qu'un autre romancier de la jeune fille et de la femme baptisa les demi-vierges, la "garçonne" entre dans la langue d'aujourd'hui.

L'héroïne de Victor Margueritte appartient à cette génération d'indépendantes, née de la liberté d'avant-guerre et de cette licence qui règne depuis 1914. Elle est peinte ici avec une hardiesse et une puissance inégalées depuis Mirbeau et Zola.

La hauteur morale, dont, jusque dans l'analyse la plus saisissante du vice, le magnifique talent de Victor Margueritte ne s'est jamais départi, une force singulière de la pensée et de l'expression, la chaude couleur enfin des tableaux les plus troublants assurent à *La Garçonne* le même immense succès qui accueillit naguère *Prostituée*.

Jamais l'illustre auteur de tant de maîtres-livres n'atteignit à plus violent raccourci de sensations et de sentiments, dans une plus captivante intrigue. Toutes les femmes liront, tous les hommes doivent lire ce drame brûlant, véritable passion de ces émancipées que l'ordre social a le premier jetées à l'anarchie, et qu'à travers leur recherche du bonheur, la nature ramène à la loi éternelle : l'amour, et à sa grande leçon : l'indulgente pitié.

Acte de courage et de foi, *La Garçonne* est un chef-d'œuvre. Non pas seulement parce qu'avec un extraordinaire relief, et sans rien voiler de ses turpitudes, il reflète la vie, mais parce qu'il se dégage de cette bassesse une exaltante et pure beauté. »

L'anticommunisme devient un autre vecteur de l'antiféminisme, le parti communiste mettant en avant, dans les années 1920, les réalisations soviétiques sur le front de l'égalité des sexes (divorce facilité, liberté de l'avortement). La proximité entre le parti et les féministes les plus radicales semble justifier la réduction du féminisme à l'idéologie communiste.

L'antipacifisme est également une facette de l'antiféminisme. Les féministes qui restent fidèles à l'internationalisme féministe pendant la guerre de 14-18 sont stigmatisées ; certaines sont condamnées à des peines de prison pour propos ou distribution de tracts et brochures défaitistes. Le pacifisme féminin est supposé plus entier car plus viscéral, plus absolu, en raison de la nature même des femmes.

L'antimaçonnisme est également présent dans le discours antiféministe. L'extrême droite voit la franc-maçonnerie comme une entreprise de destruction de « la religion de la patrie et de la famille ». Elle tente d'en faire un lieu de diffusion des idées féministes en donnant les noms de féministes des deux sexes supposés être francs-maçons. Avec le fantasme du complot judéo-maçonique, nous retrouvons l'antisémitisme si présent dans la dénonciation des idées favorables à l'émancipation des femmes.

Les forces politiques porteuses de ces « idées reçues » sont clairement du côté de la défense d'un ordre social fondé sur les hiérarchies traditionnelles.

C'est la droite nationaliste et antisémite qui s'oppose le plus vigoureusement au féminisme. Pour la plus fameuse des ligues d'extrême droite, l'Action française, née en 1898, condamnée par le Vatican en 1926 mais toujours influente dans les années suivantes, le féminisme est un mouvement de « mégères » aux « voix aigres », qui ne méritent que le fouet. Tout un symbole que cette punition récurrente du fouet : le châtiment domestique, promis aux enfants, le châtiment des esclaves insolents, des femmes sous l'Ancien Régime et la Révolution. L'image circule : on la retrouve même chez Colette qui déteste les « suffragettes ».

La réaction viriliste au féminisme est protéiforme. Elle peut prendre une allure moderniste, avec les futuristes ; français et italiens. Filippo Tommaso

Marinetti dans le « Manifeste du futurisme » (*Le Figaro*, 20 février 1909) écrit : « Nous voulons glorifier la guerre – seule hygiène du monde –, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles Idées qui tuent et le mépris de la femme. » « Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, combattre le moralisme, le féminisme et toutes les autres lâchetés opportunistes et utilitaires. »

Le virilisme peut prendre au contraire une allure gynophile. L'Action française célèbre des femmes courageuses, héroïques, célèbres à divers titres, pour conclure qu'en France, les femmes n'ont jamais été inférieures aux hommes : le féminisme est dès lors sans raison d'être, illégitime.

Il peut même aller jusqu'à mimer le féminisme. Peut-être pas encore dans les années 1900. Les clivages politiques sont alors si tranchés pour les nationalistes catholiques que le mot féminisme est banni. L'égalité des sexes est « risible », l'idée d'un partage du pouvoir politique « ridicule ».

La transformation du discours dans les années 1930 révèle une difficulté à se situer hors-champ du féminisme. Mais peut-on pour autant parler d'un féminisme nationaliste ?

Le « féminisme » de l'Action française

Les femmes peuvent et doivent s'intéresser à la politique de leur pays, c'est leur droit et leur devoir. Les femmes royalistes ne faillissent pas à ce devoir et nul ne les en blâme. En dehors des royalistes, il y a actuellement trois tendances féministes : 1 : à l'extrême gauche, les communistes qui font preuve d'un grand désintéressement et d'un sens averti du souci social sont dans l'ensemble supérieures aux hommes de leur parti. 2 : les radicales socialistes les plus dangereuses d'origine étrangère et juives [...]. Enfin le 3^e groupe le moins nombreux réunit des femmes de haute conscience morale et d'un réel savoir autour du programme politique de M. Louis Marin.

M^{me} Pierre Chardon, conférencière de l'Action française, *L'Union royaliste des dames et des jeunes filles*, 1935.

Les organisations féminines conservatrices et monarchistes sont bien plus nombreuses que les groupes féministes. En 1914, l'Union française pour le suffrage des femmes ne compte encore que 15 000 membres alors que la Ligue patriotique des Françaises en compte 485 000 de plus. Cette dernière, fondée en 1902, encouragée par le clergé, veut promouvoir la

maternité et le travail ménager. En 1919, elle lance un prix qui récompense les mères de plus de huit enfants, si possible mères de prêtres ou de soldats tombés au champ d'honneur.

Recruter des femmes, dans des associations féminines, pour défendre les intérêts de l'Église ou des notables conservateurs, est-ce du féminisme ? Le fait de sortir des femmes où même des jeunes filles de chez elles pour leur proposer un engagement militant est certes un écart par rapport à l'idéal des deux sphères, le foyer pour les femmes, l'espace public pour les hommes. Mais l'histoire de France ne regorge-t-elle pas d'héroïnes se sacrifiant pour leur patrie ? Les nostalgiques d'un âge d'or antérieur à la Révolution peuvent vanter un « féminisme d'Ancien Régime ». Il est admis au début du XX^e siècle que l'engagement féminin peut être légitime si la cause qu'il sert l'est aussi. C'est l'opinion de Paul Bourget, célèbre écrivain catholique, militant de la « solution monarchiste » qui s'adresse en ces termes à la fête des jeunes filles royalistes, en 1911 : « Il peut y avoir, ce n'est pas un mot que j'aime beaucoup mais enfin, puisqu'il existe aujourd'hui employons-le, un féminisme de la tradition, comme il y a un féminisme de l'anarchie. Osons le dire, Mesdemoiselles, ce féminisme-là n'est pas seulement légitime ; il est un devoir. Oui, il y a un devoir politique des femmes, jeunes filles, épouses et mères. Les sophistes insensées qui réclament pour elles le droit de suffrage ne font que tirer une conséquence absurde d'une idée très exacte à savoir que la vie nationale a besoin de la collaboration féminine. » (Cité dans *Le Journal de l'Union des dames et des jeunes filles royalistes*, mai 1935).

La stratégie antiféministe est habile : rejet du mot féminisme ou appropriation en assumant un usage aberrant mais troublant les esprits. Notons aussi qu'il y a bien une sorte d'ironique victoire du féminisme dans l'affirmation de femmes dans des milieux politiques les plus réactionnaires, les moins ouverts au principe de leur participation à l'action politique. Ainsi Marthe Borély (1880-1955), de livre en livre, se fait la théoricienne de la question des femmes à l'extrême droite et adapte le slogan de l'Action française : « La France aux Françaises ». Pauline Sériot, présidente des étudiantes d'Action française (association créée en 1921), auteure d'une thèse de médecine sur les *Effets nocifs du croisement des races sur la formation du caractère* (1918), adopte un raisonnement féministe dans sa correspondance avec le « maître » de son école de pensée, Charles Maurras.

Lettre de Pauline Sériot à Charles Maurras

« Mon cher maître,

Je suis confuse et touchée de la peine que vous avez prise pour me répondre. Je vois bien que vous jugez que le féminisme (et peut-être les femmes), “c’est le mal” tout comme la démocratie. Daudet a dit que c’était une invention du stupide mais j’en dirais autant du nationalisme alors. Il y a des choses qui existaient sans avoir besoin de se nommer pour se défendre autrefois. Jeanne d’Arc était nationaliste et féministe sans étiquette ! [...] Vous avez l’air de considérer la femme comme partie intégrante de l’homme et ne pouvant exister pas plus sans lui que l’individu sans la société ; il n’y a pas ce rapport-là. Notre prétendue personnalité existe ; Dieu me pardonne et vous-même si ce vocabulaire est anglo-saxon mais je suis bien obligée de m’apercevoir tous les jours que je ne peux compter que sur moi seule. Le mariage d’abord n’est pas universel, ensuite c’est un sacrement et non une usine. Il faut donc considérer les contractants non en tant que rouages mais en âmes qui se valent. Qu’il y ait dans cette association une autorité sacrée d’accord, qu’elle soit comme celle du souverain sans partage, bien ! Mais comme celle-ci, elle doit avoir ses limites [...]. C’est toujours contre les femmes les plus réfléchies et les plus consciencieuses qui veulent préciser leurs devoirs ayant l’intention de les remplir que vous vous indignez, c’est charmant ! Je veux prendre un exemple que vous trouverez peut-être moins impétueux. Sous l’Ancien Régime, la femme n’était pas tenue de suivre son mari au-delà des frontières, on reconnaissait donc à sa prétendue personnalité le droit d’avoir une Patrie. De nos jours, elle n’a pas d’autre personnalité que celle de son mari ; s’il plaît à celui-ci de se faire boche (et il se peut qu’elle n’en sache rien), elle et ses enfants se trouvent boches ; vienne une guerre, même si révoltée la femme a quitté son mari, rien ne peut la débarrasser de sa nationalité boche (le divorce n’existant pas en Allemagne) et on la mettra dans un camp de concentration (j’en connais un cas). [...] Que cette situation soit fâcheuse, je le crois. Qu’il faille y porter remède avec sagesse, bien entendu. Je vous ai dit que je cherchais des guides dans le passé, il faudra s’y mettre sérieusement. [...] Première question : admettez-vous que l’homme et la femme ont tous deux une autorité supérieure à eux-mêmes, ou l’homme est-il arbitre souverain pour lui et pour son infortunée compagne ?

S. d., Archives nationales 576AP201.

Charles Maurras se ralliera au vote des femmes en 1919 après que ce dernier fût approuvé par Benoît XV, mais par opportunisme plus que par conviction. L’idée étant que les électrices sauront défendre dans les urnes l’ordre social mis à mal par le féminisme.

Au nom du retour à l'ordre et à l'éternel féminin, le régime de Vichy est l'occasion d'un passage à l'acte après le temps des discours : révision du divorce, répression de l'avortement désormais considéré comme un crime contre l'État puni par la peine de mort (une avorteuse sera guillotinée, elle n'aura pas droit à la grâce du chef de l'État qui était donnée aux femmes condamnées à la peine capitale depuis le début du siècle). En 1940, pour endiguer le chômage masculin, l'embauche des femmes mariées est interdite. Les femmes de plus de 50 ans sont mises à la retraite. Le régime prône le retour à l'éternel féminin, glorifie la mère de famille nombreuse française. Mais dès 1942, il doit revenir sur les dispositions de 1940 : les nécessités économiques – celles qu'imposent l'occupant et la collaboration d'État – l'emportent. Les femmes sont réembauchées.

Ces atteintes contre les droits des femmes passent relativement inaperçues. Pour plusieurs raisons. Les Résistants et les Résistantes ne s'en alarment pas : ils sont dans le feu de l'action. Les persécutions engagées contre les Juifs, les étrangers, les communistes, les francs-maçons attirent davantage l'attention. Les idées antiféministes sur les femmes se sont banalisées. Exemple de ce traditionalisme ordinaire, la série des « Brigitte », romans de Berthe Bernage publiés à partir de 1928. Brigitte jeune fille, Brigitte épouse, Brigitte maman, Brigitte ange du foyer, exemple pour ses lectrices, est aussi une fervente du maréchal Pétain, dont elle reprend les propos, par phrases entières. La Libération ne ralentira pas la carrière des Brigitte, exemple parmi d'autres d'une certaine continuité, avant et après Vichy, qui n'est pas une parenthèse.

« Le féminisme est un produit d'importation. »

C'est l'étranger, le cosmopolite, qui a fait en France le succès paradoxal du féminisme. [...] Des philosophes disent que la France ne sera pas la seule nation contaminée par le féminisme. Pourraient-ils affirmer qu'elle ne sera pas la plus atteinte ?

Marthe Borély, *L'Appel aux Françaises, le féminisme politique*, 1919

Les hommes et les femmes militants nationalistes ne sont pas les seuls à juger que le féminisme est incompatible avec « l'esprit français », qu'il est un produit d'importation inassimilable. La xénophobie – peur et haine de l'Autre, réduit à une essence – inspire nombre d'idées reçues antiféministes. Elle prend les couleurs de l'anglophobie, de l'antiaméricanisme, de l'antiprotestantisme et de l'antisémitisme. Il est évident au début du XX^e siècle que le féminisme est « anglo-saxon ». On ne connaît pas nécessairement en France la date de 1848 : la convention de Seneca Falls qui donne naissance au féminisme américain. Ou celle de 1888 : pour l'anniversaire de Seneca Falls, se réunit à Washington le congrès fondateur du Conseil international des femmes. Mais les États-Unis ont la réputation d'être un pays où les femmes – les jeunes filles surtout – sont libres, indépendantes, intrépides et sportives. Le bloomer, cette incroyable invention d'un pantalon féminin, n'est-il pas américain ? Les Américaines paraissent très actives : dans la vie religieuse à l'époque du réveil évangélique, dans les mouvements caritatifs, dans la lutte pour l'abolition de l'esclavage, pour l'amélioration de la vie des ouvrières, contre l'alcoolisme, etc. La précocité de l'organisation féministe se manifeste en 1869 avec la création de deux grandes associations pour le suffrage des femmes, l'un mixte, l'autre non mixte.

1848 : naissance du féminisme américain

À Seneca Falls, petite localité du Nord de l'État de New York, dans la chapelle wesleyenne (tendance du mouvement protestant) a lieu les 19 et 20 juillet 1848 une « convention sur les droits de la femme » pour examiner sa situation civique, sociale et religieuse. Le premier jour est réservé aux femmes, le deuxième est mixte. Sur le modèle de la Déclaration d'indépendance américaine, une « Déclaration des sentiments » est adoptée : « Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes : que tous les hommes et toutes les femmes sont créés égaux ; qu'ils sont dotés par leur créateur de certains droits inaliénables ; que parmi ces droits figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur ; que pour garantir ces droits, des gouvernements sont établis, dont les pouvoirs légitimes émanent du consentement des gouvernés » et en conséquence, « le droit sacré de voter » est demandé ; de même que l'ouverture aux femmes de toutes les responsabilités et carrières auxquelles les femmes ont droit. Les initiatrices de l'événement, ravies par son succès, seront surprises par les commentaires de la presse qui les tourne en ridicule.

Cf. Claudette Fillard (dir.), *Elizabeth Cady Stanton. Naissance du féminisme américain à Seneca Falls*, Lyon, ENS, 2010.

OceanofPDF.com

Union Française pour le Suffrage des Femmes, 53, rue Scheffer, Paris (16)
Fédération Feministe Universitaire, Secrétariat, 11, rue Rottembourg, PARIS.

Dans tous les grands pays d'Europe,
les Femmes votent ou vont voter:

Les Françaises ne votent pas!



Les Françaises veulent voter!

CEST LEUR DROIT. - La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. (Déclaration des Droits de l'Homme, art. 6.)

CEST LEUR DEVOIR. - Seul a le droit de se désintéresser des affaires publiques.

CEST LEUR INTERET. - La loi politique ignorant la femme, la loi civile l'abandonne; la loi économique l'opprime.

CEST L'INTERET DE LA FAMILLE. - Libérer l'épouse de l'incertitude qui pèse sur elle, c'est sauvegarder sa dignité, assurer le respect qui lui est dû par ses enfants, et consolider ainsi la famille.

Français!

A quelque parti que vous apparteniez, exigez de vos représentants qu'ils fassent aboutir sans délai la réforme adoptée par la Chambre le 20 Mai 1919, reconnaissant AUX FRANÇAISES LE DROIT DE SUFFRAGE.

CEST L'INTERET DE LA SOCIÉTÉ. - Le libre et complet développement de toutes les facultés individuelles est indispensable au progrès moral et à la prospérité du pays.

CEST L'INTERET DE LA RACE. - La femme est la protectrice naturelle de l'enfance, l'élémentaire responsabilité de l'avenir; elle qui engendre la sélection, la sélection, la sélection et le progrès.

CEST L'INTERET DE LA PATRIE. - Pour se relever de ses ruines, la France a besoin de toutes les compétences, de tous les dévouements, de toutes les énergies.

CEST L'INTERET DE L'HUMANITÉ. - Donner le bulletin de vote aux femmes et aux noirs, c'est leur permettre d'agir pour éliminer les guerres impuissantes.

Affiche de l'Union française pour le suffrage des femmes dans les années 1920.

OceanofPDF.com

La France ne peut ignorer les très médiatiques suffragettes qui défilent dans les rues de Londres, s'accrochent aux grilles du Parlement et se retrouvent en prison. Elles sont plus d'un millier à connaître l'incarcération, puis, pour certaines, l'épreuve de la grève de la faim et de l'alimentation forcée. Au-delà des informations plus ou moins précises sur l'état réel des forces féministes en Grande-Bretagne et aux États-Unis, jusqu'en Australie ou en Nouvelle-Zélande, c'est l'idée d'une culture et de mœurs redoutablement plus libres qui circule. Des pays où les jeunes filles flirtent. Où elles font du sport. Le contraste entre les modèles éducatifs français et américain est bien connu. On y voit surtout des motivations religieuses. Le féminisme devient alors une « invention protestante ». Dans leurs pamphlets antiféministes, les auteurs catholiques ne manquent pas de le souligner et repèrent aisément cette tonalité religieuse dans les congrès internationaux et à la tête du mouvement en France, fille aînée de l'Église...

C'est surtout le féminisme comme « invention juive » qui sert la démonstration des nationalistes. Les noms (souvent écorchés) de responsables d'associations féministes sont alignés : quatre suffisent au journaliste Clément Vautel pour conclure que « les filles de Sion » forment l'état-major du féminisme en France. Cécile Brunschvicg, malgré sa réserve toute laïque, est particulièrement visible comme « juive d'État » : présidente de la principale association suffragiste en France, elle est devenue l'une des trois premières femmes membres du gouvernement du Front populaire. Autre registre de preuve : l'engagement d'Alfred Naquet et de Léon Blum pour la réforme des mœurs, au cœur de l'association judéité-féminisme. Le premier est l'auteur de la loi qui rétablit le divorce en 1884, ce qui lui vaut la haine des milieux catholiques ; le second, avant de s'engager au sein du parti socialiste et prendre la tête du gouvernement de Front populaire, se distingue d'abord comme critique littéraire et théâtral, auteur d'un essai qui provoque un grand scandale, *Du mariage* (1907), où il prône les expériences préconjugales pour les jeunes filles. Léon Blum est dès cette époque une cible pour les antisémites. La psychanalyse, « science juive », brille bien sûr dans le tableau de la décadence occidentale.

L'engagement de nombreux Juifs, hommes et femmes, en faveur de l'égalité des sexes* est une réalité en France et plus largement en Europe. Il existe à partir des années 1920 une ligue internationale des femmes juives

qui est à la fois féministe et sioniste. Ce n'est pas pour autant que le féminisme est une « invention juive » – formule qui sera utilisée par les nazis. Les antiféministes s'appuient sur la banalité et la force de l'antisémitisme. L'internationalisme féministe est présenté sous le jour d'un cosmopolitisme inquiétant, créant des liens occultes qui ignorent les frontières nationales.

Le féminisme est donc allogène. Et le débat sur le vote des femmes en France va effectivement montrer qu'il existe une exception française. Son histoire rend très légitime cette question : existe-t-il un antiféminisme « à la française » ?

Sans doute. Les antiféministes en sont eux-mêmes convaincus. L'une de leurs ruses est de prétendre la « lutte des sexes » déplacée dans un pays tel que la France. Selon Théodore Joran, « la condition de la femme, en Europe ou hors d'Europe, est loin d'être aussi douce qu'en France ». La Française, n'ayant rien à envier à ses voisines, devrait donc refuser le « mensonge du féminisme » (titre de l'ouvrage, 1905).

Or, alors que le suffrage masculin dit universel avait été acquis dès 1848, celui des femmes n'est finalement adopté que le 21 avril 1944, dans les circonstances exceptionnelles de la Libération. Cette chronologie particulière fait de la France, pays de la « loi salique » mais aussi « berceau des droits de l'Homme », un cas particulièrement intéressant.

Les Anglaises obtiennent le droit de vote en 1918, les Allemandes et les Autrichiennes en 1919, les Américaines en 1920... Les féministes françaises disent leur honte de voir les femmes des ex-pays ennemis devenir citoyennes avant elles. Cet argument, quelque peu chauvin, ne parviendra pas à convaincre.

La France, « pays des droits de l'Homme », en retard pour le suffrage des femmes

Le motif d'opposition le plus connu au vote des femmes en France est la peur du péril clérical, mise en avant par des parlementaires du Parti radical qui observent que la déchristianisation est plus avancée pour les hommes que pour les femmes, supposées soumises aux curés. Il y a bien des parlementaires de gauche qui rappellent qu'un droit est un droit, et qu'il est anormal de le refuser au nom de supputations sur le vote de telle

ou telle partie du corps électoral. Mais il est indiscutable que l'anticléricalisme viscéral des radicaux a freiné la réforme.

Malgré tout, l'argument est devenu quelque peu désuet entre les deux guerres. La République est solidement enracinée ; le Vatican a condamné l'Action française qui était hostile au régime ; l'Union sacrée a favorisé l'intégration des catholiques dans la République. Et hormis sur la question scolaire, la laïcité est devenue une réalité qui n'est plus sérieusement menacée. On peut donc s'interroger sur le bien-fondé de cette crainte et supposer que la nature réelle de l'opposition reste cachée.

Dans le même ordre d'idées, durant les années 1930, certains socialistes prennent position contre le suffrage féminin, qui figure pourtant à leur programme depuis 1906. Ils estiment en effet que la démocratie serait menacée par des voix des électrices qui profiteraient à l'extrême droite : il se dit en effet que ce sont les femmes qui ont porté Hitler au pouvoir.

Il faut rechercher les causes profondes de l'opposition au droit de vote ailleurs, dans les préjugés qu'ont les hommes politiques sur les femmes. Ces préjugés sont ceux des hommes ordinaires. Ils estiment qu'en France, les femmes n'ont pas besoin de voter tant elles règnent déjà par leur influence. « Si les hommes font les lois, les femmes font les mœurs », dit-on, et c'est là le pouvoir suprême, plus précieux qu'un bulletin de vote... Les scientifiques apportent leur contribution à l'antisuffragisme lorsque, anthropologues, ils décrètent l'infériorité intellectuelle des femmes à cause de la petitesse de leur cerveau, ou que, psychologues, ils décrivent les excès d'humeur des femmes, leur propension à réagir de manière extrême, instinctive, irrationnelle... Ces discours qui légitiment un statut social inférieur trahissent aussi une peur des femmes, une peur bien sûr entretenue par la ségrégation sexuelle, cercle vicieux.

Les raisons les plus secrètes sont sans doute les plus puissantes : la politique fonctionne un peu comme les métiers qui eux aussi ont résisté à la féminisation. C'est un club masculin, divertissant, gratifiant, pourvoyeur de privilèges menacés par le féminisme.

Seul un événement exceptionnel – la Libération – a permis de surmonter le blocage législatif.

Autre question : comment les féministes réagissent-elles à l'idée que le féminisme est un produit d'importation ? Pour la plupart en la niant. Le féminisme a pour elles des racines nationales : la France n'est-elle pas le pays de Jeanne d'Arc et de George Sand ? Les féministes ne sont pas immunisées contre les stéréotypes nationaux, qu'elles reprennent souvent à leur compte. Quitte à les réinventer ! Elles feraient preuve d'une modération

typiquement française, à l'opposé de l'agitation britannique. La Grande Guerre a conduit la plupart des féministes, en France comme ailleurs, sur la voie du nationalisme qui crée des tensions au sein des associations internationales. Et puis la centralité du suffragisme, qui dépend de l'adhésion d'une majorité de parlementaires, peut encourager également le mythe d'un féminisme autochtone. Chez les radicales*, le féminisme se teinte de xénophilie. Les Anglaises sont admirées ; la liberté des mœurs dans les pays d'Europe du Nord fascine ; les débuts de la révolution bolchevique en Russie suscitent l'enthousiasme. Le féminisme radical se définit comme un internationalisme, les femmes n'ayant pas de patrie, le féminisme se doit de combattre le nationalisme, illusion politique pour les femmes, lourde de dangers pour elles – à travers le renforcement de la contrainte à la maternité, pour produire de la chair à canon, par exemple – mais aussi pour l'humanité livrée aux appétits guerriers. Le nationalisme qui sous-tend l'idée reçue est ainsi dévoilé et combattu.

OceanofPDF.com

LE FÉMINISME

DE LA DEUXIÈME VAGUE

OceanofPDF.com

« Féminisme = MLF. »

Libération des femmes, année zéro.

Partisans, n° 54-55, juillet-octobre 1970

Le MLF – Mouvement de libération des femmes – apparaît sur la scène française le 26 août 1970, avec deux ans de retard par rapport au Women's liberation movement aux États-Unis. Il résume à lui seul « le » féminisme. L'erreur peut être innocente... ou volontaire, afin de mettre l'accent sur une forme radicale* de féminisme et souvent de déplorer de fâcheux « excès ». Dans cet amalgame il y a aussi une part de méconnaissance. Les idées reçues sur le féminisme sont quasiment toutes fondées sur une vision du féminisme MLF-centrée. Or le MLF s'inscrit dans un ensemble plus vaste qui le précède et l'entoure.

Survisibiliser le MLF a pour effet d'enterrer les féminismes de la période précédente qui connaissent un « creux de la vague » (l'expression est de l'historienne Sylvie Chaperon). La Seconde Guerre mondiale, puis l'égalité politique obtenue en 1944 ont transformé le mouvement féministe. Les associations suffragistes à la recherche d'une nouvelle raison d'être tentent de participer à la vie politique et d'encourager les femmes à se présenter aux élections. La Ligue française du droit des femmes demande toujours une égalité juridique totale entre les sexes ; la dépendance de la femme mariée est encore grande. Des associations de la première vague continuent leurs activités, sans faire grand bruit : Conseil national des femmes françaises, Association française des diplômées de l'université, Comité de liaison des associations féminines... Modérées*, elles sont profondément dérangées par la radicalité du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, qui paraît en 1949.

Le scandale du *Deuxième Sexe*

Ce livre qui applique à la condition féminine la méthode existentialiste n'est pas seulement perçu comme un livre philosophique. Son engagement apparaît de bien des manières : il n'y a pas d'essence du féminin, mais un conditionnement social qui façonne les femmes et les aliène. La sexualité et la famille sont des lieux privilégiés de leur oppression. L'ouvrage, c'est le moins que l'on puisse dire, n'idéalise pas les femmes. Mais il démantèle avec brio les mécanismes de justification du pouvoir des hommes sur les femmes.

Le Deuxième Sexe provoque un scandale énorme. Il aborde avec franchise des sujets tabous. Un chapitre sur « la lesbienne » par exemple qui, dans le contexte de l'époque, est audacieux. Quinze pages sur la nécessité de l'avortement libre. Un plaidoyer pour l'éducation sexuelle. Une attaque frontale du mythe de la maternité, notamment de l'instinct maternel, en plein baby-boom nataliste.

Ce livre-événement est abondamment commenté dans la presse et les revues intellectuelles. Le Vatican le met à l'Index. L'écrivain François Mauriac écrit à la revue de Sartre et de Beauvoir, *Les Temps modernes* : « Maintenant, je sais tout du vagin de votre patronne. » Peu nombreux sont celles et ceux qui soutiennent la philosophe dans cette épreuve.

Les féministes ne se reconnaissent pas dans ce livre résolument constructiviste et antidifférentialiste. Il faudra attendre le MLF des années 1970 pour qu'il devienne une source d'inspiration militante. Il demeure jusqu'à nos jours la référence théorique majeure du féminisme dans le monde.

Lorsque paraît *Le Deuxième sexe*, « féminisme » est devenu un mot à éviter. Même dans l'association qui va le plus renouveler le paysage associatif féminin, Jeunes femmes, une organisation protestante née après la guerre, qui exprime le malaise de la femme au foyer à l'époque des Trente Glorieuses et du baby-boom et veut réformer la condition féminine, entre autres par le contrôle des naissances.

Beaucoup parmi elles rejoignent Maternité heureuse, fondé par la doctoresse Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé et la sociologue Évelyn Sullerot, le 8 mars 1956. L'intitulé est prudent, pour ne pas contrevenir à la loi de 1920 qui interdit tout discours attentatoire à la natalité, mais aussi parce que les initiatrices ne souhaitent ni politiser leur campagne ni limiter les naissances : elles voudraient que ces naissances aient lieu dans les meilleures conditions. En 1960, Maternité heureuse devient le Mouvement français pour le Planning familial ; des centres de Planning vont ouvrir leurs

portes et la revendication pour le droit à la contraception prend de l'ampleur. En 1967, le vote de la loi Neuwirth autorisant la contraception est à mettre au crédit de ce militantisme nouveau.

Si le féminisme autonome peine dans les années 1950, puis 1960, c'est aussi parce qu'il se trouve pris en étau entre deux forces considérables : les catholiques et les communistes. Du côté catholique, l'Union féminine civique et sociale joue un rôle important, en encourageant ses nombreuses adhérentes à s'investir en politique, notamment au niveau municipal. Elle s'oppose à la contraception, sur laquelle l'Action catholique générale féminine ne se prononce pas. Les catholiques mettent au cœur de leurs préoccupations la maternité et le retour (ou le maintien) de la femme au foyer.

Du côté communiste, l'Union des femmes françaises, issue de la résistance, valorise également le rôle central de la maternité pour les femmes, mais défend l'égalité dans le monde du travail et dans la famille et se mobilise pour la paix et contre l'impérialisme américain, aux côtés de la Fédération démocratique internationale des femmes. Cette organisation de masse s'oppose au « *birth control* » : « Depuis quand les femmes travailleuses réclameraient le droit d'accéder aux vices de la bourgeoisie ? Jamais », écrit Jeannette Vermeersch dans *France nouvelle* le 12 mai 1956. Le Parti communiste évoluera progressivement sur le sujet dans les années 1960.

De son côté, le Mouvement démocratique féminin réveille, dans les années 1960, une sensibilité à la fois socialiste et féministe. Colette Audry, Marie-Thérèse Eyquem sont les animatrices de cette association du « creux de la vague » qui contribue à préparer la suivante.

Pour les femmes de cette génération, l'engagement militant n'est pas inconnu même s'il ne prend que rarement les couleurs du féminisme (au Planning familial ou, pour les socialistes, au Mouvement démocratique féminin). Des ménagères protestent contre la vie chère et la crise du logement, réclament l'augmentation des allocations familiales, achètent en commun des machines à laver, organisent des activités pour les enfants, des cours de gymnastique féminine. Elles soutiennent les luttes ouvrières, qui restent généralement masculines.

La fin des années 1960, si bouillonnante sur le plan politique, ne peut que transformer ce paysage du côté des femmes. Pendant les événements de

mai 1968, elles sont partout dans les facultés et les usines occupées, mais leur parole publique est encore rare. Un petit groupe féministe mixte, Féminin Masculin Avenir, qui se réunit depuis 1967, remplit tout de même un amphi. Des débats sont organisés avec Évelyne Sullerot et l'avocate Gisèle Halimi. Des groupes de réflexion se forment sur le travail ménager, et surtout sur la révolution sexuelle, avec ses aspects pratiques tels que la contraception, la mixité des résidences universitaires, et ses aspects théoriques, en particulier les débats sur le rôle de la répression sexuelle dans le contrôle des masses, impulsés par les ouvrages de Wilhelm Reich (*La Révolution sexuelle*, traduit en français en 1968) et d'Herbert Marcuse (*Éros et civilisation*, 1955). Mais le point de vue des filles est-il formulé ? Si oui, entendu ? Lors des négociations de Grenelle entre syndicats, patronat et gouvernement, l'égalité des salaires hommes-femmes et la création de crèches ne sont pas évoquées.

Aux États-Unis, le « Women's Lib » se constitue, en France, pas encore. Pourtant, l'expérience de Mai est fondatrice. La plupart des militantes du futur MLF ont 20 ans en 68. Elles partagent avec les garçons de leur âge l'exaltation de la révolte, la conviction que l'on peut à la fois changer la société et sa propre vie et s'imprègnent de la même culture contestataire. Mais elles expérimentent aussi, jusque dans les groupes d'extrême gauche qui fleurissent alors, la domination masculine. Tandis que les hommes parlent, elles préparent le café...

Le 26 août 1970, le nouveau féminisme apparaît au grand jour. À l'Arc de triomphe, une dizaine de manifestantes portent des banderoles : « Un homme sur deux est une femme » et « Il y a plus inconnu encore que le soldat : sa femme ! » Une brève action, spectaculaire, qui se termine au commissariat. La date n'est pas choisie au hasard : la manifestation soutient celle, plus vaste, des femmes aux États-Unis. La presse française signale le lendemain la naissance du MLF.

Cependant, le féminisme des années 1970 ne se résume pas au MLF. Des associations mixtes existent. Outre le Planning familial, citons le MLAC (Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception), fondé en avril 1973, qui regroupe autour de féministes la gauche politique et syndicale et l'extrême gauche. Le MLAC essaime rapidement et sa force tient à son objectif avant tout pratique : renseigner les femmes dans les permanences et les aider à avorter en organisant leur voyage vers

l'Angleterre et la Hollande, parfois, en réalisant, comme au MLAC d'Aix-en-Provence, les avortements sur place. En outre, n'oublions pas les signataires du « Manifeste des 331 médecins », en 1973, déclarant avoir pratiqué des avortements. L'adoption de la loi Veil, promulguée le 17 janvier 1975, montre l'efficacité de la pression féministe : l'interruption volontaire de grossesse est désormais autorisée, même si ce n'est encore qu'à titre expérimental pour une période de cinq ans.

Nombre de militantes s'engagent dans des actions concrètes au sein d'associations loi 1901. L'avocate Gisèle Halimi crée en 1971 l'association Choisir – La cause des femmes ; Anne Zelensky, professeure d'espagnol, qui fait partie du petit groupe à l'origine du MLF, fonde la Ligue du droit des femmes, pour lutter contre les discriminations sexistes par des moyens juridiques. En 1978, SOS Femmes-alternative obtient l'ouverture du premier refuge pour femmes battues subventionné par l'État. SOS femmes violées, créé en 1977, est aussi issu de cette tendance pragmatique qui veut agir « ici et maintenant » concrètement, au plus près des victimes.

Antoinette, la CGT et le féminisme

Depuis la naissance du syndicalisme, il existe des courants de pensée et des pratiques féministes dans les syndicats, en lien, parfois conflictuels, avec le féminisme considéré comme bourgeois. Ils s'expriment à la fois dans le syndicalisme de tradition chrétienne qui évolue vers la gauche (Confédération française démocratique du travail – CFDT, 1964) et au sein de la Confédération générale du travail – CGT – confédération majoritaire dans le monde ouvrier, proche du Parti communiste. Certes, on n'y débat pas du phallogocentrisme*. Le machisme y est bien présent. La répartition du pouvoir n'est pas égalitaire. Les « questions de femmes » sont généralement non prioritaires. Mais de nombreuses syndicalistes s'activent dans des commissions féminines. Le journal syndical *Antoinette* témoigne des tensions entre la culture syndicale traditionnelle et la révolte féministe qui bouillonne dans les années 1970, irradiant tous les milieux socioprofessionnels.

Ce mensuel qui paraît de 1955 à 1989 veut porter témoignage de la condition des ouvrières et de leurs luttes. Il y est beaucoup question de la maternité : comment la concilier avec le travail, comment obtenir une meilleure prise en charge matérielle et sanitaire pour les femmes enceintes, mais les questions mises au premier plan par le MLF sont aussi abordées (Jocelyne George, *Les Féministes de la CGT. Histoire du*

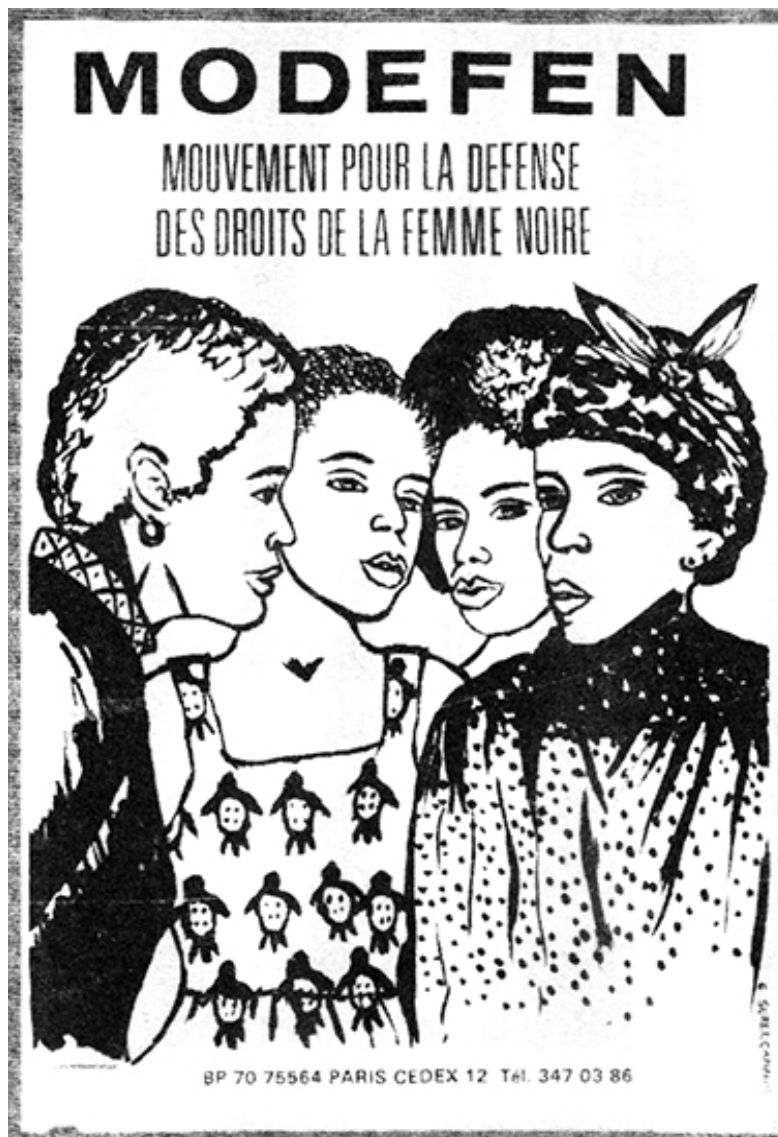
magazine Antoinette (1955-1989), Paris, Éditions Delga, 2011). Un lecteur outré par un dessin sur l'avortement désigne alors l'équipe de rédaction comme « les MLF de la CGT ». Ce n'est pas un compliment. Des heurts ont d'ailleurs lieu lors de la manifestation du 1^{er} mai 1976 où le cortège féministe entre en choc culturel et physique avec les « gros bras » de la CGT. Les slogans sont pour ces derniers extraordinairement provocateurs : « Oui papa, oui chéri, oui patron – Y'en a marre ! » Comme on dit, ils « hallucinent » au point de se penser piqués par des aiguilles aux fesses et d'avoir vu défiler « des lesbiennes nues » !

Le MLF n'a pas le monopole du féminisme, loin s'en faut. La décennie 1970 est marquée par l'influence considérable que le projet de libération des femmes a dans toute la société. Les associations modérées* sont stimulées par ce radicalisme qui, par ailleurs, leur fait peur. Dans les partis et les syndicats, des groupes de femmes se constituent, prêts à en découdre avec le machisme traditionnel qui règne dans ces organisations. Dans les luttes sociales qui marquent la décennie, le féminisme est toujours présent : dans l'expérience autogestionnaire de Lip – fabrique de montres reprise par son personnel – ou au Larzac – où les paysans refusent l'extension du camp militaire –, ainsi que dans des centaines de luttes d'entreprises – la crise de l'industrie textile met les ouvrières au premier plan. Comme les militantes du MLF, ces femmes, vivant dans un autre contexte social et culturel, découvrent que « le personnel est politique », que les conditions de travail, de salaires, de participation à la vie de l'entreprise ou à la vie syndicale doivent être reliées à l'analyse de la famille, du travail gratuit domestique, de l'accès à la maîtrise de la fécondité, d'une éducation vouant les filles à la soumission... Travail/hors travail : une distinction artificielle qui pérennise les inégalités.

Les femmes immigrées elles aussi s'organisent, et affrontent une double discrimination. Il existe des mouvements de femmes dans l'immigration (mêlant étrangères, venues par le regroupement familial ou en exil, et Françaises ayant des parents ou grands-parents étrangers). Le nouveau mouvement des femmes se constitue dix ans après les indépendances des pays du Sud : l'anticolonialisme et l'antiracisme qui font partie de la culture politique des féministes des années 1970 ne suffisent pas à aplanir les problèmes de segmentation raciale et sociale entre femmes. Et beaucoup d'immigrées ont les yeux tournés vers leur pays d'origine et s'impliquent

dans les luttes politiques les concernant. Leur militantisme est multiple. Les femmes d'Amérique latine confrontées aux dictatures s'organisent aussi sur un plan féministe.

OceanofPDF.com



Affiche du MODEFEN, Paris, 1982, dessin de C. Suret-Canale.

En France, la Coordination des femmes noires se forme en 1976 avec des Africaines et Antillaises. Elle fonde par exemple la Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles et mène des actions contre l'apartheid. La Coordination est active sur les luttes de femmes, les droits des femmes immigrées et s'intéresse également à la politique des pays d'origine à l'égard des femmes ; elles dénoncent les dictatures qui sévissent dans leurs pays d'origine. Le MODEFEN (Mouvement pour la défense de la femme noire), qui relaie la Coordination disparue en 1982, veut à la fois combattre racisme et sexisme et défendre l'émancipation des femmes noires (instruction, formation, lutte contre la polygamie, les mutilations sexuelles et les violences faites aux femmes). Les femmes maghrébines s'organisent séparément. Entre 1972 et 1978, l'Association de femmes marocaines regroupe des étudiantes et des militantes politiques qui s'engagent contre le statut des femmes au Maroc et participent également aux luttes des immigrées. Un groupe Femmes marocaines prendra le relais entre 1979 et 1982. La protestation contre la préfiguration du Code de la famille en Algérie déclenche la création du Groupe femmes algériennes (1977-1982).

Dans les années 1980, le mouvement des femmes immigrées grandit en s'enrichissant de nombreuses associations, collectifs politiques, ou groupes plus conviviaux, ou à vocation sociale. Le nombre d'immigrées a lui aussi augmenté en France, dans un contexte tendu sur le plan social et économique et marqué par la montée du racisme. Exemple parmi bien d'autres, Les Nanas beurs, de 1985 à 2004, à la Maison des femmes de Paris puis à Boulogne-Billancourt, mènent des actions de prévention des mariages forcés, organisent des cours d'alphabétisation, des débats et des soirées conviviales. Beaucoup de groupes sont locaux, ce qui affaiblit leur visibilité médiatique. Elles font un « travail de terrain », social. Leurs revendications sont prises entre leurs régions ou pays d'origine et la France métropolitaine. Ces mouvements de femmes sont difficilement réductibles à un ou deux noms. Eux-mêmes segmentés, ils se référeront pour les unes à Fatima Mernissi, féministe marocaine auteure de *Sexe, idéologie, islam*, paru en 1983, à Fadela M'Rabet pour les Algériennes, pour les autres à Awa Thiam, Sénégalaise, auteure de *La Parole aux négresses* (1978).

Dans les années 1970, le féminisme bouscule toute la société, de bas en haut, des marges au centre, jusqu'au plus haut niveau de l'État. Valéry

Giscard d'Estaing, président de la République élu en 1974, qui veut moderniser la société et prévenir un nouveau mai 1968 inaugure le féminisme d'État*. Il donne le ministère de la Santé à Simone Veil, qui devient ainsi la deuxième femme ministre en France (depuis Germaine Poinso-Chapuis un quart de siècle plus tôt), mais surtout il crée un secrétariat d'État à la Condition féminine qu'il confie à Françoise Giroud, journaliste classée au centre gauche. Les féministes dénoncent cette « récupération » et critiquent le réformisme du secrétariat d'État. Le « MLF ne veut pas améliorer la "condition féminine", mais l'abolir », souligne la chercheuse féministe Françoise Picq.

Cette institutionnalisation du féminisme se joue aussi au niveau mondial. L'ONU fait de 1975 l'« année internationale de la femme » et patronne une première conférence mondiale à Mexico. Le féminisme trouve des déclinaisons nouvelles dans les institutions étatiques et supra-étatiques, sans oublier l'Europe, qui fait avancer la législation française dans le sens de l'égalité. Mais le féminisme radical est plus que méfiant, et manifeste contre cette « année internationale de la femme » le 8 mars 1975. Un exemple des slogans que l'on peut y lire : « 1975 : année de la femme, année du chômage, nous sommes les premières touchées, merci Giscard » ; « Fêtées une année, exploitées toute la vie » ; « Là où Giscard veille les femmes s'endorment. »

Le féminisme irrigue également toute la sphère culturelle : cinéma, littérature, théâtre, art contemporain, médias, recherche. À la mode et sulfureux, il est en partie récupéré par la société de consommation. Quand le féminisme est partout, est-il aussi nulle part ? Distingue-t-on l'original de la copie ? Quelles sont les torsions qui permettent l'exploitation institutionnelle, médiatique, culturelle du féminisme ? Pour répondre à ces questions, il faut creuser ce qu'est ce « MLF » quasi mythique.

« Le MLF s'est perdu dans des querelles de bonnes-femmes. »

*Une féministe est-elle :
Schizophrène
Hystérique
Paranoïaque
Homosexuelle
Ou simplement méchante ?*

Pour les états généraux de *Elle*, *Politique Hebdo*,
3 décembre 1970

À partir de 1970 se constitue un mouvement (appelé MLF par les médias) très informel, avec des assemblées, aux Beaux-Arts, des groupes, sans cartes, sans adhésion, sans présidentes, sans ordre du jour, des initiatives diverses modestes ou médiatiques. Il s'accompagne d'un travail de réflexion critique (publication d'un numéro spécial de *Partisans*, une revue d'extrême gauche, intitulé « Libération des femmes, année zéro »).

« Libération », le mot permet de rompre avec les logiques de « l'émancipation » voire de la « promotion » des femmes défendues par des féministes jugées trop timorées. Le MLF se veut révolutionnaire. Beaucoup de ses militantes viennent des organisations maoïstes et trotskistes. Elles utilisent le vocabulaire marxiste, qu'elles appliquent au rapport de domination des hommes sur les femmes. La psychanalyse ajoute une touche plus « moderne ». La réflexion théorique n'exclut pas le témoignage vécu, les femmes devant s'appropriier la parole sur elles-mêmes et sur le monde. C'est parfois bouleversant et souvent drôle.

Tract distribué le 26 août 1970

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES EN GRÈVE AUX USA LES 26 ET 27 AOÛT

Les femmes américaines se révoltent !

Elles refusent d'être les salariés les plus exploités,

elles refusent d'être les larbins des hommes et des enfants. NOUS, MILITANTES
POUR LA LIBÉRATION DES FEMMES : annonçons la fin des temps où la femme :

— à travail égal avec l'homme touche un salaire inégal ;

— dépend économiquement de son mari ;

— fournit à la maison un travail essentiel à la société, non payé ;

— est considérée comme seule responsable des enfants et se trouve ainsi contrainte de se sacrifier à eux ;

— est exploitée dans son corps par l'impossibilité de décider si oui ou non elle veut un enfant, par l'interdiction d'avorter légalement, par l'interdiction morale de disposer d'elle sexuellement ;

— est maintenue en esclavage par le système patriarcal (soumission au père puis au mari), support fondamental de l'exploitation capitaliste ;

— doit se soumettre aux critères de féminité imposés par la société (publicité) pour être reconnue en tant qu'individu. [...]

OSONS LUTTER ! UNISSONS-NOUS !

LIBÉRATION DES FEMMES ANNÉE 0

Mais la « sororité* » n'évite pas les divisions internes. Les « féministes révolutionnaires » considèrent que l'« ennemi principal » (ainsi nommé par la sociologue Christine Delphy qui est une des principales théoriciennes du mouvement) est le système patriarcal. Inspirées par l'exemple américain et lectrices de Simone de Beauvoir, elles organisent des groupes de conscience facilitant les échanges sur leurs expériences personnelles. Elles sont à l'origine des actions d'éclat du mouvement : le Manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté (*Nouvel Observateur*, avril 1971) ; la manifestation de novembre 1971 pour l'avortement libre et gratuit, la co-organisation des Journées de dénonciation des crimes commis contre les femmes en mai 1972 ; la Foire des femmes à Vincennes en juin 1973 ou encore la Grève des femmes de juin 1974. Dans cette mouvance se situe aussi le groupe des Gouines rouges (1971-1973).

Le courant dit « luttes de classe », constitué en 1973, participe activement à la campagne sur l'avortement, sans négliger les revendications touchant à la vie quotidienne des travailleuses, comme la création de crèches. Ses liens avec les groupes d'extrême gauche produisent des fractures internes, entre les Pétroleuses, liées à la Ligue communiste révolutionnaire, et Femmes en lutte, proches des groupes maoïstes.

À la recherche d'alternative dans la manière de militer, le MLF refuse le leadership : toute femme en révolte est dans le mouvement. Il s'agit bien d'un mouvement et non d'une organisation rejetée comme une forme masculine, bourgeoise, pyramidale de pouvoir. On n'« adhère » pas au MLF. Et dans les premiers temps, les articles qui paraissent dans le journal *Le torchon brûle*, par exemple, ne sont pas signés. Cet anonymat renforce au moins au début la dynamique collective.

Comme dans les autres mouvements sociaux héritiers de 68, les rapports de pouvoir sont décryptés, la spontanéité est valorisée, l'autogestion va de soi. Personne ne peut devenir porte-parole. Cette utopie est dans la pratique difficile à vivre. Dans les assemblées remuantes et bruyantes, les timides subissent les extraverties... Des personnalités s'imposent par leur maîtrise de l'art oratoire, leur capacité d'analyse et leur aura. Les associations des années 1970 – Choisir, la Ligue du droit des femmes, le Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) – disposent de dirigeantes médiatisées. Enfin, proches du mouvement, dans les universités ou sur la scène littéraire et artistique, d'autres femmes incarnent le féminisme. Rappelons aussi l'existence de nombreuses associations, anciennes ou récentes, qui fonctionnent de manière classique avec des assemblées générales et des dirigeantes élues, selon les règles prévues par leurs statuts. Il arrive que dans ces associations, le pouvoir soit mal réparti, que la démocratie ne soit pas respectée, que des crises surviennent, avec des départs de militantes, que des présidentes charismatiques gardent le pouvoir pour de longues années, parfois des décennies. Mais il n'y a là rien de spécifique au féminisme. Il est intéressant en revanche de se demander si le féminisme de la deuxième vague fonctionne vraiment sans leader et d'identifier les personnalités qui comptent. Sans nécessairement tirer leur position d'un mandat électif, elles peuvent avoir d'autres sources de légitimité, telles que l'influence intellectuelle, le poids médiatique ou l'influence de certaines professions. Le rapport des féministes du MLF avec les féministes d'associations jugées plus réformistes* ou avec des

personnalités connues pour leurs convictions-féministes n'est jamais simple. Des dissensions s'expriment dès 1971, pour le choix des signataires du Manifeste des 343, et en 1972, pour le choix des témoins au procès de Bobigny (dans ce procès sont jugées pour complicité et pratique d'avortement plusieurs femmes dont la mère d'une jeune fille de 16 ans qui a avorté à la suite d'un viol). La célébrité doit-elle être un critère de choix ? Faut-il aller dans le sens des médias qui veulent des femmes connues, des porte-parole ? L'idéalisme des unes se heurte au réalisme des autres. L'événement en tout cas met en procès la loi de 1920 qui pénalise l'avortement et génère une injustice sociale flagrante puisque les femmes les plus aisées et les mieux informées vont avorter à l'étranger. « Bobigny » marque une étape essentielle dans la dépénalisation.

Pour sortir de l'anonymat et rester dans la lumière des médias, les féministes doivent disposer de nombreuses ressources car c'est rarement le féminisme qui les propulse vers la notoriété. Simone de Beauvoir est d'abord pour le grand public la philosophe existentialiste, la compagne de Sartre, puis l'auteure du *Deuxième Sexe*. Gisèle Halimi est connue comme l'avocate du Front de libération national algérien. Le féminisme d'État* ne donne pas nécessairement de la notoriété : beaucoup de noms ont été oubliés parmi les secrétaires d'État et les ministres chargées des droits des femmes depuis les années 1970. À l'exception de la journaliste Françoise Giroud, première à occuper la fonction, et d'Yvette Roudy. Les théoriciennes françaises du féminisme radical*, Christine Delphy ou Monique Wittig, sont peu connues du grand public, de même que les dirigeantes d'associations importantes (pour le Planning familial, exception faite, peut-être, de Simone Iff).

En réalité, le féminisme oppose au système politico-médiatique sa force critique et le paie par une sous-médiatisation qui le rend transparent ou inexistant dans de larges couches de la population. Pire, des segments entiers du féminisme s'ignorent réciproquement.

La tendance « Psychanalyse et politique » ne se reconnaît pas dans le féminisme. Pour elle, le féminisme ne permet pas un dépassement du patriarcat*, l'égalité mène à l'identité des sexes, alors qu'il s'agit plutôt de donner naissance à un « féminin » détaché des normes masculines et phalliques. Antoinette Fouque, son animatrice, crée les éditions Des femmes (1974) ainsi que la librairie Des femmes. Ses relations sont tendues avec les autres tendances.

Le souffle utopique du mouvement s'épuise au milieu des années 1970. En revanche, sa structuration progresse et il gagne en influence. Dans les actions féministes s'impliquent un nombre croissant de militantes partout en France, avec un investissement fort des catégories intermédiaires diplômées, actives dans les secteurs de l'éducation et de la santé. La manifestation pour la confirmation de la liberté de l'avortement, le 6 octobre 1979, est un succès : 50 000 personnes sont dans la rue (le 30 novembre, la loi Veil est définitivement adoptée). Quelques jours plus tard, la tendance « Psych et po » d'Antoinette Fouque se constitue en association sous l'intitulé « Mouvement de libération des femmes » et dépose comme marque commerciale le sigle MLF à l'Institut national de propriété industrielle. La grosse majorité des militantes se trouve rejetée dans un « MLF non déposé ». Cet « incident » brouille l'image du MLF, que les procès qui vont suivre, entre militantes, ternissent. Le grand public ne saisit pas les enjeux de ces querelles.

La bataille de la fondation du MLF

À l'occasion des quarante ans du MLF, Antoinette Fouque et son MLF déposé s'est opposée à la version de l'histoire donnée par les militantes du MLF non déposé (citons Françoise Picq, Martine Storti, Liliane Kandel, Nadja Ringart, etc.). Deux chronologies s'opposent, jusqu'à un désaccord sur la date de naissance, qu'Antoinette Fouque situe le jour de son anniversaire en l'année 1968. Mais aussi deux conceptions antagoniques du « récit de fondation ». Un « mythe des origines » auquel la revue Prochoix consacre un intéressant numéro (n° 46, hiver 2009).

Des femmes du Mouvement de libération des femmes (non déposé, ni « co-fondé »)

Nous voilà donc, en octobre 2008, conviées à célébrer le quarantième anniversaire de la « fondation » du MLF, sous le patronage d'Antoinette Fouque, directrice des éditions Des femmes. Au-delà de la bizarrerie de cette annonce (le « MLF » – Mouvement de libération des femmes – n'apparaît dans aucun tract militant, aucun compte rendu de réunion, aucun média avant 1970) et de l'hilarité qu'elle suscite chez nombre d'actrices et de contemporain(e)s du mouvement, c'est la notion même de « fondation » d'un mouvement social qui est un véritable oxymore.

On a beaucoup parlé, récemment, de mai 1968. On en a rappelé le fantastique foisonnement de paroles, d'idées, de révoltes, de désirs enfin mis à nu : un formidable

moment de (re) mise en mouvement de la société – et pas seulement en France.

Il n'est venu à l'idée d'aucun des acteurs, célèbres ou anonymes, de cette période, d'en réclamer la paternité, de se déclarer initiateur, ou « fondateur » de mai 1968. Daniel Cohn-Bendit lui-même, symbole du mouvement l'aurait-il tenté, qu'il eût été accueilli par un gigantesque éclat de rire et amicalement enjoint de se soigner dans les plus brefs délais. Car, nous le savons, on peut fonder une entreprise, une association, un culte, une SCI, une SARL, une maison d'édition, une secte, parfois tout cela ensemble : on ne peut pas « fonder » un mouvement. Il existe bien sûr des livres fondateurs : *Le Capital*, par exemple ; il existe des actes, ou des événements fondateurs : la nuit du 4 août, la prise de la Bastille, ou du palais d'Hiver ; ils ne font nullement de Marx le « fondateur » du mouvement ouvrier, de Saint-Just ou Robespierre les « fondateurs » de la Révolution française, ou de Lénine le « fondateur » de la révolution d'Octobre – et Antoinette Fouque, même si certains de ses admirateurs le pensent, n'est pas Marx, ou Saint-Just, ou Lénine.

De tous les mouvements sociaux du siècle, seul le « MLF », à en croire Antoinette Fouque, aurait été « fondé » ? À une date précise ? Dans un lieu précis ? Par une personne précise ? Ou deux ? Ou trois ? Ou quinze ? Et cette personne, ou ces deux, ou trois, ou quinze personnes auraient dissimulé la chose durant des décennies ? Elle aurait, elles auraient, durant les « années mouvement », travaillé ensemble, milité, écrit des textes, publié des journaux, manifesté dans les rues, vécu des conflits – ou des histoires d'amour – sans jamais avoir révélé à quiconque leur secret ? Sait-on qu'Antoinette Fouque elle-même s'en est décrétée « fondatrice » seulement... au début des années 1990 ?

Fondation occulte donc et, aussi, divinatoire : elle serait survenue, toujours dans la légende dorée que l'on nous propose, avec... deux ans d'avance. Peut-on imaginer Dany Cohn-Bendit convoquant presse, radios et télévisions pour commémorer le 40^e anniversaire de mai 1968... en 1966 ? Célébrant la « fondation de mai 1968 » par lui et deux ou trois amis dans une maison au bord de la Méditerranée, en septembre 1965 ? Ou par quinze autres amis dans un appartement parisien un jour de février 1966, comme par hasard jour de son anniversaire ? Ce sont là pourtant deux des versions récentes – et ahurissantes – données par Antoinette Fouque de la « fondation » du MLF.

Soyons clairs. Antoinette Fouque a fait, incontestablement, partie du mouvement de libération des femmes. Elle y a dirigé la tendance « psychanalyse et politique », qui séduisit nombre de jeunes femmes, et d'hommes – et en horripila nombre d'autres – ce sont là contradictions classiques, dans tout mouvement. Elle a fondé la librairie Des femmes, et les éditions éponymes, dont le catalogue est remarquable. Elle a été élue

députée européenne (sur la liste de Bernard Tapie), et semble disposer de moyens financiers considérables. D'autres s'en contenteraient. Les raisons pour lesquelles il lui a fallu confisquer, autrefois, le mouvement de libération des femmes à son seul profit¹ en déposant à la stupeur générale une marque commerciale : « MLF ». Les raisons pour lesquelles il lui faut, aujourd'hui, en confisquer et en falsifier l'histoire restent, à nos yeux, mystérieuses. Ce qui ne l'est pas ce sont ses effets. À propos du dépôt de la marque commerciale « MLF », Simone de Beauvoir disait : « réduire au silence des milliers de femmes en prétendant parler à leur place, c'est exercer une révoltante tyrannie ».

Libération, 7 octobre 2008

(www.liberation.fr/societe/0101121978-l-heritage-feministe-detourne).

1. Cf. *Chroniques d'une imposture : du mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*, Nadja Ringart, Paris, éditions Mouvement pour les luttes féministes, 1981.

Une lettre d'Antoinette Fouque

À la suite de l'article intitulé « Le féminisme pour les nuls » (*Le Monde* du 10 octobre), nous avons reçu d'Antoinette Fouque la mise au point suivante :

Contrairement aux propos de Caroline Fourest auxquels j'entends répondre, c'est bien un jour d'octobre 1968 que le MLF est né. Le 1^{er} octobre, Monique Wittig, Josiane Chanel et moi-même, nous avons proposé pour la première fois une réunion entre femmes. Nous venions d'un comité d'action culturelle (le CRAC) créé en mai 1968 dans la Sorbonne occupée, nous étions de gauche, mais sans lien avec une quelconque organisation politique. Auparavant, il n'existait pas de groupes non mixtes indépendants. Cette non-mixité et cette indépendance politique programmées ont fondé l'identité du Mouvement de libération des femmes.

Plusieurs facteurs, économiques, politiques, culturels, ont rendu possibles cette rupture historique et ce saut qualitatif. Le mouvement n'a pas été « décrété » comme il est dit dans l'article, il n'y a pas de génération spontanée, mais il y a eu, assurément, un engagement fondateur.

D'octobre 1968 à mai 1970, date de sortie publique du MLF à l'université de Vincennes, il y a eu deux ans de réunions et d'actions à Paris et en banlieues, de voyages en Europe, de rencontres. Souvenirs, agendas, notes de réunions, tracts, photos, l'attestent. Les femmes qui ont vécu cette période sont pour certaines toujours là, archives vivantes, actrices et auteures de leur propre histoire.

Pourtant, dire cette réalité a été qualifié d'« OPA » dans l'article précité. Deux ans de vie y sont effacés, deux années de lutte éradiquées, pour faire de l'année 1970 l'« année zéro » du MLF. La reconnaissance du MLF par les médias – sa légitimation par la société du spectacle –, à l'occasion du dépôt d'une gerbe à la femme du soldat à l'Arc de triomphe, le 26 août 1970, est ainsi substituée à sa naissance réelle. Mais faire prévaloir le baptême sur la naissance revient à priver les femmes de leur pouvoir propre de création.

Ce coup d'éclat médiatique a été suivi en novembre 1970, en assemblée générale, de la distribution d'un tract « Pour un mouvement féministe révolutionnaire ». La proposition de remplacer « femmes » par « féminisme » et de supprimer le terme de « libération » a alors provoqué un débat houleux. Refusant la rupture de 1968, certaines tenaient à se situer dans la continuité d'un féminisme ancien et à se réclamer de la pensée du *Deuxième Sexe* (1949) de Simone de Beauvoir.

Le travail de Psychanalyse et Politique s'attachait, quant à lui, au contraire à déconstruire le féminisme comme idéologie et à faire émerger un sujet femme.

J'aurais encore décidé en 1979 d'« exploiter » le « sigle MLF ». À cette date le mouvement était menacé d'émiettement ou de détournement par les partis. Beaucoup de féministes avaient abandonné ce sigle. Nous qui l'avions toujours revendiqué avec une permanence irréfutable, nous avons réinscrit son existence en créant une association 1901. Et nous en avons protégé le nom, bien plus précieux qu'une marque.

Ainsi, le 1^{er} octobre 1968 est né un puissant mouvement de civilisation qui a ouvert un champ nouveau de pensée. Les femmes sont passées de l'expérience à un savoir. Aujourd'hui, il y a une science des femmes, une féminologie. Tandis que d'autres sigles sont tombés dans l'oubli, MLF rayonne.

Le Monde, 14 décembre 2008

Plus tard, au XXI^e siècle, se posera pour certaines militantes la question de l'histoire du MLF : qui l'écrira, la célébrera, la révisera ? Il s'agit à l'évidence d'un pouvoir dont découlent des bénéfices d'autant plus importants qu'ils sont symboliques.

OceanofPDF.com

« Les féministes sont violentes et antimecs. »

Parce qu'elles n'en ont pas, les femmes veulent aujourd'hui qu'on coupe leurs génitoires aux hommes. Au nom de l'égalité des sexes.

Jean Lartéguy, *Lettre ouverte aux bonnes femmes*, 1972

Le féminisme n'a jamais tué personne.

Phrase de Benoîte Groult reprise sur des banderoles féministes,
fin XX^e siècle

... Ben il serait peut-être temps.

Entendu dans une manifestation féministe, début XXI^e siècle

La violence des féministes de la deuxième vague est une idée reçue bien ancrée. Impossible d'en savoir plus sur cette violence, les réponses sont plus qu'évasives et très souvent évoquent un geste symbolique qui marque l'image du féminisme radical* aux États-Unis à la fin des sixties : « elles » ont brûlé leurs soutiens-gorge !

Et pourtant, non, les féministes n'ont pas brûlé leurs soutiens-gorge à Atlantic City alors qu'elles venaient perturber le concours de beauté Miss America en septembre 1968. Il s'agit d'une « légende urbaine »... Elles ont simplement jeté dans une « poubelle de la liberté » des soutiens-gorge en même temps que d'autres objets symboliques tels que des chaussures à talons hauts, des ceintures, *Playboy*... L'image des « Américaines qui brûlent leurs soutiens-gorge » traverse pourtant les océans et les générations. Le feu est très emblématique de ces années 1960 où tout brûle :

la guitare de Jimi Hendrix, les bombes au Napalm sur le Vietnam. L'immolation devient un moyen de protestation politique pour les moines tibétains et pour l'étudiant tchèque Jan Palach. Aux États-Unis, les militants antiguerre brûlent leur carte d'incorporation. C'est d'ailleurs ce moyen de protestation qui inspire à un journaliste l'idée que des soutiens-gorge pourraient eux aussi être brûlés, juste avant le concours de Miss America. Le lendemain, le *Times* affirme que des soutiens-gorge ont effectivement été brûlés, or, si certaines féministes en avaient bien évoqué la possibilité, elles avaient reculé devant les problèmes de sécurité.

Le « *bra-burning* », vrai faux événement, sert la cause anti-féministe. Il sollicite l'imaginaire religieux de l'enfer promis aux pécheresses et du bûcher réservé aux sorcières, mais surtout il ridiculise les militantes, car elle paraît bien triviale, cette cause du soutien-gorge quand tant de problèmes graves préoccupent la planète... Sans parler de l'indécence d'une telle exhibition de vêtements destinés à rester cachés. Ce n'est pas la première fois que le féminisme se trouve résumé et déprécié par sa réduction à un problème vestimentaire...

En un sens, il s'agit d'un épisode de la lutte pour la réforme du costume féminin. Dans les années 1960, aux États-Unis, des féministes contestent les contraintes vestimentaires. Elles portent plus volontiers le pantalon que les Européennes et apprécient le confort des chaussures plates. Certaines ne portent plus de soutien-gorge et en contestent l'utilité pratique ainsi que la fonction symbolique – la satisfaction (supposée) des fantasmes masculins. Le soutien-gorge rehausse et fait pigeonner la poitrine, dénudée par le décolleté. Cet héritier du corset est parfois inconfortable. Et puis les seins occupent une place considérable dans l'histoire de la beauté féminine, dans l'histoire de l'érotisme, mais aussi dans l'histoire de la symbolique politique (voir les bustes de Marianne) : à vrai dire, les sociétés occidentales sont obsédées par les seins. C'est à cette quintessence de la féminité que les féministes, plus imaginaires que réelles, s'en prennent, niant dans un même élan ce qui fait la séduction de leur genre* et la différence des sexes*. Car les hommes ne portent en général pas de soutien-gorge... Le brûler, c'est faire disparaître un élément de la différenciation des sexes, dans un contexte où la lutte contre la jupe imposée dans l'uniforme des *high schools* est encore d'actualité. On comprend mieux le succès retentissant de ce mythe qui marque les esprits, jusqu'à nos jours.

L'autre image forte de la « violence » féministe concerne ses victimes supposées : les hommes menacés de castration, comme semble l'accréditer l'essai de Valerie Solanas, *SCUM Manifesto* (1967). SCUM signifie-t-il Society for Cutting up men (Association pour émasculer les hommes) ? Le texte ne l'indique pas. *Cutting up* signifie-t-il métaphoriquement émasculer ? Au sens littéral, il s'agit plutôt de « mettre en morceaux ». L'auteure n'a peut-être pas pensé à un tel acronyme, considérant le mot *scum* dans ses différents sens : crasse, excrément, racaille, salaud... L'essai est à la hauteur de son titre provocateur. Inversant la misogynie traditionnelle, il s'agit d'un pamphlet misandre* – inversant systématiquement les poncifs misogynes – appelant à la libération des femmes par la violence à l'égard de leur oppresseur. C'est le deuxième opus de Valerie Solanas, qui avait écrit en 1966 *Up your Ass* mettant en scène une prostituée dans la misère disant sa haine des hommes. Une pièce refusée par Andy Warhol qui le paiera cher : le 3 juin 1968 trois balles tirées par Valerie Solanas le blessent gravement. Elle sera condamnée à trois ans de prison pour tentative de meurtre avec préméditation. Les féministes radicales lui apportent leur soutien.

La révolte de Valerie Solanas répond sans doute à plusieurs logiques et semble à la fois psychologique et politique. Violée par son père, élevée par un grand-père violent et alcoolique qui l'abandonne, sans domicile à 15 ans, elle se prostitue et fait la manche. Son errance l'amène jusqu'à Greenwich Village où elle découvre la Factory et le flamboyant maître des lieux, Andy Warhol. Cet événement de 1968, qui aurait pu n'être qu'un fait divers périphérique, restera dans les mémoires comme la preuve des excès féministes. Il est cependant assumé par des féministes. Citons la vidéaste documentariste Carole Roussopoulos et l'actrice Delphine Seyrig qui en font un film en 1976, ou l'écrivaine Cathy Bernheim qui y voit l'expression de la rage des femmes. Il est vrai que le MLF adopte un ton véhément, en décalage par rapport aux attendus du genre féminin. Ce ton choque plus encore lorsqu'il s'agit de dénoncer la « maternité esclave » ou de parler de l'absence de désir de maternité. Face à l'avortement, la volonté de dédramatiser, de banaliser l'acte conduit aussi à des formulations qui peuvent être jugées violentes.



*Affiche féministe reprenant le titre du roman de Boris Vian
Et on tuera tous les affreux, s. d.*

Il n'y a pas d'instrument de mesure universel de la violence. La subjectivité règne, fonction des sensibilités individuelles, des croyances heurtées ou confortées, des contextes d'énonciation et de réception. Et si une certaine violence est revendiquée par des féministes, il n'en demeure pas moins que le mouvement fait toujours le choix de la non-violence, alors que « le machisme tue tous les jours » (phrase-slogan dans les manifestations féministes). Cette revendication de la non-violence ne fait pas l'unanimité : elle correspond un peu trop en effet à ce qui est attendu du genre féminin – des qualités de patience, de gentillesse, de compréhension infinie –, et l'imaginaire de la révolte se nourrit plus volontiers d'une certaine violence, accoucheuse de mondes nouveaux et parle la langue de la guerre des sexes. L'analogie entre sexe et classe permet de durcir la vision des rapports entre les femmes et les hommes assimilés à un patronat exploiteur avec lequel aucune collaboration (de classe) n'est permise. Ne pas « aimer » son oppresseur est en soit considéré comme violent... Tout au plus dans cette branche radicale du féminisme peut-on parler d'une violence symbolique (*cf.* la chanson « Nous on fait l'amour et puis la guérilla »). L'idée reçue est fausse si elle renvoie au répertoire habituel de la violence politique : attentats, assassinats ciblés... Il faut néanmoins en entendre le sens : pour les femmes, le seuil de la violence n'est visiblement pas le même que pour les hommes. On sait à quel point les femmes ont été éloignées des fonctions supposant l'usage légitime de la violence, éloignées des armes, monopole masculin, et durement stigmatisées comme contre-nature quand elles s'en emparaient, lors des révolutions. Le mythe de la femme douce et maternelle a besoin de cet interdit pour garder un peu de son crédit. On ne tolère pas la violence féminine, et dans la vie courante, un mot de trop, et voilà la femme en colère transformée en hystérique. C'est à travers cette grille de jugement sexiste que la violence est évaluée et le seuil de tolérance est très faible. Voilà qui explique la force de l'idée reçue sur la violence.

À contre-courant de l'idée reçue sur la violence des féministes, il faut au contraire souligner le recours massif à l'humour. Longtemps utilisé contre les femmes et les féministes en particulier, l'arme est retournée contre l'adversaire. Il est omniprésent dans les années 1970. Dans la veine des slogans situationnistes de 68 : « Une femme sans homme, c'est comme un

poisson sans bicyclette », « Prolétaires de tous les pays... qui lave vos chaussettes ? » Les manifestations, en France et ailleurs, portent cet humour grinçant, provocateur, parfois cru. L'émergence des one-woman-shows, ou, plus rares, des associations de femmes comiques telles que Les trois Jeanne témoigne de cette brèche ouverte par les féministes dans un univers très masculin. On peut en dire autant pour le dessin d'humour, dans lequel Claire Brétecher, féministe déclarée, s'illustre.

QUI DOIT DÉCIDER DU NOMBRE DE NOS ENFANTS ?

Le pape qui n'en a jamais eu ?

Le président qui a de quoi élever les siens ?

Le médecin qui respecte plus la vie d'un fœtus que celle d'une femme ?

Le mari qui leur fait guili-guili le soir en rentrant ?

Nous qui les portons et qui sommes actuellement obligées de les élever ?

AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT.

Mouvement de libération des femmes

L'acte perçu comme le plus « violent » symboliquement du MLF est sans doute son principe de non-mixité, souvent compris comme la preuve de ce que les féministes détestent les hommes.

Le MLF est non-mixte, ce qui ajoute à la fascination et à la haine qu'il provoque. Des raisons politiques sont avancées : on n'invite pas l'opresseur à venir discuter de la libération de l'opprimée. Se retrouver entre femmes facilite l'expression et l'écoute sur des sujets intimes comme le corps et la sexualité. Un nouveau lien entre femmes est valorisé : la sororité*. Il veut décrire une condition commune aux femmes, « toutes des hors-la-loi », « prostituées, voleuses, avortées, ménagères, filles-mères, homosexuelles, hétérosexuelles, manifestantes, militantes, nous sommes toutes sœurs » (manifestation devant la prison de femmes de la Petite-Roquette, 21 octobre 1970).

La toute première réunion non mixte se tient à l'université de Vincennes le 4 juin 1970 : des militants d'extrême gauche tentent de s'y opposer, avec des arguments éloquentes : « C'est des mal-baisées, on va les baiser » ; « Et qui c'est qui fera le ménage ? » Ce à quoi des militantes répondent : « On

ne veut plus se faire baiser, ni bien ni mal ; mettez-la dans votre boîte crânienne » et « La révolution fera le ménage. » Le numéro de la revue *Partisans* « Libération des femmes année zéro » théorise la non-mixité : « Nous avons pris conscience qu'à l'exemple de tous les groupes opprimés, c'était à nous de prendre en charge notre propre libération. En effet, si désintéressés soient-ils, les hommes ne sont pas directement concernés et retirent objectivement des avantages de leur situation d'opresseurs » (1970). Les rapports de pouvoir entre les sexes se reproduisent en effet, même dans des groupes qui entendent les combattre. Ce constat s'appuie, non sur une théorie, mais sur l'expérience vécue des militantes qui vont désormais se méfier des « souteneurs », ces alliés qui « prétendent » les soutenir comme l'explique l'une d'elles dans *Le torchon brûle* en 1972. Le ton des féministes témoigne d'une exaspération certaine ; les hommes venus aux manifestations sont qualifiés de « voyeurs, souteneurs, maquereaux politiques, récupérateurs ». Ce radicalisme est une manière aussi de dire que l'« ennemi principal » est le patriarcat*, tandis que les féministes de la tendance « luttes des classes » refusent une non-mixité absolue, estimant les convergences indispensables dans les luttes anticapitalistes. Le « mouvement des femmes » comprend en réalité des espaces de mixité. Lors des événements militants, des hommes s'activent dans les crèches. Le Mouvement de libération de l'avortement, créé en 1971, est ouvert aux hommes. Il y a une alliance objective qui se noue entre le MLF et le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), en lutte contre « la virilité fasciste ». C'est ensemble que s'opèrent, en 1971, les perturbations successives d'un meeting de Laissez-les-vivre – association anti-avortement créée en 1971 – et de l'émission de radio de Ménie Grégoire sur « L'homosexualité, ce douloureux problème ». Ce qui n'empêche pas des tensions, jusqu'à la fin du FHAR (en 1974) et par la suite avec les Groupes de libération homosexuelle (GLH) où les femmes sont en minorité, où la libération recherchée est avant tout et parfois exclusivement sexuelle, sans qu'il soit tenu compte des revendications féministes.

La logique radicale du MLF devrait conduire à la constitution de groupes d'hommes prenant eux-mêmes en charge leur rapport au sexisme. En 1972, un Mouvement de libération des hommes se constitue : si le groupe est minuscule, avec, sans doute, guère plus qu'une vingtaine de militants, à Paris, et éphémère, son discours montre qu'une déclinaison du néoféminisme au masculin est possible. Il s'agit de s'opposer à la « virilité-

carcan », à la « virilité obligatoire » en se « décrassant » ensemble (*Le torchon brûle*, 1972). Il y aura d'autres tentatives, un bulletin intitulé *Types. Paroles d'hommes*, une Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine (ARDECOM), fondée en 1979, qui soulève de la méfiance chez les féministes y voyant une tentative de récupération d'un droit récemment acquis par les femmes, ou, en tout cas, une cause non prioritaire. En 1980 est créée l'Association pour la déconstruction des archétypes masculins (ADAM). Un nouveau discours masculin s'élabore dégagé de toute « culpabilité » à l'égard du féminisme et défendant un droit des hommes à ne pas subir la « virilité obligatoire », source de souffrances, ou encore à « disposer de leur corps » – de leur sperme, à n'être père qu'à leur gré. S'esquisse alors une critique du nouveau pouvoir des femmes qui ont gagné le droit de maîtriser leur fécondité. La mixité est plus présente qu'on ne le croit dans le combat pour la liberté de l'avortement. Un large front est nécessaire, impliquant notamment des médecins (Manifeste des 331 médecins qui déclarent avoir pratiqué des avortements, 1973), qui diffusent la méthode d'avortement dite Karman (du nom du militant états-unien qui a mis au point cette technique simple par aspiration, Harvey Karman). Au procès de Bobigny, Jean Rostand, Jacques Monod, prix Nobel de médecine, témoignent. Au MLAC, créé en 1973, la mixité va de soi puisque le mouvement réunit outre des femmes du MLF, le Planning familial, le Parti socialiste unifié, la Ligue communiste, la CFDT, le GIS – Groupe information santé –, etc. Ce qui rend possible cet engagement masculin est la nature même de cette mobilisation, à travers ses différentes facettes : prolongement d'une activité professionnelle pour les hommes venus des métiers de la santé, contribution à la libération sexuelle, lutte pour plus de justice sociale, demande ciblée adressée à l'État. Dans sa thèse sur l'histoire des hommes féministes, Alban Jacquemart souligne la féminisation des associations mixtes



Affiche « Cet homme est un homme », Paris, juin 1980.

au cours des années 1970 : au bureau du Planning familial, les hommes sont plus de 50 % en 1974, 10 % en 1978. Le secrétariat national de Choisir est uniquement féminin (entre 1974 et 1978). L'esprit du MLF souffle sur les associations réformistes*. Au Planning familial par exemple, le rapport de forces entre les médecins – des hommes pour l'essentiel – et les « hôtesse d'accueil » se tend, provoquant le départ de beaucoup d'hommes (et de quelques femmes) appartenant à la première génération du Planning. Simone Iff, en devenant secrétaire générale, devient le symbole du renversement de l'autorité masculine : le Planning prend un tournant féministe. La culture féministe continuera dans les années suivantes à se vivre dans la non-mixité : citons parmi bien d'autres la Maison des femmes de Paris (1982), le GAMS – Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles – (1982), le collectif féministe Ruptures (1984), les Nanas beurs (1985), l'Alliance des femmes pour la démocratie (Antoinette Fouque, 1989), Elles sont pour (1989), les Marie Pas Claire (1991). La montée en puissance des lesbiennes militantes dans le mouvement contribue à renforcer ce principe, ainsi que l'affichage d'un discours radical sur la domination masculine. La victoire du combat pour l'avortement (1975, puis confirmation de la loi en 1979) réoriente les luttes vers la question du viol, qui durcit le discours à l'égard des hommes. En juin 1980, une affiche donnant le portrait noir et blanc d'un homme ordinaire, les yeux cachés par un bandeau blanc l'anonymant paraît avec ce texte : « Cet homme est un violeur, cet homme est un homme. » Cette phrase équivoque peut être entendue comme l'expression d'une pensée essentialiste. On peut aussi y voir une invitation à réfléchir au caractère banal du viol, ou au genre* masculin qui serait consubstantiel à l'affirmation du pouvoir du violeur.

L'accusation lancée aux féministes d'être des castratrices ne date toutefois pas des années 1980. L'extrême droite, depuis la fin du XIX^e siècle, estime que le féminisme, ayant acquis une influence excessive en Occident, dévirilise l'homme blanc. Ce qui est nouveau en revanche dans les années 1970 est la non-mixité assumée associée à la politisation des questions sexuelles. La sécession pourrait être également d'ordre amoureux. Aristophane l'imaginait, pour faire rire le public, mais des romans de science-fiction de la fin du XX^e siècle commencent à concevoir un monde sans les hommes – comme dans le roman de l'Américaine Joanna

Russ (*The Female Man*, 1975, traduit sous le titre : *L'Autre moitié de l'homme*). Au cinéma, Bertrand Blier exprime à sa manière une certaine exaspération masculine face à l'agitation féministe : ce sont les hommes qui partent, s'arment contre le danger femelle, et retrouvent la joie d'un entre-hommes qui consiste surtout à se goinfrer et à péter ensemble (*Calmos*, 1976).

OceanofPDF.com

« Toutes des lesbiennes ! »

*Une lesbienne est la rage de toutes les femmes condensée
jusqu'à son point d'explosion.*

New York Radicalesbians, 1970

Quand les femmes s'aiment, les hommes ne récoltent pas.

Sur une pancarte féministe lors de la manifestation à Paris du 1^{er} mai 1976

« Un mouvement de lesbiennes », voilà l'une des caractérisations les plus fortes et les plus fréquentes du féminisme. Cette affirmation utilise les ressorts de la lesbophobie*. C'est un moyen facile et efficace de dénigrer le mouvement, d'en faire l'expression d'une minorité non représentative des femmes. L'homosexualité apporte ainsi une explication simple à cette autre idée reçue que les « féministes-n'aiment-pas-les-hommes ». Les ressources de l'imaginaire lesbophobe apportent des ingrédients recoupant d'autres idées reçues sur les féministes comme leur laideur, ou en tout cas leur décalage avec les normes esthétiques dominantes, leur comportement masculin, une « protestation virile » qui exprimerait le dépit de ne pas être des hommes, leur attitude agressive, violente, guerrière que résume l'image des amazones.

Ces attaques sont anciennes, bien plus que le mot lesbophobie qui a permis à partir des années 1990 d'y répondre précisément. Elles ont même précédé la visibilité lesbienne. Christine Delphy rapporte que le nom du premier groupe féministe et lesbien, les Gouines rouges, a été choisi après qu'un militant barbu eut dit, alors qu'elles vendaient *Le torchon brûle*, « Tiens, les gouines rouges ». Jeune militante à l'époque, Liliane Kandel se souvient d'un « copain gauchiste » la considérant comme une naïve pour n'avoir pas repéré que les lesbiennes avançaient masquées, en se cachant derrière la cause de l'avortement.

Même si le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) se constitue un an après le MLF, l'existence des lesbiennes dans le mouvement est encore en 1970-1971 peu visible. À cela, plusieurs raisons. Les femmes « qui aiment les femmes » se désignent encore rarement comme homosexuelles, et encore moins comme lesbiennes. Pour l'historienne Claudie Lesselier, « à la fin des années 1960, la subculture lesbienne organisée et ritualisée demeure limitée, l'identification collective comme lesbiennes est fragile ; le sentiment d'une faible légitimité collective contraste avec un sentiment très fort partagé par beaucoup de lesbiennes de leur légitimité individuelle [...]. Ce double aspect du vécu lesbien contribue à expliquer que les lesbiennes soient prêtes à un engagement très actif dans une lutte collective de femmes en même temps qu'hésitantes vis-à-vis d'un regroupement en tant que lesbiennes, groupe très durement stigmatisé et qui, pour un certain nombre d'entre elles représentent une (mise en) marge dont elles ne veulent pas, ou plus ».

Et effectivement, dans le mouvement, ces femmes trouvent un espace protecteur. Christine Delphy insiste sur « l'ambiance homo-érotique, un tel plaisir et une telle valorisation de notre être-ensemble, l'antithèse avec l'atmosphère des boîtes : être avec des femmes intelligentes qui riaient tout le temps, qui avaient envie de changer la société. [...] C'était comme d'être amoureuse, la même sensation, une exaltation permanente, on avait trouvé non pas notre âme sœur, mais nos âmes sœurs. Cette joie, ce sentiment d'amour et d'intérêt pour les autres, les femmes hétérosexuelles l'éprouvaient aussi » (entretien avec l'auteure, 2001). « Nous sommes toutes des homosexuelles » prétend un slogan dans la première grande manifestation du Mouvement des femmes, le 20 novembre 1971.

Si les homosexuelles sont nombreuses dans les groupes radicaux du début des années 1970, elles ne sont pas pour autant très visibles. Le non-dit est important, et des tensions apparaissent en raison, entre autres, des attaques antiféministes sur le mode lesbophobe. Les homosexuelles doivent se faire « discrètes ». Pour maintenir l'unité du nous-sommes-toutes-des-femmes – rêve fusionnel ? Un petit groupe au nom extraordinairement provocateur, assumant l'insulte, « les gouines rouges », entame cette belle unanimité, amenant chacune à s'identifier. C'est, semble-t-il, assez violent pour les « hétéros » qui n'avaient pas jusque-là à assumer une étiquette.

Dire que le privé est politique n'est pas sans conséquences. De plus en plus nombreuses sont celles qui pensent que « le féminisme est la théorie, le

lesbianisme est la pratique ». Cette formule de la théoricienne féministe radicale* née aux États-Unis en 1938 Ti-Grace Atkinson a beaucoup circulé dans le mouvement. Comment aimer en effet son oppresseur ? C'est en termes politiques qu'il faut désormais penser les relations amoureuses. Dans le mouvement des femmes une nouvelle manière d'être homosexuelle s'invente. Pour nombre de militantes, on ne naît pas lesbienne. On le devient. Le devenir lesbienne est formulé comme un choix, un choix politique. La valorisation de l'homosexualité va de pair avec le désir d'harmoniser vie privée et convictions militantes (voir le témoignage d'Anne Zelensky, sous le pseudonyme d'Anne Tristan, dans *Histoires du MLF*, paru en 1977). La nouvelle image publique de la lesbienne contraste avec celle de la « lesbienne de boîte » fidèle aux anciens codes d'apparence, de comportement, qui représente un modèle étriqué et suranné pour les jeunes féministes politisées. L'idéalisation de l'homosexualité, sans être partagée par toutes, devient assez fréquente et distingue celles qui étaient lesbiennes avant leur entrée dans le mouvement et celles qui le sont devenues, avec toute la fougue propre aux conversions. Des tensions inévitables opposent celles qui pensent que l'on « naît » homosexuelle et celles qui, comme Beauvoir, estiment que « le lesbianisme est une attitude choisie en situation ». Dans un cas comme dans l'autre, le lesbianisme est politique, dans un contexte, rappelons-le, de politisation des questions sexuelles en général.

En 1972, lors des Journées de dénonciation des crimes contre les femmes à la Mutualité, la répression de l'homosexualité est un des sujets traités. Un tract est distribué : « Femmes qui refusons les rôles d'épouse et de mère, l'heure est venue, du fond du silence, il nous faut parler. » En 1975, un Groupe des lesbiennes féministes se forme à Paris. Il définit le lesbianisme comme « révolutionnaire » : « parce que c'est une remise en question de la sexualité, ce qui entraîne une remise en question de la société dans ce qu'elle a de plus fondamental, la famille, l'enfant, la reproduction, l'économie ». Dans la seconde moitié des années 1970, des groupes et des publications féministes lesbiens naissent, et des échanges ont lieu entre les « groupes femmes » et les groupes de libération homosexuels, mixtes. L'homophobie devient une thématique plus importante, médiatisée lors de la manifestation de juin 1977 contre la campagne que mène la chanteuse ultraconservatrice Anita Bryant aux États-Unis pour obtenir l'abrogation de dispositions réprimant la discrimination en raison de l'orientation sexuelle.

Des tracts féministes défendent l'idée de la cause commune des femmes : « Les femmes homosexuelles sont attaquées si violemment parce qu'elles sont un point de force et de pouvoir pour toutes les autres femmes. C'est le niveau de pouvoir que nous avons acquis toutes ensemble qu'ils attaquent. » Ou encore : « La répression de l'homosexualité touche toutes les femmes. » Mais il semble que peu de féministes hétérosexuelles ont participé à cette mobilisation, et ce manque de solidarité, alors que les homosexuelles avaient apporté une forte contribution à la lutte pour l'avortement, crée de l'amertume.

Au cours de la seconde moitié des années 1970, le mouvement d'autonomisation des lesbiennes s'accélère. Front lesbien international (1974), les Lesbiennes radicales en Belgique (1978), Amazones d'hier, lesbiennes d'aujourd'hui au Québec (1979). En 1980, Monique Wittig publie « La pensée *straight* » dans *Questions féministes*. Le collectif des « Lesbiennes radicales féministes » reproche à la revue d'avoir passé sous silence le lesbianisme et la critique du pouvoir hétérosexuel. En juin, au cours d'une « Rencontre/Lesbiennes », le féminisme est attaqué comme une forme de « collaboration » avec la classe des hommes. On y dénonce l'hétéropatriarcat mais aussi l'« hétéroféminisme ». Pour l'une des présentes, le lesbianisme « c'est la résistance à l'hétérooppression. C'est d'abord une pratique de solidarité fondamentale entre femmes. Toute notre "affectivité" se tourne vers les femmes, pour les femmes, avec les femmes : aucun bénéfice pour l'opprimeur. C'est le refus de la féminité [...]. Nous refusons d'"humaniser" l'opprimeur. [...] Nous ne voulons pas pactiser ni collaborer car nous savons le prix à payer : la perte de nos capacités de vie, la trahison de notre classe. [...] Toutes les femmes doivent devenir lesbiennes, c'est-à-dire : solidaires, résistantes et non collaboratrices [...]. La sexualité, la possibilité de désirer s'inscrivent toutes seules après ».

Si le lesbianisme radical* a des difficultés à s'organiser comme mouvement séparatiste, il existe bien culturellement sur le plan international et provoque le débat. *La Revue d'en face* consacre en 1981 un riche dossier à « Hétérosexualité et lesbianisme ». La photographe Catherine Deudon, qui y signe un article « sagouine féministe radicale », plaide pour la destruction des catégories de sexe* qui entraîne avec elle celle des catégories de l'orientation sexuelle. Elle dénonce la surenchère qui fait du lesbianisme un féminisme « en plus radical » : « Bien qu'homosexuelle, je n'ai nulle envie de cette Nation lesbienne chauvine, sexiste. »

Même à travers ces conflits, l'ancrage féministe demeure, en France et ailleurs, comme la matrice d'une conception du féminisme féminocentrée. Pour Adrienne Rich, poétesse étasunienne (1929-2012), « l'expérience lesbienne est, comme la maternité, une expérience profondément féminine » et elle n'est pas une « version femelle de l'homosexualité masculine [...] ». Séparer les femmes stigmatisées comme homosexuelles du continuum complexe de la résistance féminine à l'esclavage, et les rattacher à un schéma masculin, c'est falsifier notre histoire » (*Compulsory heterosexuality and lesbian existence*, 1980).

Alors que le féminisme radical* s'affaiblit comme mouvement, des groupes lesbiens se forment avec l'envie de créer des lieux conviviaux de rencontres. À Rennes, par exemple, se constitue un groupe nommé Femmes entre elles (1982). À Paris se forme le MIEL (Mouvement d'information et d'expression des lesbiennes), en 1982, année de la naissance du mensuel *Lesbia*. Les Archives lesbiennes sont créées en 1984. Le mot « lesbienne » prend alors une connotation militante, mais pas spécialement féministe. Pour le MIEL, il sert l'affirmation identitaire et accroît la visibilité, sur deux plans, le « mode de vie sexuel ou émotionnel » et la « lutte contre la société sexiste et patriarcale et contre la contrainte à l'hétérosexualité qu'elle véhicule ». L'orientation, on le voit, reste féministe. C'est le cas le plus fréquent (National Lesbian Feminist Organization créée en 1978 aux États-Unis).

Le début des années 1980 est aussi important sur le plan culturel. On découvre par exemple l'histoire des lesbiennes (à travers la thèse de Marie-Jo Bonnet, *Un choix sans équivoque*, ou Lillian Faderman, *Surpassing the love of men*, deux ouvrages publiés en 1981). Sur le plan théorique s'élabore un courant de pensée, le lesbianisme radical, qui emprunte au féminisme matérialiste*, lui-même inspiré par le marxisme. Colette Guillaumin, avec le sexage, analyse l'appropriation collective et privée des femmes par les hommes, considérés comme deux classes. Les lesbiennes, elles, sont des transfuges de classe dans le sens où elles échappent à cette appropriation privée. Elles « ne sont pas des femmes » (Monique Wittig). Le séparatisme lesbien est un prolongement logique de cette pensée. Des communautés lesbiennes se forment dans de nombreux pays, dont la France, souvent dans des régions rurales isolées et selon des principes à la fois écologistes et décroissants. La démarche matérialiste* amène en un sens à la déconstruction des catégories, en particulier à une critique forte de

la féminité. Mais dans le même temps, le substrat biologique de l'être lesbienne (née femme) demeure, et la recherche d'alternatives au mode de vie dominant passe parfois par une vision assez différentialiste* du corps et de la psyché des femmes (lesbiennes). C'est sans doute le prix à payer pour l'invention culturelle du lesbianisme.

La naissance du lesbianisme radical, au début des années 1980, est passée assez inaperçue dans l'opinion et ne joue donc pas un grand rôle dans la fabrique de l'idée reçue (l'histoire de la lesbophobie et l'histoire du lesbianisme peuvent être désynchronisées) et pourtant, le signifiant « toutes-des-lesbiennes » est bien une des principales idées reçues sur le féminisme. Il permet d'en souligner la radicalité, d'évoquer sa non-mixité (l'homosexualité le sursignifie comme mouvement de femmes) et le réduit à sa seule ambition de libération sexuelle (le « libre choix » de l'orientation sexuelle). En résumé, toutes les féministes ne sont pas lesbiennes mais beaucoup, parmi les féministes radicales, le sont, et le féminisme a bien accouché d'une sensibilité féministe très radicale que l'on appelle plutôt aujourd'hui le lesbianisme politique.

OceanofPDF.com

« Le féminisme est américain. »

*Le grand sujet de conversation, dans les dîners en ville
ou les soirées d'étudiant(e)s, c'était le Women's Lib,
dont il convenait de faire des gorges chaudes.
Et puis, en août 1970,
il y eut le grand imprévu de l'Étoile.*

Michèle Le Dœuff, « Le chromosome du crime :
à propos de XY », *Futurs antérieurs*, numéro spécial
Féminismes au présent, 1993

Quand on souligne en France le caractère américain du féminisme, c'est rarement pour en faire l'éloge. L'anti-américanisme fonctionne comme repoussoir. L'attaque n'est pas toujours précise. Le féminisme américain est pour beaucoup un objet mythique, et la féministe américaine une sorte d'épouvantail cumulant tous les caractères dépréciés chez les femmes, sur le plan physique et moral. Ce procédé de délégitimation est déjà en place à l'époque de la première vague. Le sociologue Éric Fassin montre combien ce « miroir transatlantique » déformant reste efficace.

Que le féminisme américain soit important, on ne peut le nier. Son influence est à la mesure de la super-puissance que représentent les États-Unis dans le monde de la fin du XX^e siècle. Elle découle aussi de son ancienneté, de sa solidité et de son efficacité. Dès 1920, est ratifié le XIX^e amendement par les États américains, donnant ainsi le droit de vote aux Américaines. En 1963, l'*equal pay act* interdit les discriminations salariales basées sur le sexe (entre autres).

En 1973, un arrêt (*Roe vs Wade*) de la Cour suprême permet le recours à l'avortement. Le mouvement pour le *birth control* a connu un développement important et précoce outre-Atlantique sous l'impulsion de Margaret Sanger qui fonde l'American Birth Control et ouvre à Brooklyn la première clinique du *birth control* en 1923. C'est ce modèle qui inspire

Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé lorsqu'elle se rend aux États-Unis en 1947.

Quant aux organisations qui portent les combats féministes, elles sont créées, elles aussi, de manière précoce. Dès 1966 pour NOW (National Organization for Women), qui se bat pour l'intégration sociale des femmes, pour l'égalité au travail – une priorité – mais intègre déjà la revendication de l'avortement. En 1967, les New York Radical Women se forment et se scindent peu après en deux groupes aux noms chargés d'humour (Sorcière et Bas rouges) : WITCH (Women's International Terrorist Conspiracy from Hell) et Redstockings qui, en 1968 et 1969, concrétisent la sécession des militantes dans les groupes politiques et pacifistes radicaux exaspérées par le machisme de leurs camarades masculins. D'autres femmes vont former des groupes identifiés à partir de 1968 comme le « Women's Liberation Movement ».

L'influence américaine passe également par la diffusion d'essais féministes : celui de la cofondatrice de NOW, Betty Friedan, *The Feminine Mystique* (1963) est traduit en français par Yvette Roudy (*La Femme mystifiée*, 1964). Née en 1934, Kate Millett, avec sa thèse, soutenue à Columbia University, *Sexual Politics*, est lue en français : *La Politique du mâle* (1971). Il s'agit de son *opus magnum*, mais d'autres ouvrages font d'elle une icône mondiale du féminisme radical*... Des articles sont traduits : un tiers des articles du numéro historique de *Partisans*, en 1970, sont traduits de l'américain.

Enfin, des événements ont un écho international qu'il s'agisse de la perturbation du concours de Miss America en 1968 ou du match de tennis gagné en 1973 par Billie Jean King face au machiste Bobby Riggs qui prétendait qu'aucune femme ne pourrait le battre et que l'infériorité des salaires des joueuses était justifiée par la faiblesse de leur jeu.

Le Canada, en raison de sa proximité culturelle et géographique avec les États-Unis, joue également un rôle important, et l'on retrouve dans le monde francophone l'influence québécoise. Le féminisme québécois, issu d'une société conservatrice sous influence catholique, a pris son envol dans les années 1960 et s'est donné une puissante organisation : la Fédération des femmes du Québec. Il demeure un espace de débat important notamment sur les questions de multiculturalisme. Le mouvement antiféministe qui s'y est développé est aussi un indice de la force qu'y a le féminisme. La mixité

des origines dans les milieux intellectuels en Amérique du Nord amène à nuancer de toute façon l'étiquette occidentale de ce féminisme qui est divers, là comme ailleurs. La critique interne du féminisme y est d'ailleurs particulièrement vive et exerce, elle aussi, une influence mondiale.

Audre Lorde et bell hooks : icônes du *black feminism*

Audre Lorde (1934-1992) joue un rôle essentiel dans l'éveil des consciences. Née à New York de parents antillais, bibliothécaire puis universitaire après avoir eu diverses occupations alimentaires, elle s'exprime de manière privilégiée en poétesse, comme une autre féministe américaine avec laquelle elle dialogue, Adrienne Rich. Elle mêle aussi l'autobiographique (*Zami, a new spelling of my name*, 1983) et les déclarations politiques dénonçant le racisme, la misogynie et l'homophobie. Elle fait l'éloge de la colère comme force de changement, de l'érotisme comme puissance, de la poésie, qui « n'est pas un luxe », de la prise de parole et de l'action pour briser le silence. Quelles sont les problématiques spécifiques de l'existence des femmes noires ? Sur quelles forces peuvent-elles s'appuyer ? Lesbienne et mère de deux enfants, Audre Lorde croit à la force de l'amour et de la solidarité entre femmes, étayée par une mythologie personnelle d'inspiration afro-antillaise. Une recherche éthique et poétique justifiée par ce constat : « on ne démolira jamais la maison du maître avec les outils du maître » (titre d'une intervention de 1979, à New York, lors d'une table-ronde sur le personnel et le politique). Beaucoup lue aujourd'hui (*Sister Outsider*, paru en 1984, est un classique), disparue trop tôt d'un cancer sur lequel elle a aussi écrit, elle n'est pas en son temps toujours entendue et reproche vigoureusement aux féministes radicales* blanches leur indifférence teintée de mépris.

bell hooks (née en 1952), pseudonyme forgé à partir des noms de sa mère et de sa grand-mère et sans majuscules, est une autre intellectuelle féministe influente, dans la génération suivante, déjà héritière (elle consacre sa thèse à l'écrivaine Toni Morrison). Son livre *Ain't I a Woman ? Black Women and Feminism* publié en 1981, sera suivi de très nombreux autres ouvrages traitant de la pédagogie engagée, de la lutte, de la souffrance et de l'amour, creusant l'objet central du *black feminism* : l'articulation des oppressions de sexe, de race et de classe. Elle indique quelle voie pourrait prendre une sororité qui n'est pas une faculté spontanée mais une lutte qui passe par l'analyse de « la manière dont des femmes, que ce soit par le sexe, la classe, la race, ont dominé et exploité d'autres femmes ». Elle relie la lutte politique au choix de l'amour (« *I have decided to love* », Martin Luther King), à une éthique de l'amour. Elle prend également

beaucoup en compte la souffrance éprouvée par les dominées et leur ennemi intérieur, leur statut de victime, et réfléchit aux moyens thérapeutiques à déployer pour qu'elles puissent se transformer elles-mêmes (« empowerment »). Leur devenir-sujet exige au préalable la guérison des blessures.

C'est le cas du *black feminism*, le féminisme noir, au cœur des contradictions entre deux luttes de libération, celle des Noirs et celle des femmes. Il prend vigueur aux États-Unis, tirant les leçons de l'histoire particulière de l'esclavage et du ségrégationnisme ainsi que des luttes du XIX^e siècle qui divisèrent celles et ceux qui voulaient soutenir le vote des femmes ou le vote des Noirs en priorité. Selon cette alternative, toutes les femmes sont blanches et tous les Noirs sont des hommes (titre d'un volume pionnier des Black women's Studies paru en 1982 : *All the Women are White, All the Blacks are Men but Some of Us are Brave*). Les femmes noires ne peuvent alors compter que sur elles-mêmes. Elles fondent l'Association nationale des femmes de couleur en 1896, et sont victimes du racisme des féministes blanches du Sud, colportant l'image de leur féminité amoralisée et violente ou de leur inaptitude à se comporter en bonnes mères. La séparation raciale marque la première vague, mais la deuxième vague, elle, veut mettre en avant la sororité* (« *Sisterhood is powerful* ») et la nécessité de lutter contre une oppression commune à toutes les femmes, de toutes origines. Dès 1970, le Black Women's Manifesto s'insurge contre les stéréotypes frappant les Afro-Américaines. Une organisation séparée voit le jour à New York en 1973, la National Black Feminist Organization. À Boston, en 1974, se forme un collectif lesbien radical de militantes des droits civiques, du nationalisme noir et du Black Panther Party : il s'agit du Combahee River Collective, dont le nom est inspiré d'une action de guérilla menée par des femmes en 1863 en Caroline du Sud qui libéra plus de 750 esclaves. Il interroge le sens du mot femmes, les Noires n'étant pas incluses dans cette catégorie blanche, mais plutôt (dé) considérées comme « nounous », « putes »... Le collectif défend une politique de l'identité sans essentialisme (de sexe*, de race) et analyse plutôt les paramètres politiques et économiques des rapports de domination. Une expérience particulière est vécue par les femmes noires qui doit être pensée à partir de variables multiples : sexe, classe, race, sexualité. Un nouveau courant de la pensée féministe surgit donc. Barbara Smith, auteure d'un article majeur « *Toward a black feminist consciousness* » (1982), interpelle le féminisme,

notamment dans son volet académique. Un féminisme raciste est-il concevable ? Non, car le féminisme est par définition la défense des intérêts de toutes les femmes. Elle dénonce également l'antilesbianisme qui sévit chez les Blanches comme chez les Noires : « Ai-je encore besoin d'expliquer, en 1979, que l'hétérosexualité forcée est la manifestation extrême de la domination masculine et de la loi patriarcale, et que les femmes ne doivent pas se faire les complices de l'oppression de femmes qui se sont choisies l'une l'autre, autrement dit des lesbiennes » (« *Racism and Women's Studies* », 1979).

Le *black feminism* donnera naissance à un concept clé de la troisième vague féministe, l'intersectionnalité*. Les États-Unis – ou plutôt le monde académique américain – serviront également de caisse de résonance aux féminismes chicana, indien, se faisant un agent essentiel de la transnationalisation des théories féministes.

Identifier le féminisme comme américain permet de mieux le combattre, au nom de l'anti-impérialisme, dans de nombreux pays du Sud. La tâche des féministes devient alors de montrer que le féminisme est un combat plus ancien qu'on ne le croit dans de nombreux pays non occidentaux. Et que ce féminisme a souvent été étroitement associé aux luttes anticoloniales et pour plus de justice sociale. Certes, non sans contradictions : quand en 1924, Manoubia Ouertani, bourgeoise tunisienne, prononce une conférence, sans voile, sur le féminisme, dans un club littéraire socialiste, le scandale est grand et les opposants au protectorat que la France a établi en 1881 lui reprochent de faire le jeu de l'occidentalisation. C'est un fait que les femmes turques ont voté avant les Françaises. Et qu'au XIX^e siècle déjà, dans les élites non occidentales, l'amélioration du sort des femmes et la critique des « traditions » qui les opprimaient étaient des questions sociales. En Asie, au début du XX^e siècle, se développent également des cercles, des revues féministes : la défense des femmes contre les traditions qui les oppriment est bien présente dans la littérature. On la retrouve dans les mouvements de libération nationale, souvent liés à une orientation communiste.

On le voit, l'idée reçue doit être spatialisée. Le féminisme n'est pas partout identifié aux États-Unis. Ainsi, en Europe de l'Est, depuis 1989, le féminisme a mauvaise presse parce qu'il est associé à un passé détesté : celui des États-partis communistes qui célébraient l'égalité des sexes dans

des discours officiels en décalage avec la réalité d'inégalités persistantes dans la répartition du pouvoir et la pénibilité du travail agricole et industriel des femmes... En réalité, les politiques d'égalité y sont vécues depuis la chute du Mur dans le rapport compliqué que ces pays ont avec l'Europe et les institutions internationales. Ce féminisme officiel, supranational, est beaucoup plus porté par l'Europe que par les États-Unis. Il est matérialisé par la convention CEDAW adoptée en 1979 par l'Assemblée générale des Nations unies.

L'idée reçue d'un féminisme *made in America* révèle surtout la relation d'amour-haine avec les États-Unis. À cela, les féministes, en France, ne peuvent pas grand-chose. Elles-mêmes sont concernées par cette ambivalence et vont, selon les cas, « nationaliser » leur féminisme en limitant les références au contexte international ou, au contraire, l'internationaliser, en ayant à cœur d'équilibrer le tropisme anglo-saxon par d'autres liens avec d'autres cultures, souvent sous le signe de la solidarité internationale (le Maghreb, l'Europe du Sud, l'Amérique latine notamment).

OceanofPDF.com



Affiche d'EMAF, association défendant les droits et les cultures des femmes maghrébines en France, créée en 1984.

OceanofPDF.com

« Le féminisme est une lubie d'intellos. »

*Combien faut-il de féministes pour changer un pneu de voiture ? Quatre :
une pour faire le boulot, et trois pour écrire sur le sujet.*

Blague féministe californienne racontée par Liliane Kandel, *Questions féministes*, n° 7, février 1980

Le féminisme a pris à partir des années 1960-1970 une dimension intellectuelle plus affirmée que dans le passé. La place prise par les sciences humaines, la sociologie en particulier, la féminisation des études supérieures et des fonctions d'enseignement et de recherche, ainsi que les horizons ouverts par la pensée critique ont agrandi l'espace intellectuel occupé par les questions féministes. Les études féministes se sont développées dans les universités de nombreux pays. Elles se sont fondées sur une épistémologie particulière de partage des savoirs avec les mouvements sociaux, le féminisme étant reconnu comme producteur de connaissances sur les femmes et la domination qu'elles subissent. Mais les relations entre le féminisme et ses intellectuelles n'en sont pas moins porteuses d'ambiguïtés, de malentendus, de reproches réciproques et de polémiques. Et l'étiquette féministe est parfois donnée à des intellectuelles qui ne se définissent pas comme telles. Or, les médias jouant un rôle clé dans la perception du féminisme, les intellectuelles, au fil de la promotion de leurs livres, occupent – qu'elles le veuillent ou non – un large espace, au détriment des petites mains invisibles. Elles-mêmes restent dominées et minoritaires dans le microcosme intellectuel : il suffit pour s'en convaincre de consulter les sélections que font régulièrement les hebdomadaires de gauche ou de droite sur les intellectuels qui comptent.

Lorsque le féminisme est réduit à une théorie, l'intention sous-jacente est de le dénigrer en lui opposant le concret de l'action qui seule transformerait le monde, même juste un peu, d'en faire une sorte de luxe pour désœuvrées. Beaucoup de théories sont pourtant reliées à la volonté politique de transformation sociale et nourries de matériaux empiriques. Et

des féministes du « terrain » se les approprient. Dans les années 1970, quand naissent les études féministes à l'université, la frontière entre le militantisme et l'académique est délibérément brouillée : il ne s'agit pas de mener un travail sur les femmes mais avec elles. Une théorie n'est-elle pas, de toute façon, une co-construction ? Simone de Beauvoir écrivait en 1963 qu'« un livre est un objet collectif : les lecteurs contribuent autant que l'auteur à le créer ». C'est vrai du *Deuxième Sexe* et des livres qui rythment depuis l'histoire de la cause des femmes. Comment ils interagissent avec le mouvement militant est une question importante et passionnante.

Le Deuxième sexe a comme on le sait beaucoup marqué l'histoire du féminisme. Il paraît en 1949 alors que le féminisme est au plus mal, l'auteure d'ailleurs le diagnostique « dépassé ». Elle dresse pourtant un panorama de la condition féminine qui rend légitime l'invention d'un nouveau féminisme. Sans l'avoir voulu spécialement, elle deviendra la référence internationalement reconnue de ce renouvellement militant. Elle s'en déclarera surprise puis satisfaite et distribuera généreusement au cours des années 1970 et jusqu'à sa mort en 1986 son capital symbolique exceptionnel, participant aux manifestations, aux réunions publiques, donnant son nom pour présider telle association, tel comité de rédaction... *Le Deuxième sexe* n'est pas féministe en soi au moment de sa parution. Il ne naît pas féministe mais le devient lorsque des féministes, dans un contexte propice, se l'approprient. Son extraordinaire succès, l'aura d'intellectuelle engagée et d'anticonformiste germanopratin de son auteure, le récit de vie qui accompagne l'œuvre de Beauvoir contribuent à sacraliser la figure de l'intellectuelle féministe et vont lui donner une désirabilité spécifique.

La perspective de Beauvoir est matérialiste* ; la « nature féminine » est un mythe utilisé depuis des siècles pour réduire le deuxième sexe à l'état d'objet, dans des rôles figés qui sont autant de pièges, de la mère de famille à la courtisane. Seul l'homme accède au statut de sujet et la femme est pour lui l'Autre. Cette somme imposante de 800 pages, qui n'est pas d'une lecture facile, ne devient pas un dogme ou une idéologie. Elle montre la possibilité qu'a une femme de critiquer les savoirs de son temps (biologie, psychanalyse, critique littéraire...) pour en dévoiler la misogynie, ce qui est déjà en soi très libérateur. Elle brise aussi le tabou de la sexualité féminine, consacrant par exemple de longues pages au lesbianisme, démarche là aussi en soi libératrice : les critiques ne s'y tromperont pas et l'attaqueront particulièrement sur ce point. L'aspect prescripteur du livre est limité à

l'espoir que dans une société socialiste, les inégalités entre les sexes disparaissent. Ce n'est pas le « quoi faire » qu'il faut chercher dans *Le Deuxième Sexe*, mais plutôt une méthode de déconstruction des discours justifiant la tradition millénaire de la domination masculine. Sa lecture donne le sentiment d'*empowerment** – un gain de confiance en soi, en ses capacités d'agir – que procure la compréhension des mécanismes de cette domination. Beaucoup de femmes diront qu'elles sont devenues féministes grâce à la lecture initiatique du *Deuxième Sexe*.

L'appétit des féministes pour les nourritures intellectuelles ira croissant. Revues et livres se multiplieront, de même que les maisons d'édition et les librairies féministes. Mais en France, aucune intellectuelle n'égallera en influence Simone de Beauvoir. Françoise Collin, philosophe, des sociologues comme Christine Delphy, Colette Guillaumin, des anthropologues, comme Nicole-Claude Mathieu ont une audience plus restreinte. Elles sont cependant désormais intégrées dans le corpus théorique transmis aux étudiants initiés aux questions de genre* (*Introduction aux Gender studies*, 2008).

Simone de Beauvoir, par son approche philosophique et livresque de la condition féminine semble confirmer l'idée reçue qui nous occupe. Il lui est reproché, par exemple, de ne pas connaître la maternité, ce qui expliquerait la vision négative qu'elle en donne (les hommes, nombreux à avoir écrit sur les femmes et le féminin, n'ont pourtant pas cette expérience, rétorque-t-elle). Le féminisme différentialiste* lui reprochera d'être une femme identifiée aux hommes, partageant les valeurs et hiérarchies propres au monde masculin.

Hélène Cixous, « Le rire de la méduse »

« Je parlerai de l'écriture féminine : de ce qu'elle fera. Il faut que la femme s'écrive : que la femme écrive de la femme et fasse venir les femmes à l'écriture, dont elles ont été éloignées aussi violemment qu'elles l'ont été de leurs corps ; pour les mêmes raisons, par la même loi, dans le même but mortel. Il faut que la femme se mette au texte – comme au monde, et à l'histoire, – de son propre mouvement. [...].

Quelle est la femme bouillonnante et infinie qui n'a pas, immergée qu'elle était dans sa naïveté, maintenue dans l'obscurantisme et le mépris d'elle-même par la grande poigne parentale-conjugale-phallogocentrique*, eu honte de sa puissance ? Qui ne s'est pas,

surprise et horrifiée par le remue-ménage fantastique de ses pulsions (car on lui a fait croire qu'une femme bien réglée, normale, est d'un calme... divin) accusée d'être monstrueuse ; qui, sentant s'agiter une drôle d'envie (de chanter, d'écrire, de proférer, bref de faire sortir du neuf) ne s'est pas crue malade ? Or sa maladie honteuse, c'est qu'elle résiste à la mort, qu'elle donne tant de fil à retordre.

Et pourquoi n'écris-tu pas ? Écris ! L'écriture est pour toi, tu es pour toi, ton corps est à toi, prends-le. »

© Éditions Galilée, *Le Rire de la méduse et autres ironies*, Hélène Cixous, 2010.

Lorsque le féminisme est présenté comme une théorie, mieux vaut ne pas être trompé par l'étiquette. L'une des inventions les plus curieuses est celle du « french feminism », adossé à ce que le monde universitaire américain appelle la « french theory » agglomérant des auteurs masculins aussi différents que Michel Foucault, Roland Barthes, Jacques Lacan et Jacques Derrida. Le discours universitaire américain (sauf exceptions) ne prend aucunement en compte la réalité du féminisme français et de ses théoriciennes contemporaines et le réduit à trois figures que Christine Delphy appelle ironiquement les « trois grâces » ou la « sainte Trinité », soit Julia Kristeva, Hélène Cixous et Luce Irigaray. Dès 1975, à travers citations et traductions, les œuvres – belles et inspirantes au demeurant – de ces trois Françaises résument ce que serait un féminisme français, résolument différentialiste et tourné vers la psychanalyse. Mais si Julia Kristeva s'intéresse aux femmes (*Des Chinoises*, 1975), si Hélène Cixous prône l'idée d'une écriture féminine (« *Le rire de la méduse* », 1975) et développe le Département d'études féminines à l'université de Paris VIII, elles ne s'identifient pas comme féministes. Proches des éditions *Des femmes*, du groupe d'Antoinette Fouque, Psych et Po, elles en partagent la posture, hostile à un féminisme égalitariste* jugé androcentrique. La linguiste et psychanalyste Luce Irigaray en revanche s'identifie comme féministe, critique vivement la « misogynie » de Freud et développe une théorie originale de la différence des sexes*, à travers de nombreux livres, le plus célèbre étant *Speculum de l'autre femme* (1974). Trois écrivaines, dont une seule s'identifiant comme féministe, voilà qui résumerait aux États-Unis le féminisme français. Pour l'historienne états-unienne Claire Moses, ce fait révèle le poids excessif des départements universitaires de littérature (française) dans les *women's studies* et la stratégie de justification adoptée

par les féministes essentialistes américaines, avançant protégées par ce bouclier très chic. C'est une approche exclusivement théorique qui les intéresse, déconnectée du social, et qui relèverait d'une « exotisation-érotisation » de cette facette de la culture française. Une opération d'impérialisme culturel que dénonce par exemple la revue *Nouvelles Questions Féministes* qui y voit une entreprise réactionnaire, antiféministe en ce sens qu'elle fait disparaître du discours non seulement le féminisme, mais les femmes (au profit d'un discours sur la différence, au style « obscur et pédant »).

Ce qui se joue là de manière caricaturale existe aussi ailleurs, de manière plus banale, pour le lecteur ordinaire qui se forge une représentation du féminisme à partir d'un seul livre – il s'en vend beaucoup dans les années 1970, qui surfent sur la vague MLF et/ou partent à la recherche de la féminité. L'une des visions possibles du féminisme est celle d'universitaires planant à un haut niveau d'abstraction et déconnectées des enjeux sociopolitiques de leur temps. C'est une vision déformée, qui laisse hors-champ de nombreuses expressions du féminisme.

OceanofPDF.com

« Il n'y a pas d'art féministe. »

*Y a-t-il une spécificité de la création féminine ? Existe-t-elle...
cette énergie muette gommée par l'histoire ? Verdict des sociétés :
« La femme engendre, elle ne crée pas. » La créativité de la femme
manifeste aujourd'hui cette prise de conscience,
la liberté de choisir la survie même de l'humanité !
Parole, écriture, gestes, pensée arc-boutés contre le discours mâle.
La spécificité EXISTE, se manifeste, témoigne et crée !*

La Spirale, pour le 26^e Salon de la jeune peinture, février 1975

L'art ou le féminisme, il faut choisir. L'art féministe serait atrocement didactique, pauvre et sous contrôle idéologique. Le connaît-on d'ailleurs ? Sans doute pas... Preuve de son peu d'intérêt !

« Pour beaucoup de critiques, il est vrai qu'art et engagement ne font pas bon ménage. Le féminisme ne serait ici qu'une victime collatérale de la Guerre froide et de l'effet glaçant du réalisme socialiste. Il n'en a pas toujours été ainsi. À l'époque de la première vague, le roman à thèse féministe était un mode d'expression légitime ; des femmes peintres et sculptrices s'organisaient entre elles pour exposer leurs œuvres : elles incarnaient l'émancipation en cours et s'approprièrent le statut valorisé de créateur. Aussi étaient-elles médiatiquement associées à la cause féministe même quand elles y étaient personnellement indifférentes, voire hostiles. Leur style de vie libre et bohème renforçait leur image de femmes affranchies. Cette tendance à faire automatiquement des femmes artistes des féministes se poursuivra jusqu'à nos jours, posant de réels problèmes d'image aux femmes concernées, craignant toujours d'être réduites à cette étiquette, généralement négative.

C'est vrai par exemple du cinéma français, dans lequel les femmes représentent aujourd'hui 10 % de l'ensemble des réalisateurs (c'est peu, mais beaucoup plus qu'ailleurs). Les rapports des réalisatrices françaises

avec le féminisme sont compliqués. L'existence d'un festival spécifique – Musidora, créé en 1974, puis le Festival international de films de femmes de Créteil –, suscite des réactions de méfiance. La peur d'être ghettoïsée(s) limite souvent la solidarité avec les initiatives féministes.

On pourrait penser que cette crainte a un rapport avec la position minoritaire que les créatrices occuperaient dans leur domaine. L'exemple de la danse contemporaine, très féminisée, montre que c'est plus compliqué. En danse, depuis les années 1960, la déconstruction du genre* est au cœur des transformations découlant de la rupture avec des codes classiques hypergenrés. Pourtant, si le féminisme, au sens large, est présent comme inspiration, les féministes assumées sont très rares parmi les danseuses et chorégraphes. Aujourd'hui encore, pour la France, Hélène Marquié fait exception. Tandis que le féminisme revisité par la pensée *queer** inspire Cécile Proust, Cecilia Bengolea, François Chaignaud...

Il faut sans doute, pour comprendre les réticences des femmes artistes à se déclarer féministes, prendre à nouveau toute la mesure du stigmatisme féministe et de son poids en France. Car aux États-Unis et en Grande-Bretagne par exemple, les résistances antiféministes apparaissent moins fortes, le monde de l'art est plus ouvert à la question féministe et les théories féministes sur l'art trouvent un climat plus favorable qu'ailleurs pour s'épanouir.

OceanofPDF.com

MUSIDORA
festival international de films de femmes
3.11 AVRIL 1974

ARC musée d'art moderne de la ville de paris
Avenue du Président Wilson - PARIS 16e

CINEMA OLYMPIC
Rue Boyer-Sarrat - Paris 14e

cinéma non stop 11h - 2h du matin



Affiche du festival de cinéma organisé par Musidora en 1974.

OceanofPDF.com

De leur côté, les féministes veulent valoriser l'accès des femmes à la création artistique. Ce féminisme culturel est international et prend des formes très diverses. On peut noter toutefois que l'accessibilité – coût, technique notamment – est un élément à prendre en compte. Pour la création audiovisuelle, les féministes n'investissent pas tant le cinéma que la vidéo. Ce « média vierge », selon Carole Roussopoulos, devenu accessible dans les années 1970, permet de se raconter, de prendre la parole mais aussi de la donner à celles qui ne l'ont pas : les ouvrières en lutte, par exemple. La visée documentaire est essentielle. Offrir d'autres images, d'autres sons, est une manière de résister à l'emprise de la télévision, accusée de sexisme. Dans l'ensemble de la production vidéo militante de l'entre-deux-mai (mai 68-mai 81), la part des femmes comme auteures et sujet est considérable, comme le montre la thèse d'Hélène Fleckinger, *Cinéma et vidéo saisis par le féminisme* (France, 1968-1981). Le 7^e art ne peut ignorer la percée du féminisme et de ses thématiques. Des réalisatrices comme Coline Serreau, des comédiennes comme Delphine Seyrig incarnent la cause des femmes dans cet univers. Mais cet espace d'expression est bien étroit.

C'est le cas aussi dans la chanson. Le grand public connaît par exemple les chansons pour enfants – les fabulettes – d'Anne Sylvestre, et moins ses œuvres féministes. Mise en marge en raison de son refus des conventions qui règlent les carrières, elle reste dans une semi-lumière, au rayon de la chanson engagée. Les textes de cette auteure-compositrice-interprète, ignorée par les grandes radios, par la télévision, disent avec humour le féminisme des années 1970 : « Une sorcière comme les autres » ; « Non, tu n'as pas de nom »...

Dans le domaine des arts plastiques on remarque également l'investissement des femmes, l'impact du féminisme et le maintien de discriminations sexistes, de plus en plus dénoncées, notamment par des collectifs de femmes artistes. En France, dans la seconde moitié des années 1970, des centaines de plasticiennes passent par ces groupes qui les aident à prendre confiance en elles, à exposer, à réfléchir à leur pratique : la Spirale, Féminie-Dialogue, Femmes en lutte, le Collectif Femmes/Art, Art et Regard des Femmes... Toutes ne mènent pas un travail critique sur la vie des femmes ; les techniques sont très variées et vont des nouveaux médias à

la couture, avec souvent l'envie de détourner les matériaux associés à l'oppression des femmes. Une œuvre monumentale réalisée par une centaine de femmes sous la direction de Judy Chicago résume bien cette dimension collective : The Dinner Party (1974-1979) est formé d'une table immense en forme de triangle équilatéral évoquant le sexe* féminin ; 39 couverts y sont disposés, chacun portant le nom d'une femme célèbre, le tout racontant l'histoire du matriarcat, du patriarcat* et de la réaction des femmes à la domination masculine. Sur le carrelage, 999 noms de femmes sont inscrits, accompagnant ce voyage à travers le temps donnant une existence symbolique aux oubliées de l'histoire. Que cette symbolisation passe par la représentation de la vulve a toutefois fait débat et a pu passer pour du néo-essentialisme.

Le monde de l'art est en tout cas un des espaces de la lutte féministe. Combien de femmes dans les grandes expositions ? Combien de récompenses, de prix, d'honneurs pour elles ? Combien leurs œuvres se vendent-elles ? Où sont-elles dans l'histoire de l'art ? Il faut attendre 2005 pour qu'une femme représente la France à la Biennale de Venise : Annette Messager, qui sera aussi la première à obtenir le Lion d'or du pavillon français. Parmi les artistes reconnus sur le plan international, on dépasse difficilement 15 % de femmes. À la fin des années 1980, aux États-Unis, les Guerrilla Girls, groupe de femmes artistes anonymes portant dans leurs interventions publiques des masques de gorilles, ont dénoncé ces discriminations sexistes (et racistes), révélant par exemple qu'il n'y a que 5 % de femmes parmi les artistes exposés au département d'art moderne du Metropolitan Museum de New York (tandis que 85 % des nus sont féminins). En France, la part des femmes n'est pas plus importante, ce qui donne un grand retentissement, en 2009-2011 à l'exposition « elles@centrepompidou. Artistes femmes dans les collections du musée national d'art moderne » qui, avec l'accrochage de 350 œuvres de 200 artistes, annonçait « un nouveau regard sur l'art »... Une initiative bien tardive, et plus remarquée que la première tentative qui avait eu lieu en 1997 au Magasin. Centre d'art contemporain de Grenoble avec l'exposition « Vraiment, féminisme et art », pour laquelle la critique d'art Laura Cottingham avait découvert le « mouvement d'art féministe » en France, inconnu de l'autre côté de l'Atlantique. Il aura fallu du temps pour que les questions soulevées par le féminisme soient reconnues comme une inspiration majeure de l'art contemporain. Et pour que l'on se demande

même si les artistes avec leur langue propre n'ont pas anticipé ces questionnements sur l'oppression, la libération, la mascarade des genres...

Annette Messenger : « On m'a traitée de folle »

« Féministe, Annette Messenger détourne les objets domestiques comme autant d'étendards. Elle s'expose à Paris. Et parle à *L'Express*.

Elle défigure les femmes sur papier glacé des magazines, brode des proverbes machistes, raye les yeux des enfants, photographie des braguettes d'homme à leur insu dans la rue... Dès le début des années 1970, Annette Messenger construit ses œuvres autour du quotidien des femmes, explorant leurs révoltes, leurs peurs et leurs fantasmes, avec des bouts de tissu, des crayons de couleur, des images trafiquées. Un pied de nez au grand art. Depuis, la "bricoleuse" s'est tournée vers le monde, dessinant à coups de ciseaux des chimères cauchemardesques, dressant des piques d'acier qu'elle hérissé de poupées démantibulées et de peluches encapuchonnées : "Trop de barbarie, tant de révoltes", explique-t-elle. Le musée d'Art moderne de la Ville de Paris retrace le parcours de cette féministe dans une rétrospective qu'elle a intitulée, par autodérision, "Faire parade", et qui voguera ensuite du Museum of Modern Art de New York à l'Art Institute of Chicago et au Los Angeles County Museum.

L'EXPRESS : Pourquoi avez-vous toujours affiché votre statut de femme ?

ANNETTE MESSAGER : Au départ, je me sentais dévaluée en tant que femme artiste. Dans le contexte des années 1970, j'avais d'autant plus envie de mettre en évidence cette dévalorisation. Et j'ai fait de cette condition le propos de mon travail. Je me suis donc forgé des identités successives, comme autant de facettes d'une existence féminine : "femme pratique", "amoureuse", "collectionneuse".

— À la peinture vous avez préféré l'utilisation des objets dérisoires de la vie quotidienne.

— Je suis une féministe, mais pas une militante. À la dénonciation directe je préfère les chemins de traverse. Je me suis donc servie des éléments traditionnels de notre culture : des objets pouvant appartenir à l'univers de la maison, matériaux considérés comme des attributs féminins. N'allez pas en conclure qu'il existe une écriture féminine. C'est une question de sensibilité.

— Vos œuvres ont été critiquées.

— On m'a traitée de folle, de sorcière, de guerrière, de putain, de garce. À la vue des photos d'enfants aux yeux rayés, on m'a agressée. Aujourd'hui encore, on ne comprend

pas forcément pourquoi moi, femme, j'ai brodé des proverbes machistes.

— Le féminisme n'est-il pas un combat d'arrière-garde ? La condition des femmes a quand même évolué, depuis les années 1970.

— Oui, bien sûr. Quand j'ai débuté, le milieu artistique était presque exclusivement masculin. Depuis, la proportion de femmes a augmenté. Pourtant, les préjugés ont la peau dure. Une femme artiste est d'emblée suspecte : on m'interroge sur ma vie privée, on me demande si j'ai des enfants. Les femmes écrivains sont mieux acceptées, sans doute parce qu'elles ont hérité d'une tradition et que l'écrit est de l'ordre du journal intime. Contrairement à elles, les artistes s'inscrivent plus directement dans un processus commercial. Les galeristes doivent d'ailleurs affronter les réticences des collectionneurs, qui hésitent toujours à acheter des œuvres féminines. Les femmes n'appartiennent pas à l'histoire de l'art. Aux États-Unis, on ne s'interroge pas sur le sexe d'un artiste.

— Les femmes artistes suscitent moins de questionnement, aux États-Unis ?

— Il me semble. On croit la France émancipée sous prétexte que c'est le pays de Simone de Beauvoir. On oublie que les Français restent des Latins imprégnés de culture catholique. Aujourd'hui, aux États-Unis, à cause de la défense des minorités, il est même préférable d'être une femme artiste ou un artiste gay. Le revers de la médaille, ce sont les excès : des expositions doivent fermer sous prétexte qu'elles ne présentent pas suffisamment d'œuvres de femmes. Mais il est réconfortant de voir maintenant des hommes artistes, comme Felix González-Torres ou Mike Kelley, reprendre les combats féministes. Ils commencent à travailler avec des tissus, des rideaux, des peluches. Ça prouve que ce ne sont pas de purs hasards, mais de vrais courants d'idées.

Annette Messenger, « On m'a traitée de folle » par Annick Colonna-Césari, *L'Express*, 27 avril 1995.

Le corps et la sexualité, sièges des tabous les plus aliénants, y tiennent une place centrale et interrogent la fonction même de l'art et sa valeur. Que veut le public ? Beaucoup de performances le confrontent à son voyeurisme et à sa violence. Emblématique est la performance de Yoko Ono, *Cut piece* (1964), proposant au public de venir sur scène découper ses vêtements, une démarche qui résonne chez Marina Abramovic, s'offrant aux spectateurs autorisés à utiliser sur elle des objets blessants (1974, *Rhythm 0*). Le corps blessé est une image forte de ces performances (Gina Pane : « La blessure est la mémoire du corps : elle représente sa fragilité, sa douleur et donc sa véritable existence. », 1988). Casser la femme objet vendue dans la « société du spectacle » et faire advenir une femme sujet de son désir, aussi

fantasque soit-il : Orlan, avec ses implants et ses opérations de chirurgie esthétique filmées, interroge l'emprise de la norme esthétique. Valoriser le sexe féminin : le vagin, la vulve, ses fluides, comme Carolee Schneeman le fait en sortant de son sexe un parchemin portant des textes féministes, ou Judy Chicago photographiant son tampon juste extrait de son vagin (et lui donnant un nom revendicatif : *Red flag*, drapeau rouge), Valie Export mitrailleuse en main, avec son jean découpé exhibant son sexe, ou Barbara Hammer se filmant en train de se masturber.

Une performance de Valie Export

« *Genital Panic* a été présenté dans un cinéma porno de Munich. Je portais un pull et un pantalon qui laissait voir mon sexe. J'étais armée d'une mitrailleuse. Entre deux films, je disais aux spectateurs qu'ils étaient venus dans ce cinéma-là pour voir des films sexuels, mais que, maintenant, je mettais à leur disposition de vraies parties génitales et qu'ils pouvaient en faire ce qu'ils voulaient. [...] À mesure que je passais d'un rang à l'autre, les spectateurs de chaque rang se levaient lentement et quittaient la salle. Comme ils n'étaient plus dans le contexte du film, cela devenait complètement différent pour eux d'établir un rapport avec ce symbole érotique particulier. »

Valie Export interviewée par Ruth Askey à Vienne en 1979, *High Performance*, livraison 13, vol. 4, n° 1, printemps 1981, p. 80.

La différence sexuelle, qu'elle soit perçue comme une donnée naturelle ou une construction sociale, est nécessairement au cœur de ce qui n'ose se nommer en France « art féministe ». Comment trouver des alternatives aux représentations dominantes, qui sont là pour satisfaire un désir hétérosexiste ? Les chemins du ou des désirs lesbiens ont une réponse à cette question. La remise en cause, également, du primat donné au visuel, la pulsion scopique étant assimilée au masculin, le son (Laurie Anderson), le toucher (l'art tactile) pourraient être des alternatives. De quoi nourrir d'interminables débats sur le genre et l'essentialisme.

LE FÉMINISME

DE LA TROISIÈME VAGUE

OceanofPDF.com

« Le féminisme, c'est dépassé. »

Le féminisme est mort.

Time magazine, 1989

Le féminisme est-il mort ?

Time magazine, 1999

C'est une journaliste états-unienne, Susan Faludi, qui met un mot sur le problème : un *backlash*, un « retour de bâton », correspondant à la vague conservatrice qui a porté au pouvoir Margaret Thatcher en 1979 et Ronald Reagan l'année suivante. Il est alors admis que le féminisme ne sert plus à rien puisqu'il a gagné la guerre. Vieux refrain déjà... En réalité le féminisme se métamorphose. Plus que jamais existent des féminismes, aux conceptions souvent opposées.

La France peut sembler à contretemps. Longtemps dans l'opposition, la gauche accède au pouvoir en 1981. Un ministère des Droits de la femme est créé. Yvette Roudy incarne un féminisme d'État* volontariste (au moins dans ses déclarations) qui veut « déconditionner » les femmes. Mais à l'instar d'autres mouvements sociaux, le féminisme s'affaiblit, intéresse moins les médias et se transforme. Les luttes continuent sous des formes diverses : des réseaux (Ruptures), des émissions de radios (« Femmes libres » sur Radio libertaire), des maisons d'édition (Tierce), le Festival de films de femmes de Créteil, la Maison des femmes de Paris, des revues comme *Les Cahiers du féminisme* (publiés par la Ligue communiste révolutionnaire)...

Les lesbiennes militantes développent leurs propres associations. Investies dans les luttes pour la contraception et l'avortement, elles estiment que le féminisme n'a pas – ou pas assez – remis en cause

« l'hétéronormativité du système patriarcal ». Elles ne se sont en général pas non plus reconnues dans un mouvement homosexuel peu sensible au sexisme et attaché à la sociabilité masculine. Cette affirmation lesbienne est un des éléments du renouveau du mouvement féministe dans les années 1990. D'abord réseau, la coordination des lesbiennes en France (CLF) se constitue en 1997 et participe à de nombreuses manifestations pour les droits des femmes. En 1998, elle avance le terme de lesbophobie* qui permet de désigner l'hostilité vécue par les lesbiennes et de mieux la dénoncer, en montrant qu'elle est le produit d'une double discrimination, sexiste et homophobe. Moins commentée que la gayphobie, la lesbophobie est pourtant une expérience banale qui survient partout : dans la rue, au travail, dans la famille... avec des conséquences qui peuvent aller jusqu'à la perte d'emploi, la rupture familiale, le suicide.

Lorsque la droite revient au pouvoir en 1993, les actions des commandos anti-IVG provoquent une mobilisation en retour des féministes. La CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), créée en 1990, est une sorte de réactualisation du MLAC. Le CNDF (Collectif national pour les droits des femmes) se forme en 1996 avec des associations, des partis, des syndicats... La lutte contre les violences masculines reste d'actualité : l'AVFT (Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail), à l'origine de la loi sur le harcèlement sexuel, continue à conseiller les victimes ; SOS Viol et des centres de femmes battues poursuivent leur travail.

1995 marque un sursaut de la mobilisation militante : une manifestation nationale « pour le droit à l'avortement et à la contraception, pour le droit à l'emploi, pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes, contre la remontée de l'ordre moral » réunit pour la première fois depuis 1982 des milliers de personnes. C'est aussi l'année de la quatrième Conférence des Nations unies sur les femmes, à Pékin, occasion de constater que leur situation régresse dans le monde et que les objectifs fixés par les précédentes conférences n'ont pas été atteints, mais le texte final marque tout de même une avancée en énonçant le principe que « les droits fondamentaux des femmes et des petites filles sont partie inaliénable, intégrante et indivisible de tous les droits de la personne humaine et libertés fondamentales ».

On guette le renouvellement de la cause. Incontestablement, la parité va y contribuer, avec de nouvelles associations et une revendication très forte.

Mais on n'est plus dans la tradition du Mouvement des femmes. Une relève semble naître en 1991 avec les Marie Pas Claire, groupe féministe radical* et non mixte d'étudiantes parisiennes nées dans les années 1970. Mais la non-mixité féministe devient difficile à comprendre pour une génération qui a connu la mixité dès la crèche et l'une des réflexions du féminisme contemporain porte justement sur la possibilité de luttes dans la mixité. Les féministes soixante-huitardes déplorent en tout cas l'absence de transmission aux plus jeunes. Le mot « féminisme » redevient une étiquette lourde à porter. Il est fréquent d'entendre dans la vie de tous les jours cette petite phrase : « Je ne suis pas féministe mais... »

Il y a incontestablement un creux de la vague après les fulgurances du MLF. Mais il ne faut pas l'exagérer et surtout, ne pas négliger les nouvelles associations, les nouveaux médias, les nouvelles sensibilités féministes du tournant du siècle. S'agit-il d'une continuation de la deuxième vague ou de la naissance d'une troisième vague ? En tout cas, c'est l'apparition sur la scène féministe d'une nouvelle génération née dans les années 1970. Elle est déterminée à combattre le sexisme. Mix-Cité mène campagne contre les jouets sexistes. La Barbe dénonce depuis 2008 avec humour l'hégémonie masculine dans les lieux de pouvoir et trouble des assemblées masculines avec l'intervention des militantes pourvues de barbes postiches qui félicitent les organisateurs pour leur sexisme. Les vidéos de ces interventions sont ensuite diffusées sur le site de l'association, fondée par une ancienne militante d'Act-Up, Marie de Cenival et Harriet Hirshorn, venue d'une association lesbienne étasunienne, les Lesbian Avengers. Osez le féminisme naît en 2009 sous la double forme d'un journal et d'une association. Ses militantes, âgées de 20-30 ans, sont proches du Planning familial, du Parti socialiste, de l'UNEF. Ses interventions médiatiques, *via* leur leader, Caroline de Haas, sont remarquées, avec des campagnes telles que « Osez le clito », ou le recueil de témoignages sur le sexisme quotidien (sur le site Vie de meuf).

Ces jeunes associations viennent renforcer l'action menée par les plus anciennes : les Chiennes de garde, apparues en 1999 à l'initiative de l'écrivaine Florence Montreynaud, puis animées par l'humoriste Isabelle Alonso. Il s'agit de dénoncer les insultes sexistes adressées aux femmes visibles dans la sphère publique. Puis La Meute contre les publicités sexistes se forme, distribuant par exemple le prix Macho. Citons le concours de vidéo lancé en 2011 « Buzzons contre le sexisme » qui

s'adresse aux jeunes de 12 à 25 ans. Incontestablement, le féminisme a pris une tournure très antisexiste, ce qui peut donner l'impression que féminisme et antisexisme se confondent. Beaucoup de jeunes, en tout cas, peuvent s'identifier comme antisexistes sans pour autant s'approprier l'étiquette féministe, chargée d'une histoire qu'ils ne connaissent pas ou ne reconnaissent pas comme la leur.

Une autre caractéristique de ce féminisme est le changement d'échelle qui accompagne les mutations économiques, politiques, culturelles de l'époque. Mondialisation, migrations, multiculturalisme, politique européenne et internationale, nouvel ordre économique mondial sous le signe du néolibéralisme et du triomphe du capitalisme financier modifient les conditions de vie et de travail des femmes, ce dont les féministes tiennent compte.

Concernant les politiques d'égalité des sexes*, l'Europe est une instance décisive où se croisent le féminisme institutionnel et la pression militante. Le féminisme est bien organisé à l'échelle européenne. Le Lobby européen des femmes, avec ses 2 500 associations membres, est la plus grande coalition d'associations de femmes dans l'Union européenne. Il a été créé en 1990 et la CLEF (Coordination française pour le lobby européen des femmes) s'est formée l'année suivante. Il n'y a toutefois pas d'unanimité féministe sur l'Europe et lors du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, les divergences ont été grandes.

Depuis l'« année internationale de la femme » en 1975, sous l'égide de l'ONU, des rencontres stimulent les échanges internationaux. Une Commission de la condition de la femme fonctionne au siège de l'ONU à New York et identifie les progrès, les objectifs au niveau national pour chaque État membre, ainsi que des normes et politiques au niveau international pour promouvoir l'égalité des sexes. Cette commission a été créée dès 1946, mais c'est surtout en se dotant d'une Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) qu'elle a gagné en dynamisme, avec la recherche d'États qui en seraient signataires. La France l'a ratifiée en 1983. La féministe et socialiste Françoise Gaspard, bien connue pour son engagement en faveur de la parité, a représenté pendant plusieurs années la France dans cette commission, contribuant beaucoup à faire connaître la Convention. Si les institutions internationales semblent avoir été réinvesties comme enjeux par les féministes, elles sont attendues surtout comme soutiens aux ONG.

C'est une logique internationale et altermondialiste qu'adopte la Marche mondiale des femmes. En gestation à partir de la rencontre des ONG à Pékin en 1995, elle débute en 2000. 6 000 groupes et 61 pays sont impliqués dans cette initiative de la dynamique Fédération des femmes du Québec. La priorité de ce féminisme va à la lutte contre la pauvreté, dont les femmes sont les premières victimes. Certaines propositions sont directement féministes : le partage paritaire du pouvoir politique, l'éradication des violences faites aux femmes, d'autres, générales, amélioreraient la vie des femmes : la taxe Tobin, l'accès aux ressources telles que l'eau, l'annulation de la dette des pays du tiers-monde auraient un impact fort sur l'amélioration de la vie des femmes.

Autre nouveauté des 2000 : l'irruption de la question « raciale », de la racisation, du racisme – de la visibilité des Noirs en France aux controverses sur l'islam, l'islamisme et l'islamophobie. L'opinion publique la perçoit à travers une association très médiatisée, Ni putes ni soumises – NPNS (2003), qui bénéficie immédiatement d'une forte reconnaissance du gouvernement (de droite) mais aussi du soutien de la gauche laïque. NPNS, c'est l'arbre qui cache la forêt plus ancienne des associations défendant les femmes immigrées ou issues de parents immigrés. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans les controverses qu'elle suscite, mais de voir NPNS comme un indice, parmi d'autres, de l'irruption de l'intersectionnalité* dans le féminisme. Car peu après surgit, *via* les Indigènes de la République, un discours violemment opposé au républicanisme laïque de NPNS qui met le féminisme sur le banc des accusés pour racisme. L'idée d'un féminisme islamique progresse.

Ces exemples montrent que ce qui caractérise la troisième vague est la profusion de nouvelles identités culturelles-politiques qui complexifient toutes les questions traditionnelles du féminisme et en posent de nouvelles. Dans les années 1970, le « mouvement des femmes » se fondait sur une identité-femme très discutée mais qui cernait en quelque sorte une condition commune aux femmes. Dans les années 2000, quel est le sujet politique du féminisme ? « Les femmes » pour beaucoup de féministes, mais déjà autre chose, à la lecture de la philosophe Judith Butler (née en 1956), et de son fameux livre, *Gender Trouble (Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, dont il faut éviter d'antidater l'influence car, paru en 1990, il a été traduit en français quinze ans plus tard) : « La théorie féministe a presque toujours tenu pour acquis qu'il existe une identité appréhendée à

travers la catégorie de “femmes” qui non seulement introduit les intérêts et buts féministes dans le discours, mais définit également le sujet pour lequel la représentation politique est recherchée. »

Nous, féministes

Extraits de l'appel avant le second tour de l'élection présidentielle de 2012, à l'initiative d'Elsa Dorlin et d'Eleni Varikas. L'une et l'autre sont philosophes (université de Paris VIII).

« Nous citoyennes et indigènes, immigrées et autochtones, bourgeoises et prolétaires, travailleuses et chômeuses, nationales et naturalisées, européennes et étrangères, militantes et universitaires : filles, mères, ménopausées, avortées ou hormonées, noires, blanches, tsiganes, arabes, musulmanes, juives ou chrétiennes, croyantes, mécréantes, voilées, dévoilées, revoilées, sexy, grosses, anorexiques, valides ou non, *straight*, trans, gouines, *queer**, morales, immorales, amoraux, victimes, putes, épargnées ou enrégées,...

Nous, féministes, filles d'Olympe de Gouges, la demi-mondaine guillotinée pour avoir déclaré nos droits, de Solitude, mulâtresse guillotinée à Pointe-à-Pitre pour s'être élevée contre le rétablissement de l'esclavage, de Mary Wollstonecraft et de sa philosophie authentiquement universaliste*, de Flora Tristan qui défendait “la nécessité de faire bon accueil aux femmes étrangères”, de Fatma N'Soumer combattante algérienne qui prit les armes contre l'armée coloniale, de Louise Michel qui se rangea sans hésiter du côté des Kanaks contre les colonisateurs de son pays, d'Olga Bancik la combattante invisible de la bande à Manouchian décapitée par les nazis, des 230 militantes, résistantes, du convoi du 24 janvier 1943 qui entonnèrent la Marseillaise en franchissant le portail de Birkenau...

Nous, filles, petites filles du MLF et du FHAR ; filles d'Audre Lorde, poétesse, lesbienne, caribéenne, traquant le racisme, le sexisme et l'homophobie jusque dans les rangs des mouvements féministes et des mobilisations antiracistes... Filles de Virginia Woolf, nous dénonçons avec elle la propagande nationaliste qui prend les femmes en otage et prétend les défendre alors qu'on bafoue leurs droits fondamentaux : “En tant que femme, je n'ai pas de pays, en tant que femme, je ne désire pas de pays, mon pays c'est le monde entier...” Notre généalogie ne connaît pas de zones d'ombre : nous représentons cette tradition féministe internationaliste et antifasciste qui s'est historiquement battue contre l'instrumentalisation colonialiste et nationaliste des droits

des femmes et qui a toujours revendiqué l'égalité de toutEs et tous, quels que soient nos conditions, nos papiers d'identité, nos sexualités, nos religions... Nous déclarons que nous ferons tout pour débarrasser le pays du président sortant et appelons toutes et tous à en faire autant pour barrer la route au fascisme qui se répand en France et en Europe. [...]

La conscience de la diversité s'étend à un large spectre de différences. Les problématiques du handicap sont par exemple posées par une nouvelle association (2003), dirigée par Maudy Piot : Femme pour le dire, femme pour agir ; on pense aussi à la grossophobie ou à l'âgisme, sujets de plus en plus sensibles.

C'est dans le champ sexuel que se déploie une large part de la troisième vague. Le contexte est marqué par la lutte contre le sida et des évolutions importantes des luttes gays, lesbiennes, trans qui passent par la lutte contre l'homophobie et la transphobie et la reconnaissance de nouveaux droits. Le pacs, l'homoparentalité, le mariage, l'adoption, l'insémination, la gestation pour autrui alimentent un débat public qui implique les féministes. La « libération sexuelle » prend aussi des formes imprévues : le porno sur Internet, une mode hypersexy, un travail du sexe revendiqué comme travail. Ce qui explique des modes opératoires nouveaux tels que ceux des féministes ukrainiennes de FEMEN qui interviennent seins nus en jouant les soubrettes aguicheuses pour dénoncer le sexisme (affaires DSK ou Berlusconi) et défendre la démocratie ou encore les *Slut Walks* – « marches des salopes », nées au Canada, qui protestent contre la mise en accusation des victimes lors d'agressions sexuelles dans l'espace public et défendent en particulier le droit des femmes de s'habiller comme bon leur semble. La politisation des questions sexuelles, impulsée avec la deuxième vague, se poursuit avec la troisième, mais avec d'autres moyens, en jouant davantage sur l'image et la performance et la dimension mondiale des problèmes qui sont soulevés.



Manifestation de FEMEN à Paris contre l'intégrisme religieux, mars 2012.

OceanofPDF.com

Il est difficile de faire un panorama exhaustif du féminisme des années 2000, fait de multiples associations, souvent locales. Une partie de ce tissu associatif est soutenue par des subventions du Service des Droits des femmes et des collectivités territoriales. Pluriel, pas nécessairement fédéré au niveau national, il forme une nébuleuse complexe. Par ailleurs, le féminisme renvoie à un niveau institutionnel que l'on appelle le féminisme d'État. À Paris et dans les préfetures travaillent des fonctionnaires qui doivent faire vivre les politiques d'égalité et diffuser les informations utiles. Ces structures sont faibles, se sentent toujours menacées dans leur existence et ont des budgets notoirement insuffisants. Le bilan de leur action ne peut dès lors qu'être mitigé. Leur rôle de soutien à la vie associative est en principe important et suit les priorités établies par la structure ministérielle dédiée. Il serait exagéré de parler d'institutionnalisation des associations subventionnées mais la dépendance financière d'associations importantes qui prennent en charge des actions que l'État ou les régions ne peuvent ou ne veulent pas assumer est un facteur de fragilité. L'inquiétude par rapport à la diminution des subventions est récurrente.

La troisième vague se développe dans un contexte technologique et médiatique particulier. Internet et la vidéo ouvrent de nouvelles possibilités. Depuis une vingtaine d'années, des féministes militent pour que les nouveaux outils des technologies de l'information et de la communication soient investis par les femmes. Des théories et pratiques cyberféministes voient le jour (cf. de l'universitaire états-unienne Donna Haraway le *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences – Fictions – Féminismes*, anthologie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan, 2007). Que devient le genre* dans le cyberspace ? Avoir un site, un blog est devenu une évidence de la parole féministe. La vidéo est confirmée dans son efficacité militante : en attestent l'activité du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir, et plus récemment la téléweb Teledébout.org (2010). L'imprimé garde toutefois une place dans ce nouveau panorama. Citons le mensuel *Causette*, « plus féminine du cerveau que du capiton » lancé en 2009. Ou encore les nombreuses revues d'études sur le genre, les femmes, les sexualités.

Ce déploiement d'activités montre que, non, tout n'a pas été gagné et que le féminisme reste nécessaire pour faire avancer l'égalité des sexes,

l'autonomie des femmes et la défense des « acquis » des années 1970 que l'on appelle désormais les « droits reproductifs ». Plusieurs générations sont à l'œuvre. Les militantes du MLF sont devenues dans les médias des « féministes historiques ». Elles sont souvent fidèles aux combats de leurs 20 ans. De plus jeunes femmes, mais aussi des hommes, les ont rejointes. Et une nouvelle vague s'est constituée qui correspond en partie à une nouvelle génération militante et développe ses propres centres d'intérêts, sous le signe de la diversité. Elle est loin d'être homogène. On peut parfaitement douter de la pertinence de la notion de troisième vague : l'accélération de l'histoire nous oblige-t-elle à attribuer une vague à chaque génération ? La génération MLF est toujours présente, elle a activement fêté son anniversaire en 2010. Tous les critères sont-ils réunis pour parler d'une nouvelle vague : cohérence, objectif rassembleur, pratiques et théories spécifiques ? Y a-t-il une rupture franche avec la deuxième vague ? Peut-être pas... mais l'usage croissant de ce terme oblige.

« Slut-Walk à Londres : un lâcher de salopes ! » (2011)

« Hommes affublés d'un soutien-gorge et d'une minijupe, femmes d'âge moyen accompagnées de leur fille, transsexuels hauts en couleur arborant talons aiguilles et boucles d'oreilles fluo, mères lesbiennes et femmes en burqa. Le 11 juin 2011, tous ont arpenté les rues du centre de Londres à l'occasion de la Slut-Walk, ou “marche des salopes”. [...]

C'est à la fois légèrement vêtus et parés pour affronter la pluie londonienne que des milliers d'hommes et de femmes ont défilé [...], depuis Hyde Park Corner jusqu'à Trafalgar Square, en soutien à une cause montante et d'ores et déjà considérée comme les prémisses de la “quatrième vague féministe”. Après s'être propagées dans toute l'Amérique, l'Europe et plus récemment l'Asie [...], ces séries de manifestations font suite à la phrase prononcée par un officier de police canadien, Michael Sanguinetti, alors qu'il animait un atelier de prévention à Osgoode Hall Law School, prestigieuse faculté de droit de l'université de York à Toronto. Selon ses propos, désormais célèbres et qui ont choqué la population canadienne, « une femme ne devrait pas s'habiller comme une salope si elle ne veut pas être victime d'abus ». La première Slut-Walk a été organisée le 3 avril à Toronto et le message est simple : les agressions sexuelles sont des actes de violence commis par leur auteur et ne relèvent pas du fait de la victime. Le style

vestimentaire ou l'attitude d'une femme ne devraient, en aucun cas, excuser les violences exercées à son égard. »

Madalina Pierseca, dans *cafébabel.com*. *Le magazine européen*, 23 juin 2011 (www.cafebabel.fr/article/37956/slutwalk-londreslacher-salopes.html).

C'est en 1992 qu'apparaît l'expression renvoyant à la critique formulée dans la décennie précédente par des féministes afroaméricaines de l'hégémonie du féminisme des classes moyennes blanches (Rebecca Walker, « Becoming the Third Wave »). En 2005, dans une publication québécoise *Dialogues sur la troisième vague féministe*, le début de cette nouvelle vague est situé en 1985 et correspondrait à une étape de la mondialisation du féminisme, dans laquelle les occidentales blanches auraient perdu leur suprématie. Pour la France, la conscience d'un tel changement s'est faite plus tardivement, et en résistant à la qualification de troisième vague.

OceanofPDF.com

« Féminisme = parité. »

*Le débat sur la parité les concerne autant que
les soldes chez Hermès.*

Fadela Amara, à propos des filles des banlieues,
citée dans *Libération*, 15 mai 2002

La parité a marqué l'image médiatique du féminisme des années 1990. La phrase de la fondatrice de Ni Putes ni soumises le prouve, avant qu'elle ne découvre le féminisme dans sa diversité et y trouve accueil pour son association. Cette déclaration montre à quel point pendant quelques années, parité remplace égalité, se substitue à féminisme. Un habit neuf en quelque sorte, dont le féminisme avait bien besoin pour reprendre vigueur. Et cette revendication improbable s'avère très vite populaire dans les sondages.

Improbable pour plusieurs raisons : c'est une demande très radicale, qui surenchérit par rapport aux quotas qui eux-mêmes avaient mauvaise presse, y compris chez les femmes qui craignaient l'image de femme-alibi ou de femmes à la légitimité entamée par ce type de mesure. Quota : le mot faisait penser aux quotas laitiers de la politique agricole européenne... Et puis, en 1982, le PS avait échoué à faire adopter un quota limitant à 75 % le nombre de candidats du même sexe sur les listes dans les communes de plus de 3 500 habitants. La proposition avait été invalidée par le Conseil constitutionnel au nom de l'égalité de tous les citoyens devant la loi garantie par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789.

La parité n'est pas un quota. Elle ne correspond pas au pourcentage de femmes dans le corps électoral, qui est supérieur à celui des hommes. Elle ne correspond pas à celui des femmes actives dans les partis politiques, qui en revanche est inférieur. Mais elle a pour elle l'évidence de cette représentation de l'humanité formée de deux moitiés : les femmes et les hommes.

La parité est aussi improbable dans le noyau dur du féminisme formé de militantes venues aux luttes dans les années 1968. Beaucoup voient les

élections à la manière libertaire, comme un piège et une illusion. Leur féminisme est celui d'une contre-société, allant jusqu'au séparatisme pour certaines. Comment accorder sa confiance à des partis, même contestataires, qui restent dominés par les hommes ? Enfin, pour les féministes les plus farouchement antidifférentialistes*, la parité serait une mesure dangereuse, qui renforcerait l'existence juridique de deux classes de sexe. Même au nom de l'égalité, il s'agit d'un risque que confirment certains discours favorables à la parité au nom de l'harmonieuse complémentarité des différences.

OceanofPDF.com



Affiche pour l'abstention, signée Des femmes du Mouvement de libération des femmes, mars 1973.

Comment l'improbable est-il advenu ? Pour les cinquante ans du droit de vote et d'éligibilité des Françaises, en 1995, le blocage est encore énorme pour les femmes qui ne représentent que 5 % parmi les parlementaires, soit la représentation féminine la plus basse d'Europe après la Grèce. Les féministes actives dans les partis de gauche pointent le problème. Les Verts sont le premier parti à mettre en place cette parité en interne (1988) et pour les candidatures aux élections (1989). L'idée chemine au niveau européen : un colloque du Conseil de l'Europe sur la « démocratie paritaire » a lieu en 1989. À Athènes, en 1992, un sommet européen « Femmes au pouvoir », à l'initiative de la Commission des Communautés européennes, adopte une charte défendant l'idée que « la démocratie impose la parité dans la représentation et l'administration des nations ». En 1992, Françoise Gaspard, Anne Le Gall et Claude Servan-Schreiber, dans leur ouvrage *Au pouvoir citoyennes ! Liberté, égalité, parité*, proposent une loi simple : « Les assemblées élues sont composées d'autant de femmes que d'hommes. » Des associations féminines pour la parité sont créées (1993 : Réseau Femmes pour la parité) ; des associations plus anciennes, qui ne se fréquentaient guère, se retrouvent autour de cet objectif mobilisateur. La mobilisation est forte à gauche, mais la droite s'implique également, quoique plus timidement.

Des féministes « des années 1970 » se convertissent à cette cause nouvelle, après avoir tourné une page de leur passé. En France, leurs luttes ont eu un faible impact sur la vie politique et la représentation des femmes dans les assemblées élues. La traduction de l'autonomie du MLF au moment des élections était l'abstention. Les temps ont changé. Et les anciennes militantes du MLF qui s'opposent à la parité le font plutôt par hostilité à ce qu'elles jugent différentialiste dans cette proposition. Pour celles qui se situent à la gauche de la gauche, la parité ne rencontre pas tant une opposition de principe qu'une opposition sur l'opportunité d'une telle mesure qui détourne l'attention des questions sociales.

La parité séduit des associations féminines anciennes comme l'Union féminine civique et sociale, l'Action catholique générale féminine, la branche française de la WISO (Women's International Zionist Association), le Conseil national des femmes françaises, la Grande Loge féminine de France ou encore l'Union professionnelle féminine. Elle bénéficie

également de l'investissement d'expert-e-s, universitaires qui rendent visibles ainsi (peut-être pour la première fois) un féminisme académique en action, même si les intellectuelles féministes sont loin d'être unanimes (Joan W. Scott le souligne dans son essai sur la parité, paru en français en 2005), le débat public est animé, et même passionné.

Antoinette Fouque et la parité

Antoinette Fouque approuve la parité au nom de l'Alliance des femmes pour la démocratie (d'où sa présence et son élection au parlement européen sur la liste radicale de gauche conduite par Bernard Tapie en 1994). Pour elle, « la parité, ce n'est pas le partage du pouvoir, mais le redoublement du pouvoir faire, le redoublement de la capacité politique d'une force démocratique sur la base d'une hétérogénéité féconde, sur le modèle, non pas naturel mais culturel, de la gestation, modèle d'une éthique charnelle, celle de la capacité d'autre, d'accueil de l'autre. C'est une révolution démocratique dont les femmes sont porteuses. »

Lettre de l'Alliance des femmes pour la démocratie, n° 3, juillet 1994.

Dès 1994, la gauche dépose une proposition de loi paritaire. Aux élections européennes de 1994, six listes, toutes à gauche, sont paritaires. La parité devient un thème de campagne en 1995. Jacques Chirac, élu, met en place un Observatoire de la parité qu'il confie à Roselyne Bachelot-Narquin. Mais c'est le retour de la gauche au pouvoir, en 1997, qui hâte la réforme. Le Premier ministre, Lionel Jospin, est personnellement convaincu et en 1999, la constitution est révisée : « La loi favorise l'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions électives. » La loi dite sur la parité « tendant à favoriser l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux » est votée en 2000 à l'unanimité. Le succès a donc été au rendez-vous sans manifestation de masse, sans organisation centralisée, avec un soutien populaire et des sondages favorables, malgré des objections qui y voyaient une atteinte gravissime à l'universalisme républicain (pour Elisabeth Badinter par exemple qui estime que les pro-parité veulent « changer le système politique » et « imposer la démocratie communautaire des quotas, importée des États-Unis » dans *Le Monde* du 2 juin 1996). On peut attribuer ce succès aux mérites de la mobilisation féministe tout en reconnaissant que le contexte a été porteur. La parité a été ressentie comme

un moyen de rénover une vie politique sclérosée, décevant les jeunes, et coupée de la vie réelle et de la diversité de la société française. Moyen d'améliorer la démocratie pour les un-e-s, la parité est aussi, pour les autres, un moyen de la sauver alors que montent l'abstention et l'extrême droite. Avec le recul, on voit que la France est encore loin d'une situation à l'islandaise où les femmes ont pris les rênes du pouvoir. Les partis qui le peuvent paient de très grosses amendes pour contourner l'exigence paritaire, le Sénat compte en 2012 22 % de femmes, et l'Assemblée nationale 25 %. Au gouvernement, la parité est pour la première fois réalisée (gouvernement de Jean-Marc Ayrault, 2012) mais, comme le rappelle la philosophe Geneviève Fraisse, il est toujours moins difficile pour les femmes de gouverner (d'être nommées) que de représenter (être élues). La révolution paritaire dans les lieux de pouvoirs n'est pas terminée...

En France, on peut tout de même noter l'effet positif de la parité dans la dynamique d'égalité des sexes, même dans le domaine de l'entreprise. Il est politiquement correct d'approuver ou au moins de ne pas désapprouver les efforts mis en œuvre pour corriger les inégalités femmes-hommes. Des politiques publiques sont menées en ce sens. La parité étant peu ou prou assimilée au féminisme, il est dès lors devenu plus difficile de s'afficher antiféministe, même du côté conservateur. La réactivité actuelle des médias sur le sujet montre un réel changement. On voit aussi combien la parité a accompagné la prise de conscience des plus jeunes sur les discriminations à l'égard des femmes – et, partant, des discriminations en général. Dans les lycées, dans les universités, la parité a été un sujet d'exposé, de recherches. Plusieurs thèses remarquables ont été soutenues (Laure Bereni, Éléonore Lépinard...).

« L'Islande donne du pouvoir à ses femmes »

Hanna Thorleifsdóttir, Islandaise directrice du Département des études nordiques à l'université de Caen en France, nous éclaire sur les fonctionnements d'un pays de 320 000 habitants qui passe pour le premier de la classe. Presque un pléonasme pour une nation de cette région du monde... [...]

L'une des candidates à l'élection présidentielle, Thóra Arnórsdóttir, était enceinte au moment de se présenter, et vient d'accoucher en pleine campagne électorale.

C'est un fait assez rare pour être signalé. Comment les Islandais perçoivent-ils cela ?

Il n'y a rien d'étrange dans le fait qu'une jeune maman participe à des élections. D'ailleurs c'est quelque chose de tout à fait anecdotique dans l'île, puisque les Islandais ont eu au pouvoir pendant seize ans, entre les années 1980 et 1990, une femme présidente. Il faut aussi noter que Vigdís Finnbogadóttir, c'est son nom, fut la première femme au monde à être élue au suffrage universel. [...]

Autre fait assez étonnant, le Premier ministre actuel, autrement dit la personne la plus puissante du pays, est une femme homosexuelle, situation difficilement concevable dans la plupart des pays de la planète. Est-ce aussi une anecdote pour la population ?

En effet, l'homosexualité de Jóhanna Sigurðardóttir est strictement sans importance pour nous. À vrai dire, cela ne semble interpeller que la presse internationale ! Et quelques personnages politiques étrangers au passage. Récemment, des parlementaires des Féroé ont refusé de la rencontrer alors qu'elle était invitée à un déjeuner dans l'archipel, ce qui a créé, comme vous vous en doutez, un petit incident diplomatique...

Dans les pays nordiques, la place des femmes et la considération qui leur est accordée semblent plus enviables que dans de nombreux pays du monde. En politique, par exemple, elles sont très présentes. Y aurait-il une explication culturelle à cela ?

Je ne suis pas sûre qu'il faille chercher à tout prix une cause d'ordre culturel. Nous sommes amenés à nous débrouiller très tôt. Dans une petite société chacun compte. Mais certains perçoivent dans ce phénomène l'influence des anciennes structures sociales vikings. Au Moyen Âge, les femmes n'avaient pas un rôle public très déterminant, mais elles étaient les maîtresses absolues au sein du foyer. »

Nicolas Poinso, *Les Quotidiennes*, 23 mai 2012
(www.lesquotidiennes.com/societe/femme-islande).

Enfin, la parité a un impact sur le féminisme lui-même. Le féminisme d'État* se trouve renforcé, ainsi que la place des partis politiques dans le débat public sur les questions féministes. Les femmes politiques ont gagné en influence et en visibilité. Le rôle de l'Observatoire de la parité est important : il réalise des bilans, des études, formule des recommandations... Fortement identifiée au féminisme dans les années 1990, la parité en donne une image très politique qui peut sembler coupée des réalités sociales. Kahina Benziane, l'une des initiatrices de la Marche des femmes des

quartiers pour l'égalité et contre les ghettos qui s'est formée après l'assassinat de sa sœur déclare à Matignon où elle est reçue le 8 mars 2003 : « J'ai l'impression qu'on a deux catégories de jeunes femmes, de femmes, celles qui se battent pour la parité, et celles qui se battent pour survivre, celles qui habitent les cités. » (20 heures de France 2). La parité, qui avait porté l'attention sur les femmes en bloc, comme groupe, avec une approche très quantitative, va laisser la place progressivement à des modes d'action différents, plus symboliques, à des questionnements sur les inégalités entre femmes... Allant de soi dans le discours pro-parité, le primat de la différence des sexes par rapport à d'autres distinctions sociales est remis en cause dans les années suivantes, qui connaissent une recrudescence du racisme mais aussi de la paupérisation.

OceanofPDF.com

« Le féminisme est de gauche et laïque. »

*L'avancée de la démocratie se mesure au respect
de la laïcité et de l'égalité entre les femmes et les hommes. [...]*

*La gauche communautariste, abusée par un antiracisme
dévoyé renforcé par le discours victimaire
des intégristes [...] ferme les yeux sur les atteintes aux droits
des femmes. Laisserons-nous l'obscurantisme menacer ces libertés
qui sont le fruit de luttes historiques ?
Seule la laïcité, féministe et républicaine, peut répondre
à l'offensive des intégrismes.*

Manifeste laïque, féministe, républicain, le 1^{er} mai 2005

Depuis ses origines, le féminisme se situe presque naturellement à gauche, cette gauche caractérisée comme le parti du mouvement, de la transformation sociale, opposée à des courants de droite définis comme conservateurs, voire réactionnaires. Par ailleurs, l'engagement féministe est très souvent conjoint à des engagements associatifs, politiques et syndicaux allant dans le sens de l'égalité, de la justice sociale, de la défense des droits humains, des minorités... En lien étroit avec ce positionnement progressiste, le féminisme est supposé laïque et bien représenté dans la mouvance qui défend la laïcité. Mais est-ce si simple ? La gauche peut se montrer antiféministe ; et il existe des féministes de droite. Le camp laïque peut entrer en conflit avec le féminisme ; le féminisme peut prendre des déclinaisons religieuses, compatibles ou pas avec la laïcité à la française.

En réaction à l'antiféminisme de gauche, Robin Morgan, fondatrice de WITCH, déclare le 9 février 1970 : « Women are the real left. » Les femmes (en mouvement) sont la vraie gauche : sous-entendu, la gauche trahit son idéal en négligeant la cause des femmes. Si la plupart des féministes se sentent de gauche, elles ne ménagent pas la gauche. De multiples slogans dans les manifestations du Mouvement de libération des femmes en

témoignent. Les femmes doublement engagées comme militantes sont bien placées pour observer les insuffisances des partis de gauche. La socialiste Yvette Roudy par exemple éprouve le besoin de créer en 1992 l'Assemblée des femmes, pour la promotion des femmes en politique. Elle critique son propre camp, le Parti socialiste. Un peu plus tard, Lionel Jospin aura une petite phrase indiquant qu'il est évidemment féministe puisqu'il est de gauche. La gauche a depuis longtemps des associations féminines qui relaient en partie la dynamique féministe à l'intérieur des partis. Le Parti communiste a ainsi eu l'Union des femmes françaises (1944), devenue en 1997 Femmes solidaires (lié à *Clara Magazine*), se revendiquant du féminisme. La famille gaulliste s'y est mise avec Femmes Avenir (1965) tandis que la démocratie-chrétienne bénéficiait d'actives équipes féminines. Il n'en demeure pas moins que pour la gauche, « le féminisme est par essence une idée de gauche » et que quand il se manifeste à droite, il ne s'agit que d'une récupération tactique, souvent doublée d'une grave *incompréhension* de ce qu'est réellement le féminisme.

On peut enregistrer toutefois de petits changements à l'heure de la troisième vague. Le contexte y est pour beaucoup. Des femmes politiques de gauche et de droite ont éprouvé le besoin de s'unir pour faire progresser la place des femmes dans la vie politique (« Manifeste des dix pour la parité » dans *L'Express* en 1996). Des causes communes existent et la dénonciation du sexisme vient de l'intérieur de chaque parti. À droite, Roselyne Bachelot-Narquin s'est illustrée par la vigueur de ses réactions.

Il n'existe pas de ligne unique d'un féminisme de droite (pas plus qu'il n'en existe une à gauche), mais une pluralité de groupes, de prises de positions individuelles, de sensibilités recoupant les divers courants de la droite. Il est donc un peu schématique d'avancer que le premier serait plus différentialiste* que le second, même si ce n'est pas faux. « L'égalité dans la différence », dont se réclame par exemple Simone Veil, reflète bien cette sensibilité. Lydia Guirous, militante sarkozyste et fondatrice de l'association Future, au féminin, a un positionnement différentialiste : son féminisme veut faire entendre une voix féminine, supposée différente. La posture libérale* a un certain nombre de conséquences telles que le refus de la « victimisation » des femmes, au point de prétendre que le sexisme n'existe pas... La limite de ce féminisme déclaratif est vite atteinte. Citons par exemple les deux députées UMP membres de la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale qui ont *dénoncé la dénonciation* du

sexisme des députés dans les médias, en 2011 (Bérengère Poletti et Valérie Boyer). Ou Lydia Guirous qui prétend que le 8 mars – « journée de la femme » – « continue à entretenir la victimisation des femmes dans la société et la stigmatisation des hommes. Si le mouvement féministe était aussi égalitaire qu'il le prétend, il devrait également promouvoir une journée de l'homme » (2012). Tout en se disant féministe, Future, au féminin, s'en prend aux féministes. Ainsi, le scandale des prothèses mammaires défectueuses est une « défaite du féminisme » qui n'a pas permis aux femmes d'assumer leur corps. Les femmes sont toujours « victimes de leurs propres turpitudes ». À ce niveau de négation de la domination masculine, on est en droit de se demander s'il n'y a pas usurpation de l'étiquette féministe. Vraies, fausses féministes ?

Les féministes de droite procèdent à une célébration appuyée des réussites féminines dans tous les domaines, qui dessine en creux une vision méritocratique du social. On a là un salto par rapport au passé. La droite et l'extrême droite récupèrent « l'indifférence au sexe* » – au nom de l'égalité – tandis que la gauche estime qu'il faut prendre en compte la variable genre* et pourquoi pas entreprendre des politiques d'actions positives (*affirmative action*) pour pousser la promotion des femmes à mérite égal avec les hommes. La notion d'indifférence au sexe fut longtemps une position radicalement féministe puisqu'elle impliquait de détacher la femme de son rôle familial pour la reconnaître comme un individu. Cette façon de voir rencontrait une vive hostilité chez les conservateurs, familialistes et anti-individualistes par principe.

La posture libérale de droite a des conséquences également sur le plan socio-économique : le droit au travail des femmes est équilibré par le rappel des devoirs maternels et surtout, l'État ne doit pas se faire trop interventionniste. Si le pouvoir économique était mieux partagé, le monde irait mieux. Pour aider les femmes à entrer dans les conseils d'administration, le Women's forum – surnommé le « Davos au féminin », réunit chaque année à Deauville des femmes de très nombreux pays actives dans le monde des affaires. Une initiative lancée en 2005 par Aude Zieseniss de Thuin, une entrepreneure. Le titre de son livre résume son credo féministe : *Femmes, si vous osiez !* (2012). Le féminisme de droite se veut « pragmatique », en opposition au féminisme de gauche perçu comme « idéologique ».

L'une des oppositions majeures entre les deux courants reste la place accordée à l'amélioration du sort de la majorité des femmes, salariées, au chômage ou retraitées. Pour la gauche, l'égalité professionnelle est une des grandes missions historiques du féminisme dont « À travail égal, salaire égal » est un des plus vieux slogans. Or les avancées dans ce domaine sont dépendantes de l'importance que l'on donne au dialogue social tripartite (État, syndicats, patronat) et à la régulation par l'État. Une nette différence se dessine ainsi entre le gouvernement de droite (2007-2012) sans ministre des Droits des femmes, et le gouvernement de gauche mis en place en 2012, qui affiche l'égalité professionnelle comme une priorité. Il faut dire que la différence entre les salaires bruts masculins et féminins dépasse les 25 % et que l'écart se creuse pour les retraites. Le Laboratoire de l'égalité fondé en 2010 se spécialise dans ces questions où il apporte son expertise. Il s'appuie sur un secteur ancien et reconnu de la sociologie dédiée à la division sexuelle du travail, à la condition économique des femmes – autour de Margaret Maruani et de la revue qu'elle a créée, *Travail, Genre et sociétés*. Le genre a en revanche tardé à être pris en compte en économie.

Les inégalités au travail sont bien évidemment aussi un domaine de réflexion et d'action pour les syndicats. En 2010, la mobilisation contre la réforme des retraites a permis une prise de conscience féministe. Dans une perspective libérale, on peut toujours admettre qu'une part de l'inégalité est normale puisqu'elle correspondrait à des choix faits par les femmes (orientation, métiers, temps partiel choisi, interruptions volontaires pour élever les enfants...). Des féministes rétorqueront que ce sont l'éducation, l'organisation familiale et la structure même du marché du travail qui piègent les femmes et les condamnent à des revenus nettement inférieurs à ceux des hommes. Les constats de Brigitte Grésy, inspectrice générale des affaires sociales, dans son *Petit Traité contre le sexisme ordinaire* (2009), sont largement partagés. Et une partie de l'inégalité des salaires (autour de 10 %) ne s'explique pas autrement que par le sexisme.

Il est de bonne guerre (politique, pour la gauche) mais de mauvaise foi (intellectuelle) de nier l'existence d'un féminisme de droite. Pour autant, il s'agit de l'identifier correctement. Or la confusion règne. C'est plutôt bon signe pour le féminisme jugé digne d'être récupéré comme signe de modernité. Mais le signe peut être en complet décalage avec l'orientation politique et peut tromper. Aux États-Unis, Sarah Palin, hostile à l'avortement et à l'éducation sexuelle, se dit féministe. Et selon le

Laboratoire de l'égalité, la candidate du Front national à l'élection présidentielle était en 2012 l'une des personnalités les mieux à même de mettre en œuvre l'égalité femmes-hommes, après François Hollande, mais très près de Nicolas Sarkozy (23 % pour le premier, 14 % pour le deuxième et 13 % pour la dirigeante du FN). Il y aurait un effet de genre qui créerait dans l'opinion un *a priori* positif envers les candidates, et surtout une confusion entre être une femme politique et être féministe. Marine Le Pen peut ainsi passer pour une « nouvelle icône féministe » (www.lexpress.fr, 22 février 2012), ce qu'elle n'est assurément pas (cf. Caroline Fourest, Fiammetta Venner, *Marine Le Pen*, 2011).

**« Droits des femmes : les petits arrangements
de Nicolas Sarkozy », Les droits des femmes passent
par la gauche, 4 mai 2012**

À l'initiative de Caroline de Haas (Osez le féminisme, Parti socialiste), des féministes démystifient le discours du président sortant.

« “La République doit protéger les femmes contre les violences et notamment contre les violences conjugales.”

PROBLÈME. La loi contre les violences faites aux femmes, votée grâce à l'engagement de députées de gauche [...], n'est toujours pas appliquée. Pire, de nombreuses associations qui accueillent les femmes victimes de violence voient leurs subventions baisser chaque année depuis 2007. Certaines sont menacées de fermeture.

“Aucune femme ne doit avoir à choisir entre son projet pro et son choix de vivre une maternité.”

PROBLÈME. En France, en 2011, 50 % des femmes voient leur situation professionnelle changer à l'arrivée d'un enfant contre seulement 15 % des hommes. Pour permettre aux femmes d'articuler vie professionnelle et vie familiale, le seul moyen est de parier sur la parentalité : faire de l'égalité femmes-hommes dans les familles une priorité. En encensant comme il le fait les “mères de famille”, qualifiant même leur rôle de “sacré”, Nicolas Sarkozy montre qu'il a une vision des femmes profondément réactionnaire.

Nicolas Sarkozy : “Je m'étais engagé en 2007 à ce qu'il y ait 200 000 places de crèches et de solutions de garde : c'est ce que nous avons fait.”

FAUX. Le collectif “Pas de bébé à la consigne” rappelle que “c’est en réalité 40 000 places que Madame Bachelot a confirmées” en précisant qu’elles seraient “occupées” par 96 000 bébés. Chaque place, désormais rebaptisée “solution d’accueil”, est donc attribuée à 2,5 bébés, “forçant de nombreuses familles à accepter un accueil à temps partiel.” Le collectif souligne également, concernant les “solutions de garde” dont parle Nicolas Sarkozy que cette augmentation “repose essentiellement sur l’accroissement de la responsabilité des assistantes maternelles par l’élargissement de l’agrément à quatre enfants au lieu de trois”.

Signez l’appel “Les droits des femmes passent par la gauche” et diffusez-le autour de vous ! »

<http://lesdroitsdesfemmespassentparlagauche.wordpress.com>.

En ce qui concerne la laïcité, cette dernière est en France un des identifiants majeurs du féminisme le plus militant, le plus assumé, et ce, depuis la première vague et ses militantes de choc républicaines et franc-maçonnes. Pour elles, la neutralité de l’État, en matière religieuse, garantit les droits des femmes. Allant au-delà de la simple laïcité, qui suppose aussi le respect de toutes les opinions religieuses et philosophiques, un certain nombre d’entre elles sont anticléricales : au début du XX^e siècle, il s’agit pour elles de combattre l’emprise catholique sur les consciences féminines, sur l’éducation, le travail sanitaire et social et le modèle de genre défendu par l’Église : la femme au foyer, le mari chef de famille. Dès cette époque pourtant, on ne peut affirmer que le féminisme est entièrement conquis par la laïcité. Le discours féminolâtre de certains auteurs catholiques fait des adeptes. Par ailleurs, existe déjà la volonté d’interroger les textes et les pratiques des religions monothéistes. Et les protestants vont très loin assez vite en acceptant les femmes au pastorat.

À l’aube du XXI^e siècle, annoncé comme religieux, et alors que le retour aux religions se confirme, comment le féminisme se situe-t-il ? La revue *Prochoix* apporte sa vigilance sur cette question, rappelant combien les acquis récents, tels que la contraception, l’avortement ou le pacs, sont combattus par les intégristes de tous bords religieux. L’Église catholique se montre inflexible, de Jean-Paul II à Benoît XVI, sur tous ces nouveaux droits. En France, Christine Boutin porte ce courant d’idées dans la vie politique. En face, les associations féministes s’y opposent, avec de nouveaux groupes tels que les Panthères roses (nées en 2002). Mais dans le

monde de l'après-11 septembre, et dans une France marquée par la guerre civile qui a martyrisé l'Algérie dans les années 1990, c'est plutôt autour de l'islam et de l'islamisme que s'organise la controverse. La droite au pouvoir depuis 2002, avec un Front national réalisant des scores élevés, récupère des thématiques féministes pour mieux justifier la politique migratoire et bâtir son discours sur l'identité nationale. L'Autre de ces années-là est musulman-e. Son signe majeur est féminin : c'est le voile. Les féministes, qui n'avaient rien demandé, se retrouvent alors dans deux camps opposés, dans une longue controverse à propos de la proposition de loi sur les signes religieux ostentatoires à l'école (loi de 2004), qui reprend avec la burqa (loi de 2011). D'autres sujets tels que les horaires spécifiques pour les femmes dans les piscines, ou les demandes de soins délivrés exclusivement par des femmes, agitent également l'opinion. La laïcité, dont il était peu question depuis les années 1980, revient donc dans le débat, et ce particulièrement chez les féministes.

À propos de la loi de 2004, la laïcité est invoquée comme une nécessité dans l'espace scolaire, dont la neutralité doit protéger les élèves, de plus en plus divers sur le plan de leurs origines et de leur confession. Contre le voile intégral, une nouveauté sur le territoire français, s'élèvent encore de nombreuses voix laïques, guidées par les principes de liberté et d'égalité. Elisabeth Badinter, Ni Putes ni soumises parlent fort. Anne Zelensky, encore plus fort. Avec Riposte laïque (un site créé en 2007), et au nom du danger de ce qu'elle appelle avec l'extrême droite « l'islamisation », elle prône une intransigeance absolue, une priorisation par les féministes de la lutte contre l'islam. Et elle le dit, en tant que « féministe historique » dans un « apéro saucisson-pinard » ultra-nationaliste (18 juin 2010, quartier de la Goutte-d'or à Paris) ou à la tribune des Assises contre l'islamisation de l'Europe, au nom de la Ligue du Droits des femmes, aux côtés du Bloc identitaire (18 décembre 2010, avec une autre féministe, Michèle Vianès, présidente fondatrice de Regards de femmes). Ces alliances sont réprouvées massivement par les féministes, qui distinguent bien islamophobie (terme au demeurant discuté) et lutte contre l'islamisme. Beaucoup d'entre elles, laïques, voient aussi dans ce débat une pure tactique politicienne – les burqas, par ailleurs rares, ne détournent-elles pas l'attention des vrais problèmes économiques et sociaux ? Une manière de passer pour féministe à coût zéro ? Un piège tendu par le pouvoir ? Contre l'argument laïque brandi par les féministes s'élève un nouveau courant, né de l'opposition à

l'exclusion de jeunes filles voilées de l'école : le Collectif des féministes pour l'égalité. Cette mouvance reçoit le soutien de quelques intellectuel-le-s féministes – celui d'une féministe historique, Christine Delphy, de Françoise Gaspard – mais aussi de la Ligue des droits de l'Homme et des Verts, qui, selon la féministe Caroline Fourest, succombent à la « tentation obscurantiste », titre de son essai paru en 2006, un an après qu'elle ait reçu le prix national de la laïcité avec Fiammetta Venner.

G.A.R.Ç.E.S, contre le racisme (2012)

« **Marine Le Pen** : “J’entends de plus en plus de témoignages sur le fait que, **dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel**, ni juif, ni même français ou blanc.” (11 décembre 2010).

Claude Guéant (alors ministre de l'Intérieur) : “**Toutes les civilisations ne se valent pas** [...] celles qui défendent la liberté, l'égalité et la fraternité, nous paraissent supérieures à celles qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes [...]” (4 février 2012).

Être féministe, c'est aussi combattre le racisme

En ces temps de xénophobie décomplexée, nous réaffirmons le positionnement de G.A.R.Ç.E.S en tant que collectif féministe et LGBTQQI* a-partisan, unitaire, radical* et de lutte.

Par conséquent, notre collectif se bat aux côtés de toutes et tous les opprimé-e-s, et combat activement le racisme et les politiques de la droite extrême qui banalisent la stigmatisation et l'exclusion des « Autres », et en particulier des étranger-e-s ou personnes envisagées comme telles, des musulman-ne-s, des minorités de genre et sexuelles, des malades et des précaires. [...]

En tant que féministes, nous avons un rôle particulier à jouer dans le combat contre le racisme ambiant, car le thème du droit des femmes est instrumentalisé pour nourrir la rhétorique raciste et sécuritaire. Pendant cinq ans, la présidence Sarkozy a insufflé un discours islamophobe, en insinuant que les musulmans sont intrinsèquement sexistes. Ainsi, la droite ne s'est souciée de féminisme que lorsqu'il s'agissait de justifier ses politiques racistes. Le résultat de cet amalgame xénophobe est complètement antiféministe puisqu'il stigmatise et exclut avant tout des femmes. L'accumulation de ces

différentes lois (interdiction du port de la burqa, interdiction pour des femmes voilées d'accompagner leurs enfants en sortie scolaire, interdiction pour les assistantes maternelles de porter le voile, même dans le cadre privé de l'exercice de leur travail, etc.) représente une réelle menace pour la liberté des FEMMES. »

<http://collectiffeministe.wordpress.com/2012/04/29/les-luttes-feministes-doivent-faire-barrage-au-racisme-et-a-la-droite-extreme>.

Les arguments féministes sont présents aussi du côté « pro-voile », qu'il s'agisse du droit des femmes à étudier, du droit de porter un signe religieux distinctif, ou d'afficher un signe identitaire plus politique. De ce côté, le rappel du contexte, raciste et postcolonial*, est fortement souligné, dans le sillage des Indigènes de la République (2005). La présence de femmes voilées dans les réunions féministes, notamment à l'approche des manifestations du 8 mars, entretient le conflit. La laïcité masque-t-elle le nationalisme, le racialisme ? L'affaire alimente un nouveau procès fait à la République française, universaliste* en surface, mais refusant sa diversité et excluante dans les faits (ce point de vue est fréquent chez les féministes états-uniennes, cf. Joan W. Scott, dans *The Politics of the Veil*, 2007).

Se dessine aujourd'hui un nouveau courant, le féminisme islamique, dans de nombreux pays du monde (le premier colloque international à ce sujet a eu lieu à Barcelone en 2005). En France, issu de groupes de femmes musulmanes françaises, il est encouragé par le climat propice de la troisième vague, celle d'une critique interne du « féminisme historique », revoyant ses orientations à l'aune des textes sur le postcolonialisme et le *black feminism* (peu connu en France jusqu'à présent), courant qu'incarne bien la philosophe Elsa Dorlin dans le champ universitaire. Le féminisme islamique se réfère aux valeurs des féministes : liberté, autonomie, égalité mais s'inscrit dans le champ religieux. L'une de ses représentantes est actuellement Zahra Ali, une jeune sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales.

Les féminismes d'inspiration religieuse, s'intéressant au commentaire des textes sacrés pour en faire une lecture non sexiste, ne datent pas d'aujourd'hui et ne sont pas nécessairement en désaccord avec le pacte laïque. Le judaïsme, le protestantisme et le catholicisme ont connu et connaissent encore de tels courants. Par ailleurs, des féministes s'intéressent aux spiritualités orientales, ou en élaborent de nouvelles, certaines se

référant à une déesse mère symbolisant un autre rapport que les femmes auraient à la terre et à l'humanité : un rapport nourricier et protecteur. C'est une sensibilité féministe – une mystique féministe – qui n'a pas trouvé beaucoup d'écho en France.

À gauche et laïques ? L'idée reçue n'est pas sans fondements. Pour certaines féministes, le féminisme n'est concevable qu'à gauche et laïque. L'opinion suit. Mais on ne peut ignorer les variantes du féminisme pensées dans d'autres cadres idéologiques et philosophiques. Qui détient le pouvoir de définir le féminisme ? Et de prononcer des exclusions ? Là est la question de fond, qui s'éclaire en analysant les rapports de forces internes à un moment donné dans le champ militant mais aussi intellectuel et médiatique.

OceanofPDF.com

« Les féministes sont des écolos irresponsables. »

C'est une urgence que de souligner la condamnation à mort, par ce système à l'agonie convulsive, de toute la planète et de son espèce humaine, si le féminisme, en libérant la femme, ne libère pas l'humanité toute entière, à savoir n'arrache le monde à l'homme d'aujourd'hui pour le transmettre à l'humanité de demain.

Françoise d'Eaubonne, *Le Féminisme ou la Mort*, 1974

La perspective écologiste-féministe subit souvent la raillerie en France. Accusant les écolos d'être machos, Élisabeth Badinter a ainsi critiqué l'allaitement maternel et les couches lavables qui, selon elle, aggraveraient les inégalités de sexe parce qu'elles seraient chronophages et fixeraient les femmes au foyer au lieu de les porter à l'extérieur vers le monde du travail (*Le Conflit, la Femme, la Mère*, 2010). Le biberon et les couches jetables seraient-elles les seules options féministes ? Comment articuler droits des femmes et conscience environnementale ?

La domination de la nature et la domination des femmes sont indissolublement liées : c'est la conviction de l'écoféminisme*, qui n'est pas consensuelle parmi les féministes. L'arrachement à la nature, au biologique a en effet joué un rôle majeur dans la dynamique du féminisme, dans la filiation des Lumières et du marxisme qui prônaient l'émancipation de l'humain face à la nature. On sait l'importance de la pilule contraceptive – la prise d'hormones de synthèse créant un cycle menstruel artificiel –, permettant (mais aussi symbolisant) la victoire des femmes face à une biologie qui ne serait plus un destin. Sous la contrainte d'un système symbolique opposant toujours de manière binaire le féminin et le masculin, beaucoup de féministes ont rejeté presque instinctivement tout ce qui les réduisait à la nature. Elles ont pour beaucoup critiqué la pensée naturaliste, une forme d'essentialisme légitimant la dichotomie des genres* comme un fait anhistorique, un fait de nature. Voilà qui hypothéquait lourdement les chances du succès d'un combat qui fusionnerait écologie et féminisme.

Sans parler de la sociologie et de la culture de ces urbaines que sont les féministes de la deuxième vague. Pourtant, le contexte change. À la fin des Trente Glorieuses, on commence à mesurer les dégâts du progrès, à s'inquiéter de l'augmentation des cancers, à déplorer la malbouffe, à souffrir de la pollution, à mieux mesurer le risque nucléaire et les conséquences d'un modèle productiviste en perpétuelle quête de croissance et de la société de consommation et de gâchis qui l'accompagne. La sensibilité écologiste s'exprime plus fort, critiquant le postulat marxiste autant que capitaliste que la nature est faite pour être exploitée et pour servir l'humanité.

La naissance de l'écologie politique est contemporaine de celle de la deuxième vague féministe. En 1970, la protestation s'organise contre la construction de deux réacteurs nucléaires à Fessenheim. 1972, c'est le premier ministère de l'Environnement. 1973 : le premier mouvement d'écologie politique en Europe se forme, il s'appelle Écologie et survie. 1974 : le célèbre agronome René Dumont se présente à l'élection présidentielle. L'écologie se développe dans de multiples directions, et les femmes – pas nécessairement féministes – sont actives dans ces luttes qui ont un ancrage local très fort et joignent le geste à la parole (habiter autrement, cultiver autrement, consommer autrement, circuler autrement...). On cite d'ailleurs souvent une femme comme la fondatrice du combat pour la défense de l'environnement : la biologiste états-unienne Rachel Carson qui dénonça l'utilisation des pesticides en agriculture dans *Printemps silencieux*, en 1962. Le terme d'écoféminisme est forgé par l'écrivaine féministe française Françoise d'Eaubonne dans son livre *Le Féminisme ou la Mort* (1974). Le succès du terme est mitigé et sa postérité est surtout contemporaine. Les progrès de la conscience écologiste sont d'ailleurs plus importants parmi les féministes en Allemagne qu'en France. Aux États-Unis aussi où, en 1979, a lieu un grave accident à la centrale nucléaire de Three Mile Island. Les risques ne connaissent de toute façon pas les frontières nationales comme le rappelle en 1986 la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Le lien entre écologie et féminisme relève un peu de l'évidence, en France comme ailleurs. Les militantes sont très présentes dans cette mouvance. C'est une femme, Solange Fernex, qui mène la liste Europe Écologie aux élections européennes de 1979 et elle qui obtient la parité au sein du parti, les Verts, créé en 1984. Mais si l'écologie politique défend des

idées et pratiques féministes, elle n'a pas produit une théorie qui serait parfaitement cohérente et homogène ; elle ne se réfère pas à une maîtresse à penser ; elle doute souvent sur le chemin à prendre. Il faut dire que l'écoféminisme renvoie à des approches et des expériences variées, lesquelles ne sont pas validées par le mouvement féministe qui n'en a pas fait une priorité. Le différentialisme est souvent présent dans l'écoféminisme. Solange Fernex veut voir à travers les femmes une différence qui donne des chances à une alternative : elle les trouve plus réalistes, plus résistantes. Son féminisme porte sur des questions classiques comme la maîtrise par les femmes de leur fécondité, mais pas au nom de la libération sexuelle, simplement pour l'autonomie dont elles ont besoin. « Imprégnées par les cycles lunaires, elles doivent à présent exiger leur place au soleil, non pas pour s'adapter au modèle dominant et servir le patriarcat*, mais pour faire valoir leur différence. » (Discours prononcé en 1999 à Grenoble). Mariée et mère de quatre enfants, elle met en avant la responsabilité des femmes dans « la défense de la vie, de toute Vie », parce qu'elles-mêmes transmettent la vie.

L'écoféminisme prône aujourd'hui l'écoresponsabilité. Ce sont des femmes qui, massivement, accomplissent les gestes écolos du quotidien tels que l'achat de produits alimentaires bio, le tri des déchets, la réduction de la consommation d'eau et d'électricité, utilisent les plantes à des fins thérapeutiques. Avec plus ou moins de connaissances et de zèle. On s'étonne par exemple en France du courant, jugé extrême, (bien mal) nommé « féminivorisme » qui valorise la production domestique par des femmes, selon les besoins de consommation de leur petit groupe familial. Ce courant américain attirerait des femmes très diplômées (ainsi que des hommes) qui ne voient pas ce que leur apporterait, ainsi qu'à leurs enfants, la vie des salariés urbains. Il faut sortir de France, comme l'a fait Coline Serreau dans son film, *Solutions locales pour un désordre global* (2010) pour mesurer l'influence et l'inventivité de l'écoféminisme, très actif hors-Occident, dans les pays qui ont subi en même temps que la colonisation un modèle de développement destructeur et souffrent aujourd'hui encore de la colonisation par d'autres moyens, financiers et économiques.

Observant la révolution verte en Inde, Vandana Shiva (née en 1952), philosophe indienne écologiste, altermondialiste et féministe, et la sociologue allemande spécialiste de l'Inde Maria Mies (née en 1931) ont dénoncé les procédés de l'agro-industrie qui, en déposant des brevets sur les

plantes, ont écrasé les savoirs gratuits et ancestraux des paysannes autochtones sur les graines. Elles montrent les effets pour les femmes des changements économiques et sociaux induits par la monoculture destinée à l'exportation.

Le changement climatique est également un thème important pour l'écoféminisme, car ce sont les femmes qui sont les plus concernées par les effets du réchauffement. Moins éduquées, plus pauvres (70 % des pauvres dans le monde vivant avec moins d'un dollar par jour sont des femmes), elles sont aussi moins mobiles. Dans le bilan d'un récent cyclone au Bangladesh, on dénombrait parmi les morts 5 femmes pour 1 homme. 80 % des réfugiés et déplacés sont des femmes et des enfants. Précarisées à l'extrême, les réfugiées sont surexposées aux violences masculines.

L'écoféminisme ne se contente pas de montrer que les femmes sont des victimes nombreuses et négligées. Il en fait aussi des actrices majeures pour combattre le changement climatique efficacement et durablement. Ce sont des femmes qui, par exemple, ont mis en place un système d'alerte qui a permis dans une ville du Honduras d'éviter les pertes humaines. L'exemple classique est bien sûr la prise en compte du savoir des femmes pour savoir où creuser des puits.

En Europe aussi, l'écoféminisme montre que la réflexion et les politiques concernant l'environnement doivent prendre en compte le genre. On constate ainsi que l'empreinte carbone des hommes est supérieure à celle des femmes : les premiers utilisent des moyens de transport plus chers et plus fréquemment, en raison de leur statut social et de leur pouvoir économique. Mais même à revenu égal, une différence se maintient. Différence encore dans la perception du danger : les Européennes voient davantage que les hommes le changement climatique comme un danger et pensent plus qu'eux à la santé, la famille, la vie quotidienne.

Les femmes se montrent plus conscientes, mais manquent du pouvoir de changer les choses au niveau des recherches et des politiques menées. Les débats sur l'énergie sont toujours très masculins... Et c'est en écoutant les usagères qu'une politique des transports en commun peut être améliorée, avec des arrêts d'autobus possibles entre les stations le soir ; ou la gratuité pour les personnes avec poussettes.

L'écoféminisme, dont la perspective principale est environnementale, combat aussi le surarmement, les lobbies militaro-industriels. La lutte la

plus exemplaire se déroule en Angleterre autour du camp militaire de Greenham Common pour protester contre l'implantation des missiles américains. Elle commence en 1981 à l'initiative d'un groupe de femmes, Women for Life on Earth. L'année suivante, 30 000 femmes viennent sur le site pour entourer le camp en faisant une chaîne humaine. Puis la protestation se fait permanente, avec un campement sur place qui va durer dix-neuf ans. Greenham Common prolonge le combat séculaire des féministes pour la paix entre les peuples, la prévention des conflits armés, le désarmement (d'ailleurs, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, issue du pacifisme de la Première Guerre mondiale, existe aujourd'hui encore comme ONG)... Ce regard particulier, pacifiste, amène à contester que la boussole de l'égalité soit toujours orientée vers les hommes et que l'on puisse célébrer comme une victoire féministe les progrès des femmes dans l'institution militaire ou leur participation à la guerre en Irak. Pour Solange Fernex, il n'est pas réjouissant de « voir Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense nationale [2002-2007], inaugurer des chars, des porte-avions ou des sous-marins [...] ». Dans les milieux dominés par les hommes, les femmes ont parfois tendance à imiter les hommes, elles s'adaptent » (Élisabeth Schulthess, *Solange Fernex, l'insoumise*, 2004).

En matière sanitaire, l'écoféminisme propose des alternatives à la médecine traditionnelle et à l'industrie pharmaceutique. Il y a là un lien fort avec le mouvement pour la santé des femmes né dans le mouvement des femmes états-unien. En 1969, une douzaine de féministes de Boston se réunirent pour mettre en commun leurs expériences corporelles et ce collectif formalisa les échanges dans un livre, *Our Bodies, Ourselves*, en 1971. Ce fut un énorme succès et il fut très vite traduit en de nombreuses langues, dont le français (*Notre corps, nous-mêmes*, 1977). L'objectif est toujours d'aider les femmes à gagner en autonomie, afin qu'elles connaissent mieux leur corps et les moyens de le garder en bonne santé, de le soigner le cas échéant. Il s'agit d'acquérir un pouvoir sur soi et d'échapper au pouvoir médical, considéré comme masculin, en dépit de la féminisation des professions médicales. De vraies divergences opposent ici les féministes de ces milieux professionnels (l'Association des femmes médecins par exemple) et les féministes optant pour l'autogestion de leur santé. Pour ces dernières, Rina Nissim est une référence. Infirmière et naturopathe à Genève où elle a fondé en 1978 un dispensaire pour les

femmes, elle a publié *Mamamelis, manuel de gynécologie naturopathique et La Ménopause, réflexions et alternatives aux hormones de remplacement*. Deux scandales récents en France, le Médiator, médicament utilisé comme un amaigrissant et les prothèses mammaires défectueuses donnent raison aux féministes qui dénoncent les normes corporelles comme une grave nuisance pour la santé des femmes. La contraception hormonale a-t-elle été assez interrogée ? Sa glorieuse histoire a sa face sombre, avec les essais initiaux sur les Portoricaines et l'imposition de contraceptions lourdes dans les départements français d'outre-mer dans les années 1970. Et que dire de l'appréhension générale du vieillissement, de la chirurgie esthétique aux crèmes miraculeuses vendues à des femmes de plus en plus jeunes ? L'un des messages de base de l'approche féministe de la santé est le refus de voir pathologiser les événements de la vie : accouchement, ménopause, vieillissement, mort et d'aiguiser le sens critique des consommatrices influentes que sont les femmes.

L'écoféminisme a un visage plus inattendu, qui relie le respect de la terre à la spiritualité, en particulier le culte d'une déesse-mère protectrice. Starhawk (Miriam Simos, née en 1951) en est la référence par ses écrits et sa présence dans les grandes mobilisations contre la mondialisation. Écrivaine et militante, elle vit à San Francisco. Son livre *Dreaming the Dark* (1982) n'a été traduit en français qu'en 2003 : *Femmes, Magie et Politique*.

Starhawk se revendique sorcière. Elle est proche d'un courant religieux païen, la Wicca, et notamment d'un de ses cultes particuliers, appelé la Wicca dianique, honorant la grande déesse dans des *covens* [groupes de 13 femmes] (le premier fut fondé en Californie en 1971). Les ouvrages de référence sur ce sujet sont ceux de Zsuzsanna E. Budapest (née en 1940) dont le premier livre paraît en 1976 : *The Feminist Book of Lights and Shadows*. Des rites nouveaux ont ainsi été inventés dans les communautés de femmes – les Women's Lands – aux États-Unis. On y célèbre l'énergie sensuelle et sexuelle des femmes, leur force de vie et les liens d'amour qui les unissent les unes aux autres.

Passer par le sacré et les émotions pour défendre la terre détonne un peu au pays de Descartes. Pourtant, à des degrés divers, sous des formes variées, cette sensibilité est présente, par exemple pour l'Alsacienne Solange Fernex dont la foi protestante, l'intérêt pour le bouddhisme et la méditation sur la

non-violence active étayent la pensée et l'action. L'importation de bribes de spiritualité orientale, la redécouverte de la magie, de la sorcellerie sont en revanche souvent critiqués par les féministes et les écologistes se référant à une culture de gauche : l'écoféminisme « politique » entre en tension avec un écoféminisme « spirituel ». Une dichotomie contestable si l'on reconnaît à ce dernier une visée politique : vivre autrement le quotidien et contribuer ainsi à transformer le monde.

OceanofPDF.com

« Le féminisme d'aujourd'hui est mixte. »

L'idée d'une défaite politique n'est pas très enthousiasmante pour les hommes. Du point de vue rhétorique, elle n'aide pas les féministes à « vendre » le féminisme aux hommes. On préfère en général prétendre que le féminisme est également bon pour les hommes qu'il leur permet, par exemple, de découvrir leurs émotions et de se libérer eux aussi du patriarcat qui les aliène et même les opprime en les enfermant dans leurs rôles masculins.

Francis Dupuis-Déri, « Les hommes proféministes : compagnons de route ou faux-amis », *Recherches féministes*, vol. 21, n° 1, 2008

Le retour à une certaine mixité peut caractériser le féminisme contemporain, mais faut-il en faire pour autant une idée reçue ? La rupture théorique et politique, le niveau de l'engagement masculin, la conversion des féministes à la mixité seraient-elles à ce point décisives ? S'interroger sur les hommes féministes, c'est se demander encore une fois quel est le sujet politique du féminisme, au nom de qui et pour qui se fait la mobilisation féministe.

La première association de la nouvelle vague ayant décidé de s'ouvrir aux hommes est Les Sciences potiches se rebellent. Créée à Sciences Po Paris en 1995, elle décide, après des discussions houleuses, d'accepter en son sein des militants de l'UNEF qui veulent participer à la mobilisation pour défendre le droit à l'IVG. Puis Mix-Cité Paris se forme, en 1997 : au départ, un noyau de sept femmes et deux hommes, jeunes, habiles dans la médiatisation de la cause. Fondée en 2000, la Meute contre la publicité sexiste est ouverte aux hommes, de même que le Réseau Encore féministes (2001), le Collectif contre le publisexisme (2001) et Ni Putes ni soumises (2003). Osez le féminisme (2009) fait le même choix. Cette liste n'est pas exhaustive.

Comment cette évolution est-elle présentée ? Quels sont les arguments pro-mixité ? Contrairement aux Sciences potiches, Mix-Cité annonce la couleur à travers le nom de l'association qui consacre la mixité. « Le féminisme est une question politique, de valeurs, de choix de société qui se caractérise par un combat contre les rapports de domination » écrivent Clémentine Autain et Thomas Lancelot, parmi les fondateurs. Et ces convictions transcendent l'identité de sexe et de genre. Il y a aussi une utilité stratégique de la mixité qui permet un nouvel habillage des luttes et donne une preuve tangible d'une attitude qui ne sera pas – plus – « anti-mecs ». Ce choix est également générationnel pour les jeunes des deux sexes qui militent ensemble et trouvent la mixité naturelle parce qu'ils l'ont toujours connue, contrairement à la génération MLF socialisée dans la non-mixité scolaire (la mixité au niveau du collège et du lycée n'a été mise en place que dans les années 1970).

Le sociologue Alban Jacquemart montre que les hommes féministes sont sur-sélectionnés socialement (à l'instar de tous les militants politiques d'ailleurs) ; ils appartiennent aux classes moyenne et supérieure et ont un haut niveau de diplômes. Jeunes, ils sont souvent sans enfants. Le contact avec le féminisme peut venir de leur mère (féministe sinon militante du moins attentive à l'égalité dans ses pratiques éducatives au sein de la famille). Les hommes féministes sont familiers, au départ, du monde des femmes ; ils ont souvent eu des pères absents. Ils connaissent le multi-militantisme, étant actifs dans des réseaux, des partis, des associations de gauche et d'extrême gauche. Ils viennent au féminisme convaincus par des lectures théoriques. L'impact du livre de Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*, paru en 1998, est important. Si le féminisme est réduit à l'antisexisme, leur présence va de soi. L'analogie avec la lutte antiraciste est mise en avant : songerait-on à contester l'engagement des Blancs contre le racisme anti-Noirs ?

Mais ce n'est pas si simple. L'approche humaniste et universaliste de Mix-Cité pourrait créer une mixité relativement tranquille, permettant aux militants de se dire féministes. Mais l'association a du mal à attirer les hommes qui représentent entre 10 et 17 % des effectifs. Signe d'un renouvellement important, la mixité est difficile à concrétiser et n'atteint pas la parité.

C'est sur une autre base que s'organisent en 2002 les Panthères roses, entre féminisme et luttes gays, lesbiennes, trans. L'association attire des

hommes désireux de lutter contre les assignations identitaires, de genre ou de sexualité, au point de rejeter l'identifiant « homme » : « les Panthères roses sont des pédégouines » (tract, 2002). Elles se définissent ainsi (2005) : « Nous sommes une association de gouines et de pédés, à majorité gouine. Nous intervenons et réfléchissons depuis ce point de vue, mais pas seulement car nous sommes aussi SalariéEs, chômeuSEs et précaires, socialement femmes et hommes, noirEs, blancHEs, immigréEs... mais aucunE d'entre nous n'est homme blanc catholique hétérosexuel riche et en bonne santé. » Le sujet politique du féminisme est diffracté, des identités multiples sont prises en compte et des intérêts communs se dégagent dans la lutte contre l'ordre hétérosexiste.

C'est encore un autre positionnement qu'adoptent les hommes proféministes, ainsi autodénommés parce qu'ils refusent de s'identifier comme féministes, qualificatif qu'ils estiment réservé aux femmes, en tant que victimes de la domination masculine. Il s'agirait autrement d'une identité usurpée. Pour en laisser l'exclusivité aux femmes, le mot « masculiniste* » a un moment été envisagé puis, heureusement, abandonné car il désigne depuis longtemps les partisans de la domination masculine et il est maintenant synonyme d'antiféministe. Un Réseau européen proféministe (EuroPRO-FEM) s'est formé en 1998 et semble avoir disparu l'année suivante. Son but était de « déconstruire le masculin comme genre dominant, hégémonique et prévalent » (*Bulletin n° 1*, 1998).

Une autre mouvance se forme sous l'étiquette antipatriarcale. Une première rencontre a lieu en 2003, à l'image d'une initiative québécoise, puis des groupes locaux sont créés à Toulouse et à Grenoble, dans les milieux libertaires, anticapitalistes et antiautoritaires.

Citons encore le Réseau Zéromacho, qui lance en 2011 le manifeste « Nous n'irons plus au bois » et « groupe des hommes de tous âges, origines et conditions, qui refusent de vivre leur sexualité au travers de rapports marchands ».

Différents arguments sont mis en avant pour défendre l'utilité du féminisme des hommes, qu'il se déroule dans un cadre mixte ou pas. On peut estimer que « les hommes sont bons pour le féminisme » car il faut des « traîtres ». Cela déstigmatise le féminisme et aide à comprendre les résistances.

Il est facilement admis que les hommes ont à y gagner ; ils vivraient des vies plus heureuses, de meilleures relations avec les femmes, les hommes et les enfants, pour l'un des spécialistes des *men's studies* aux États-Unis, Michael S. Kimmel. L'engagement féministe serait aussi naturel pour les homosexuels qui comprennent que l'homophobie découle du sexisme. Cette idée que les hommes féministes tireraient pour eux-mêmes des bénéfices de leur engagement est critiquée par celles et ceux qui se demandent ce que cela peut bien avoir de féministe de défendre ainsi le mieux-être des hommes, surtout si cela devient la priorité et le baromètre de l'engagement.

Il est plus difficile d'admettre qu'il y a un travail sur soi à mener, ce qui est possible par exemple dans des groupes de conscience. Certaines conduites individuelles, comme le port de la jupe masculine, l'attestent. Soulignant l'incongruité de ce type d'inversion du genre à leurs yeux, les masculinistes désignent ces hommes féministes sous le sobriquet de pisse-assis. Pour le politiste féministe québécois Francis Dupuis-Déri, le pendant de l'*empowerment* pour les femmes est le *disempowerment*, « c'est-à-dire une (auto) réduction du pouvoir individuel et collectif qu'exercent les hommes sur les femmes, et un (auto) positionnement d'auxiliaire par rapport aux féministes. [...] Ce processus de *disempowerment* serait le résultat d'une défaite politique des hommes devant un féminisme victorieux, au moins à petite échelle et de manière relative, c'est-à-dire d'un rapport de force favorable aux féministes et qui pousse ces hommes à retraiter plutôt qu'à (contre) attaquer » (« Les hommes proféministes : compagnons de route ou faux-amis », *Recherches féministes*, vol. 21, n° 1, 2008, p. 163).

Ce qui pourrait également pousser des hommes à s'engager – et c'est le cas parfois – est la conscience d'avoir à s'opposer à d'autres hommes – les masculinistes – pour défendre leurs valeurs. Ce courant est peu connu et mal structuré en France, mais il est devenu fort au Québec (on le découvre en France avec le film du réalisateur belge Patrick Jean, *La Domination masculine*, 2009). L'acuité de la réflexion sur le masculinisme au Québec n'est pas sans lien avec le crime commis en 1989 par Marc Lépine à l'École polytechnique de Montréal, où quatorze étudiantes furent assassinées au nom de la haine du tueur pour les féministes. Le discours masculiniste circule d'un pays à l'autre : plusieurs pages dénoncent le triomphe du féminisme radical, du multi-culturalisme et de la féminisation de l'homme

occidental dans le manifeste de l'assassin d'Oslo, Anders Behring Breivik (« 2083 : A european Declaration of Independence », 2011).

Le discours masculiniste se banalise sous le masque passe-partout de la « crise de la masculinité » dont les féministes sont rendues responsables. Cette crise se manifeste de multiples manières, des souffrances liées au divorce aux problèmes d'érection, en passant par les prises de risque excessives, l'alcoolisation, la sur-suicidialité... Parfois ouvertement misogyne, ce discours est dans d'autres cas plus subtil parce qu'il a intérêt à composer avec la modernité et les principes d'égalité partout reconnus officiellement. D'où la confusion autour de ce courant qui se veut l'équivalent du féminisme pour les hommes. Un exemple en est donné avec la nomination par le canton de Zurich le 1^{er} juillet 2012 de Markus Theunert comme « délégué aux questions masculines » au Bureau de l'égalité. C'est une reconnaissance officielle apportée au courant masculiniste puisqu'il est le président de Männer.ch, fédération des associations paternelles et masculines en Suisse. C'est d'ailleurs pour garder cette responsabilité associative qu'il a renoncé à son nouveau poste au bout de quelques jours.

Le bilan de l'investissement des hommes dans le féminisme contemporain reste plutôt modeste et bien difficile à apprécier tant les formes du féminisme sont variées et éclatées. Le critère de la participation aux manifestations de rue lorsqu'elles se font à l'appel de larges collectifs incluant des partis et des syndicats ramènerait ce niveau à celui qu'il était dans les premières années du XX^e siècle : un tiers. Celui de leur nombre dans les associations féministes mixtes le fait chuter, de même que celui de la participation aux réunions publiques féministes. Le mot « féminisme » induit encore l'idée d'une question qui est réservée aux femmes et/ou inintéressante pour les hommes. Alors que l'approche comparée suggérée par un intitulé comprenant le mot genre attire davantage l'attention des hommes. La faiblesse de l'engagement féministe masculin contraste en tout cas avec l'importance que les sociétés contemporaines donnent à la parité et à la mixité.

L'injonction actuelle de mixité perturbe le milieu associatif féminin et féministe. De vieilles associations tiennent à leur non-mixité. Ainsi la Grande Loge féminine de France, qui s'est formée après la Seconde Guerre mondiale, tient à sa particularité, mais peut se sentir menacée par le Grand Orient de France qui, après avoir hésité 150 ans, vient de s'ouvrir aux femmes. La modernité serait-elle forcément mixte ? Les réponses

masculines et féminines diffèrent. La situation actuelle de la franc-maçonnerie, avec ses obédiences masculines, féminines et mixtes, est un observatoire intéressant.

La perspective féministe apprend qu'il n'y a pas de symétrie ou d'équivalence du féminin et du masculin, la non-mixité n'a tout simplement pas le même sens pour les hommes et pour les femmes. La non-mixité masculine est une tradition qui a renforcé le pouvoir des dominants alors que la non-mixité féminine a plutôt été réactive, un outil de la résistance féministe. La forte valorisation de la mixité – qui ne fait pas exploser la mobilisation des hommes – a pour effet, bien évidemment, de délégitimer la non-mixité militante. Ainsi, les féministes altermondialistes qui s'organisent en non-mixité dans un « Point G » lors du contre-sommet d'Annemasse (2003) rencontrent l'incompréhension et subissent des marques d'hostilité. Les exemples pourraient ici être multipliés d'associations féministes non mixtes recevant les critiques de jeunes femmes qui trouvent ce principe sexiste.

C'est sans doute dans le milieu lesbien féministe que la non-mixité peut rester à la fois un moyen (de lutte) et une fin (le plaisir de ce type de sociabilité), dans un mouvement qui se renouvelle avec la création de collectifs très divers. La non-mixité à l'époque de la troisième vague ne concerne plus seulement le genre (être une femme, née femme, socialisée comme fille, femme, et, pour les groupes lesbiens, devenue lesbienne, avec ce que cela suppose comme rupture avec la condition de femme et comme conscience politique). La non-mixité peut concerner aussi l'origine et la condition de racisée, et passer par une séparation avec les lesbiennes appartenant au groupe dominant de ce point de vue (toutes ne sont pas accusées de racisme ; mais ce qu'elles ont en commun est de ne pas avoir l'expérience de la condition de « subalterne » et de reproduire, parfois à leur insu, des comportements de domination). On peut citer le Groupe du 6 novembre, créé en 1999 par des « lesbiennes issues des migrations forcées » qui se sentent triplement invisibilisées dans le monde hétérosexuel, gay et lesbien et qui déclinent la non-mixité sur tous les plans (sexe, classe, race). On peut aussi citer le Groupe LDR (Lesbiennes contre les discriminations et le racisme), créé en 2005, qui s'occupe des lesbiennes sans papiers, et revendique le droit à l'exil politique pour les lesbiennes en insécurité dans leur pays. En 2009 se forme Lesbiennes of color (LOCs),

avec des féministes lesbiennes originaires d'Afrique, des Amériques, des Caraïbes, du Moyen Orient, d'Asie.

OceanofPDF.com



Affiche du festival de Cineffable, 1997.

Les controverses sur la mixité se sont compliquées récemment avec la question transgenre. Quel accueil, dans des groupes non mixtes, pour les personnes transgenre ? Le milieu féministe et lesbien n'est pas forcément accueillant avec les *M to F (male to female)*. Le silence qui a accueilli en 2008 le livre de Beatriz Preciado, *Testo Junkie*, relatant son expérience de femme prenant expérimentalement de la testostérone, ainsi que sa réflexion philosophique sur le genre, est un véritable défi lancé au féminisme. Le plus grand défi est lancé par les personnes qui refusent de s'installer dans un genre (et donc aussi dans une orientation sexuelle, cette dernière ne fonctionnant que par rapport à la bicatégorisation). Les hors-genre trouvent leur place dans la troisième vague féministe, dans les milieux trans-pédégouines, qui imaginent des non-mixités à géométrie variable, annonçant des réunions ouvertes – ou fermées – aux meufs, aux trans, aux gouines...

Il n'est pas difficile de repérer (Olivier Fillieule, Patricia Roux [dir.], *Le Sexe du militantisme*, 2009) que les rapports de domination se reproduisent dans les mouvements militants, même quand ces derniers veulent les remettre en cause. C'est pourquoi le regroupement affinitaire-identitaire – si mal vu par le républicanisme français qui en fait du communautarisme – a encore de beaux jours devant lui...

Christine Delphy défend la non-mixité

« La pratique de la non-mixité est tout simplement la conséquence de la théorie de l'auto-émancipation. L'auto-émancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés. Cette idée simple, il semble que chaque génération politique doive la redécouvrir. Dans les années 1960, elle a d'abord été redécouverte par le mouvement américain pour les droits civils qui, après deux ans de lutte mixte, a décidé de créer des groupes noirs, fermés aux Blancs. C'était, cela demeure, la condition :

- pour que leur expérience de discrimination et d'humiliation puisse se dire, sans crainte de faire de la peine aux bons Blancs ;
- pour que la rancœur puisse s'exprimer – et elle doit s'exprimer ;
- pour que l'admiration que les opprimés, même révoltés, ne peuvent s'empêcher d'avoir pour les dominants – les Noirs pour les Blancs, les femmes pour les hommes – ne joue pas pour donner plus de poids aux représentants du groupe dominant.

Car dans les groupes mixtes, Noirs-Blancs ou femmes-hommes, et en général dans les groupes dominés-dominants, c'est la vision dominante du préjudice subi par le groupe dominé qui tend à... dominer. Les opprimés doivent non seulement diriger la lutte contre leur oppression, mais auparavant définir cette oppression elles et eux-mêmes. C'est pourquoi la non-mixité voulue, la non-mixité politique, doit demeurer la pratique de base de toute lutte ; et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte – car il y en a et il faut qu'il y en ait – ne seront pas susceptibles de dériver vers une reconduction douce de la domination. »

Christine Delphy, 8 mai 2006, Fête des 50 ans du *Monde diplomatique* (www.feministes-radicales.org/subaltern-tools/).

OceanofPDF.com

« Le féminisme fait des femmes d'éternelles victimes. »

Quand une femme dit non, ce n'est pas oui, c'est non.

Slogan féministe, 1976

La controverse s'articule autour de la question des violences dont sont victimes les femmes, à commencer par le viol, et aussi le harcèlement sexuel, mais elle englobe également la pornographie et la prostitution. Les violences ont longtemps été tues, cachées, vécues dans la honte. Elles ont longtemps été minimisées, voire autorisées, tolérées. Certains dictons laissent entendre qu'elles étaient encouragées : « Bats ta femme tous les matins, si tu ne sais pas pourquoi, elle, elle le saura. » Le Code pénal a longtemps prôné la mansuétude à l'égard des hommes commettant des crimes dits passionnels. Le tabou a été levé par les féministes et grâce aux victimes qui ont osé parler et porter plainte. En 1980, la loi est révisée, et définissant mieux le viol, permet que ce crime soit jugé en cour d'assises.

Des associations spécialisées se sont formées : le Collectif féministe contre le viol (créé en 1985), la Fédération nationale Solidarité femmes, réseau de dizaines d'associations prenant en charge des victimes de violences, en particulier conjugales. La priorité qu'est la lutte contre le viol pour les féministes traverse les générations : en 2012, un appel aux victimes de viol – « La honte doit changer de camp » – reprenant le principe du manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté et le même support médiatique (*Le Nouvel Observateur*) est lancé par Osez le féminisme, le Collectif féministe contre le viol et Mix-Cité, avec Clémentine Autain, féministe, première femme politique à avoir assumé publiquement le fait d'avoir été violée (cf. *Un beau jour... Combattre le viol*, 2011).

Clémentine Autain et la lutte contre le viol

« Vous avez révélé dans un livre avoir été violée. Pourquoi transformer cette épreuve en cause politique ?

Quand ça m'est arrivé, je n'étais pas féministe. Dans mon esprit, j'avais été victime d'un malade mental, point à la ligne. Et puis on m'a expliqué qu'un lien existait entre patriarcat* et viol. J'ai lu Simone de Beauvoir, Christine Delphy. Je n'étais plus seule dans mon histoire personnelle face à un fou dangereux, mais inscrite dans une histoire sociale, celle des rapports entre les sexes. Le viol est l'expression ultime de la domination masculine. Le placer dans le champ politique, c'est le situer là où l'on peut le combattre. »

Le Nouvel Observateur, 11 juillet 2012
(<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120711.OBS6807/viol-l-appel-declementine-autain.html>).

(<http://tempsreel.nouvelobs.com/viol-le-manifeste/20120711.OBS6807/viol-l-appel-de-clementine-autain.html>) nouveau lien fonctionnel NdNumerisateur

La dénonciation des violences sexuelles, récente, se heurte à des schémas mentaux anciens qui poussent au contraire à les accepter, à les minimiser, ou à en rendre les femmes responsables. Les féministes ne sont plus aujourd'hui seules à agir : de la prévention à la répression, il s'agit d'une politique publique. Des plans de lutte contre les violences faites aux femmes existent. Une Campagne nationale contre le viol a été lancée ; une journée est spécialement dédiée à cette question, le 25 novembre. L'accompagnement psychologique devient un domaine spécifique de la traumatologie et la police est mieux formée à la prise en charge des victimes. Pour les militantes, beaucoup reste cependant à faire.

L'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (dirigée par la sociologue Maryse Jaspard, répondant à une commande du secrétariat d'État aux Droits des femmes) révèle que sur les presque 7 000 femmes âgées de 20 à 59 ans interrogées, 11 % ont subi une agression sexuelle au cours de leur vie. ont subi un viol ou plusieurs viols en France au cours de l'année 1999. Il a fallu attendre le début du XXI^e siècle pour avoir la première véritable enquête sur les violences (*ENVEFF*, La Documentation française, 2003).

Parallèlement, l'actualité internationale attire l'attention sur le viol comme arme de guerre. Sa qualification est finalement reconnue par la Justice internationale. Le Tribunal pénal international pour la Yougoslavie a condamné les viols systématiques commis en Bosnie par des Serbes, depuis 2000. En République démocratique du Congo, des viols systématiques sont

commis près de la frontière avec le Rwanda depuis une quinzaine d'années, malgré la présence de nombreux Casques bleus. L'ONU a réagi tardivement en 2008 avec une résolution du Conseil de sécurité faisant du viol comme arme de guerre un élément constitutif d'un crime de génocide.

Dans le domaine de la prévention, aucune vision consensuelle ne se dégage. Le discours masculiniste récupère ce thème : les féministes en feraient trop, les fausses accusations se multiplieraient, les tribunaux n'auraient plus que ce genre d'affaires à traiter, les peines seraient désormais excessivement lourdes, tandis que l'on aurait, à force d'en parler, convaincu les victimes qu'aucune résilience ne serait possible après un viol et qu'il s'agirait pour elles d'une mort psychique. La perception (sous-entendue déformée) de la réalité peut être pire que la réalité, écrit le masculiniste québécois Yvon Dallaire (*Homme et fier de l'être*, 2001).

Une autre critique est adressée aux féministes, celle d'avoir admis sans recul et sans précaution un discours tout fait sur les violences sexistes dans les quartiers dits sensibles et d'avoir ainsi rendu possible la récupération d'une forme d'antisexisme par l'extrême droite. Les « tournantes » dans les caves des HLM ont ainsi mobilisé l'opinion à la veille de l'élection présidentielle de 2002 qui a permis à Jean-Marie Le Pen de se placer au second tour. Le collectif Ni putes ni soumises, créé en 2003, met en avant le cas de Samira Bellil, marraine du mouvement, qui a publié en 2002 un livre, *Dans l'enfer des tournantes*. Née en Algérie, fille d'un ouvrier et d'une femme de ménage, vivant à Garges-lès-Gonesse, elle relate sa vie de fille soumise à la loi des cités, violée collectivement à plusieurs reprises, la première fois à l'âge de 14 ans et longtemps tétanisée par la peur et la honte, avant qu'elle ne devienne éducatrice en banlieue. On a fait silence sur les tournantes des beaux quartiers et oublié que les viols en réunion commis par des jeunes ne datent pas d'aujourd'hui.



SOUTIEN PROCES DE VIOL - GROUPE FEMMES DE BREST - MARS 81

Affiche féministe sur le viol, Brest, 1981.

OceanofPDF.com

Très active dans la critique du « sexuellement correct » féministe, la juriste Marcela Iacub accuse les féministes d'avoir fait du viol le crime suprême, non pas parce qu'il se passe du consentement qui est à la base de l'ordre sexuel actuel, mais parce qu'il est un crime sexiste, un acte qui prend sens parce qu'il y a une domination masculine. « Si tout consentement donné par une femme dans une société sexiste peut être dominé, il est normal que la notion de viol s'élargisse et que, petit à petit, elle ne signifie plus rien », écrit Marcela Iacub, reprochant aux féministes de nier ainsi la liberté des femmes, tout particulièrement quand elles sont prostituées ou actrices de films porno. Comme l'a bien vu la philosophe féministe Geneviève Fraisse, cette question du consentement est au cœur des controverses féministes. Différentes perceptions du sujet-femme s'opposent en effet, selon l'évaluation que l'on a de l'impact de la domination masculine et des résistances possibles à cette domination. Que des femmes cèdent à la menace, à la violence, ne veut pas dire qu'elles y consentent (« Quand céder n'est pas consentir » : un article majeur de l'anthropologue féministe Nicole-Claude Mathieu publié dans *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, 1991).

Non sans mauvaise foi, Marcela Iacub estime que dans cette logique féministe, les femmes, privées de la possibilité de consentir ou de ne pas consentir, sont fatalement des victimes. Selon elle, les féministes auraient réussi à imposer leur loi. Leur triomphe est pourtant très relatif. Le nombre de refuges pour femmes battues est en nombre très insuffisant. Et pour le harcèlement sexuel, le combat est âpre. À la suite de l'action des féministes et notamment de Marie-Victoire Louis au sein de l'AVFT, il est entré dans le Code pénal en 1992. Beaucoup de peurs se manifestent alors dans les médias, en écho à l'affaire Clarence Thomas vs Anita Hill, vécue comme un psychodrame national aux États-Unis : une jeune professeure de droit, noire, accuse le juge Thomas, lui aussi noir, de harcèlement sexuel, alors que ce dernier était candidat à la Cour suprême où il est finalement nommé malgré ces accusations. C'est le début d'une politisation de l'intime, qui suppose une acculturation, l'apprentissage de ce que signifie ne serait-ce que le terme « harcèlement sexuel ». On parle de guerre des sexes outre-Atlantique qui menacerait de polluer les doux rivages français. La loi protège mieux, en principe. Le Code pénal, révisé en 1992, n'envisage

d'abord le harcèlement que dans les relations professionnelles hiérarchiques. En 2002, il l'étend aux relations entre pairs (« le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende »). Mais la réalité des inégalités entre femmes et hommes demeure, limitant le nombre de plaintes. La définition même du délit est finalement jugée trop floue par le Conseil constitutionnel en 2012. Les féministes le déploraient depuis longtemps, mais de là à suspendre tout recours à la justice, le temps d'adopter une nouvelle loi, il y avait un grand pas, que le Conseil a franchi, provoquant la colère des féministes, avant qu'une nouvelle loi soit adoptée en août 2012.

Il est assez nouveau aussi que soient politisés par des féministes les assassinats de femmes par des hommes jaloux ou éconduits. Le meurtre de Sohane Benziane brûlée vive dans le local à poubelles de la cité Balzac à Vitry-sur Seine (Seine-et-Marne) en 2002 et l'engagement de sa sœur Kahina donnent naissance à Ni Putes ni soumises. L'année suivante, le décès de l'actrice Marie Trintignant victime de la violence du chanteur Bertrand Cantat soulève une vive émotion, mais la mobilisation, plus faible, révèle combien jouent les variables de la classe sociale, de la notoriété et de l'origine dans la perception de tels drames. En 2006, le gouvernement communique sur le sujet. « Tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son mari » titrent les journaux, à l'approche du 25 novembre.

Sur les explications de la violence, il n'y a aucun consensus. Les féministes qui avancent une analyse culturaliste – la domination masculine – sont parfois considérées comme de grandes naïves : comment peut-on rêver au point de vouloir éradiquer la violence ? leur rétorque-t-on. N'est-elle pas inscrite dans la nature humaine ? Ainsi biologisée, elle fait des hommes des êtres naturellement violents et des femmes des proies depuis la nuit des temps. Puritanisme en quelque sorte, encore, que de vouloir civiliser la « bête humaine ». Une négation de notre héritage génétique. Pour Nancy Huston, dont le féminisme prend un tournant très différentialiste (*Reflets dans un œil d'homme*, 2012), les études sur le genre se rendent coupables de la négation de la différence innée entre les sexes, la féminité étant alors caractérisée par la maternité et le sens de protection de la vie.

**Marche silencieuse pour Sofia, contre les violences
faites aux femmes**

« Vive émotion en Seine-Saint-Denis après l'assassinat de Sofia, retrouvée morte à Villemomble le 12 avril 2012. Sofia allait avoir 18 ans, elle est morte asphyxiée et brûlée. Son ex-petit ami a été incarcéré et mis en examen pour assassinat.

Scolarisée à Saint-Denis, Sofia allait passer son bac dans quelques semaines. Elle essayait de se séparer de son petit ami, notamment parce qu'elle subissait des violences. Il ne s'agit pas d'un fait divers, mais d'un meurtre d'une violence extrême faite à une jeune femme, parce qu'elle disait "non". **Sofia n'a fait qu'affirmer son droit de jeune femme à la liberté et au libre choix.**

Toutes et tous, nous sommes concerné-e-s et devons agir ensemble pour faire reculer ces violences. Ce drame doit être dénoncé et ne doit pas être passé sous silence. En France, une femme meurt tous les deux jours du fait de la violence de son compagnon, conjoint, concubin, petit ami ou ex.

Les femmes victimes de violences, celles et ceux qui en sont témoins, doivent pouvoir trouver de l'aide. Cet assassinat met en lumière, une fois encore, la grande dangerosité des hommes violents.

Pour que la liste s'arrête là, les femmes victimes de violences comptent sur nous. Elles doivent être mieux protégées.

MANIFESTONS NOTRE VOLONTÉ D'UNE RÉELLE PROTECTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES DANS LE COUPLE.

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis, *via* son Observatoire des violences envers les femmes, s'est fortement engagé, avec ses partenaires, en mettant en place des dispositifs innovants pour mieux protéger les femmes et les enfants victimes des violences dans le couple. [...]

POUR REFUSER L'INACCEPTABLE ET RENDRE HOMMAGE À SOFIA ET À TOUTES LES FEMMES ET JEUNES FILLES VICTIMES DE VIOLENCES

L'Observatoire des violences envers les femmes du conseil général de la Seine-Saint-Denis, l'association SOS Femmes 93 avec le soutien de la municipalité de Saint-Denis vous invitent à une marche silencieuse le lundi 7 mai 2012 à 18 heures Rassemblement devant la basilique de Saint-Denis (métro Basilique-de-Saint-Denis).

Avec le soutien des associations : Mouvement Français pour le Planning familial 93, Collectif féministe contre le viol, Amicale du nid 93, Femmes solidaires, CIDFF 93, SOS Victimes 93 et du Conseil régional d'Île-de-France. »

Le reproche fait au féminisme de victimiser les femmes n'est pas nouveau. La première vague a connu cette ruse de l'antiféminisme qui consiste à vider de son objet le féminisme parce qu'il défendrait une victime imaginaire. Mais au début du XX^e siècle, la victime n'avait pas la place qu'elle occupe dans la société contemporaine. La démocratisation, l'impact des guerres mondiales et des génocides, le recours de plus en plus fréquent au droit et à la justice ont produit ce que certains auteurs appellent une société de la victime, une société compassionnelle, dans laquelle la condition de l'existence sociale serait le statut de victime. Des intellectuels y voient une déresponsabilisation de l'individu, un risque de concurrence entre les victimes et entre leurs « communautés » d'appartenance.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'idée reçue selon laquelle les féministes « victimisent » les femmes, un terme qui rénove le vieux motif de la guerre des sexes*, bourreaux contre victimes. À cette idée reçue, le petit essai d'Élisabeth Badinter, *Fausse Route*, paru en 2003, a apporté une caution décisive. L'intellectuelle bénéficie en effet d'une couverture médiatique exceptionnelle et s'appuie sur sa réputation de féministe, dans la lignée de l'antidifférentialisme beauvoirien (le livre qui l'a fait connaître, sur la maternité au XVIII^e siècle, permettait une réfutation de l'existence d'un instinct maternel). Sa thèse est que le féminisme a été un « fer de lance » de la « victimisation générale de la société ». Au tournant des années 1990, il serait devenu « victimiste » (« attitude consistant à se définir en priorité comme une victime »). Avantages : faire taire les critiques et abolir les différences entre femmes, toutes victimes de la domination masculine. Le féminisme succomberait à une vision duelle des genres, essentialiste, voire naturaliste, et céderait à des tentations libéricides dans l'espoir vain et dangereux de domestiquer la sexualité, d'éradiquer la violence. Élisabeth Badinter s'oppose au féminisme radical* qui relie violences contre les femmes et domination masculine. Elle estime, comme Marcela Iacub, qu'une simple gifle peut stopper le harcèlement sexuel d'un collègue et trouve outrancier de considérer les victimes de viol comme des « survivantes ». Elle conteste les statistiques données par l'enquête sur les violences. La prise en compte des « pressions psychologiques dans le

couple » la rend « perplexe ». L'addition de violences différentes, de l'injure au viol, mène à un pourcentage élevé de 10 % (alors que les pratiques sexuelles imposées ne concernent que 0,9 % des 7 000 femmes enquêtées). Faire cette addition a-t-il un sens ? Le fait que les médias diffusent des chiffres fantaisistes sur le viol ne peut tout de même pas être reproché au féminisme. Les féministes exagèrent-elles ? Notons que c'est toujours ce qui a été dit d'elles, pour ne pas prendre en compte leur parole.

L'argumentation donne une place de choix à la guerre des sexes étatsunienne et surtout aux « fureurs » de l'essayiste Andrea Dworkin – qui assimile la pénétration au viol – et de la juriste Catharine MacKinnon. Leur donner une telle importance n'est pas très convaincant dans un pays comme la France où ces deux auteures sont peu connues et peu traduites. Surtout, la caricature qui est donnée des États-Unis mérite d'être révisée à la lumière des travaux d'Éric Fassin, qui opère bien le partage entre mythe et réalité, de part et d'autre de l'Atlantique. Comme l'écrit la chercheuse féministe Judith Ezekiel, antiféminisme et antiaméricanisme forment un « mariage politiquement réussi » (*Nouvelles Questions féministes*, n° 17, 1996). La controverse se nourrit de généralisations abusives sur la culture féministe et la culture américaine, généralisations qui nient les oppositions, l'hétérogénéité, la diversité. Le *date rape* en est un bon exemple. Il s'agit d'un terme féministe forgé dans les années 1980 pour désigner un viol commis à l'occasion d'un rendez-vous censé être amoureux. Il va contre le sens commun : comment qualifier la relation sexuelle de viol si la fille (la figure type du débat est l'étudiante) s'est laissé inviter au restaurant, a pris le risque de s'alcooliser, a accepté des caresses ? À la suite de la mobilisation féministe sur les campus fonctionne, des politiques de prévention se mettent en place, mais l'hostilité est grande. Selon Éric Fassin, pour les conservateurs, les féministes croient pouvoir dompter la nature et tout contrôler. Elles méconnaissent l'érotisme élémentaire qui consiste à comprendre que non veut dire oui ! Pour l'extrême gauche, cette « hystérie féministe » masque les véritables violences faites aux femmes pauvres par le capitalisme. Pour la très médiatique Camille Paglia, se définissant comme postféministe*, c'est un nouvel ordre moral que les féministes veulent imposer. Elle prévient : « Abandonner le sexe aux féministes, c'est confier son chien, pour les vacances, à l'empailleur. » Une thèse qui s'oppose frontalement à celle des féministes qui pensent qu'un oui peut être non, car la domination masculine priverait les femmes de la

possibilité de consentir. Le féminisme libéral*, privilégiant une approche juridique, maintient que non c'est non. Pourquoi ne pas imaginer un nouveau code amoureux ? C'est ce que fait en 1993 un *college* [premier cycle universitaire] de l'Ohio à Antioch explicitant ce que pourraient être les étapes d'un consentement mutuel dans la rencontre des corps. Ce texte provoquera une vague de commentaires ironiques en France.

À l'opposé du sentiment qui règne dans certains milieux intellectuels laissant accroire que l'on est entré dans l'ère de la victime – la faute, entre autres, aux féministes – la perception populaire montre que « victime » reste bien un terme dépréciatif, pitoyable, et qu'il devient même dans les cours de récréation une injure très tendance. À l'inverse, on euphémise lorsqu'il s'agit d'agresseurs (couramment qualifiés d'« auteurs » de violence), comme le note Marilyn Baldeck, de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail. La violence masculine est elle-même neutralisée lorsque qu'elle est requalifiée de « violence de genre ».

OceanofPDF.com

« Toutes des mal baisées ! »

*Les féministes, vous êtes des moches, vous êtes des mal baisées,
des pas baisables. (Jean Cau).*

*Bréhaignes stériles et affamées, affreuses, vioques, mal baisées, profs
de philo à la retraite. (Jean Lartéguy).*

Cités par Benoîte Groult, *Ainsi soit-elle*, 1975

Déjà dans les années 1970, il était reproché au féminisme de briser l'élan de la libération sexuelle. La critique venait surtout des milieux de la gauche libertaire. Annie Le Brun, dans *Lâchez tout* en 1977 et dans *Vagit-Prop* en 1990, s'attaquait à une dizaine de féministes médiatiques, les plus différentialistes*, et les accusait d'avoir fait du féminisme un censeur de l'imaginaire érotique. Ces attaques avaient peu de portée : il était alors évident que les féministes avaient grandement contribué à la libération sexuelle en rendant possible la maîtrise de la fécondité et en proclamant le droit des femmes au plaisir. Dans les années suivantes, progressivement et en interaction avec le débat américain sur ces questions, l'image du féminisme va se transformer au point d'être assimilée à du puritanisme. Une idée reçue qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité car pour les tenants d'une morale religieuse traditionnelle, le féminisme reste une entreprise immorale qui déstabilise gravement la famille et la société.

Le procès en puritanisme découle donc d'une posture libérale, voire libertarienne (aux États-Unis, ce courant politique refusant toute intrusion de l'État dans la vie privée est bien représenté chez les défenseurs des armes à feu, les opposants à la vaccination obligatoire, ou encore aux lois encadrant la sexualité). Cette sensibilité est incarnée par l'universitaire Camille Paglia, perçue par de nombreuses féministes comme une antiféministe (voir son livre traduit en 2009 *Vamps et tramps*, sorti en 1994).

En réalité, l'accusation de puritanisme procède par des généralisations abusives car les questions en jeu divisent les féministes. L'accusation de

puritanisme peut ainsi venir de l'extérieur, avec ou sans intentions antiféministes, ou de l'intérieur, avec des clivages très nets allant jusqu'au déni de l'identité féministe de l'adversaire. Ce que fait par exemple l'actrice porno Judy Minx, qui revendique un féminisme radical.

La critique des dérives « puritaines » du féminisme est venue du féminisme lui-même. L'anthropologue féministe Gayle Rubin – la première avoir utilisé le mot « genre » dans un article scientifique – s'est fortement engagée dans le contexte états-unien des *sex wars* déclenchées lors d'un colloque à Barnard College en 1982. Elle note que les critiques concernant la pornographie ont été prépensées, jugées à travers le système de valeurs des féministes de la deuxième vague, et ont fini par représenter pour certaines la quintessence de la domination masculine. La croisade féministe contre la pornographie se met en place à la fin des années 1970 avec *Women against pornography*. Une absurdité égale, pour Gayle Rubin, à l'idée de mobiliser les femmes contre le cinéma, la télévision ou encore le roman. Car pornographie n'égale pas violence ou sexisme même si, bien souvent il s'agit d'une production bas de gamme sexiste et violente. Pour Gayle Rubin, ce militantisme antiporno détourne l'énergie féministe des violences réelles. Le porno sert de bouc émissaire. Cette campagne se conclut d'ailleurs par un retentissant échec. Aux États-Unis, l'arrêté adopté à Indianapolis, plaçant dans l'illégalité les produits à caractère sexuel explicite, sera finalement déclaré inconstitutionnel. Il y a néanmoins menace de privation des libertés sexuelles. Et on peut reprocher aux féministes antiporno de conforter la politique moralisatrice des conservateurs et de n'avoir pas résisté au basculement à droite de toute la société.

**Judy Minx : « Pourquoi les féministes
antipornographie me donnent envie de gerber »**

« C'est par misogynie qu'on relègue depuis des siècles les femmes et leur sexualité au domaine du privé, du tabou, du secret, du caché, du honteux. J'en parle et je le montre et ça les emmerde.

C'est par misogynie qu'on considère qu'une femme est plus respectable si elle se suicide après un viol que si elle s'en sort. C'est la misogynie qui fait qu'on lui intime de ne

jamais s'en remettre, et qu'on ne la croit pas si elle en parle sans culpabilité. J'en parle et j'y survis et ça les emmerde.

On me dit que j'ai pas le droit de me dire féministe, parce que je fais du porno. C'est ces gens-là qui n'ont pas leur mot à dire sur le féminisme, qui n'ont aucune connaissance des fondements théoriques et politiques sur lesquels je fonde mes choix. Les féministes prosexe* (à mes yeux les seules dignes de ce nom) savent que tant que le sexe restera aux marges de la ville, aux marges du discours et du langage, aux marges du cinéma et de la littérature, les femmes resteront opprimées. La sexualité des femmes restera invisible et impensable, les désirs des femmes resteront ignorés, jamais pris en considération, toujours relégués au second plan. La sexualité des hommes restera perçue comme un instinct coupable mais irréprouvable dont l'assouvissement passe trop souvent par la violence, parce qu'elle a été trop longtemps associée à la négativité, à l'animalité. La sexualité des minorités sexuelles restera dangereuse, car l'accès à une information précise et adéquate sur la contraception et la protection des MST nécessite qu'on prenne en compte leurs pratiques et leurs désirs pour mieux cibler la prévention. Lorsqu'une femme parle de sa sexualité ouvertement, lorsqu'une femme exprime ses désirs, est sujet sexuel et non objet sexuel, elle fait un acte de contestation. Elle refuse de mettre ses désirs sous silence et d'attendre bien gentiment qu'on lui laisse la parole. Elle la prend. Lorsqu'une travailleuse du sexe sort le jour, hors des espaces géographiques et temporels marginaux auxquels elle est cantonnée (bois, nuit...), lorsqu'elle parle de son travail sans honte, elle proteste. Et la preuve que ces actes sont des actes de contestation, c'est qu'ils sont réprimés avec une violence terrible, et que bien souvent ils sont forcés au silence. C'est qu'ils sont intolérables, insupportables pour les hommes. S'ils n'étaient pas une menace pour la société patriarcale, pourquoi les hommes et la société en général auraient-ils tant besoin de les oublier, de les cacher ? »

Blog de Judy Minx, 16 janvier 2008
(<http://imsoexcited.canalblog.com/archives/2008/01/16/7578825.html>).

Analysant la rhétorique antiporno, Gayle Rubin souligne le rôle qu'y joue la subculture SM, qu'elle connaît bien et défend avec chaleur. Elle propose de nommer « féminisme » ce féminisme qui fonde sa morale sur les valeurs dites féminines associées aux rôles féminins traditionnels. C'est au nom de ce différentialisme que la pornographie est supposée néfaste pour les femmes. Il s'agit, selon elle, de l'héritage du vieux discours qui prescrivait aux femmes la chasteté.

On peut trouver l'écho de ce féminisme prosexe* dans les livres de Beatriz Preciado, de Virginie Despentes et de Wendy Delorme qui touchent un public assez large en dépit de leur encodage communautaire. Ils allient théorie féministe et *queer**, mêlant des formes diverses : analyse théorique, manifeste politique, autofiction, érotisme, fiction. Le corps y a une place centrale – ce qui n'est pas inhabituel d'un point de vue féministe –, mais il échappe en quelque sorte au sujet et à ses identités. Le rejet de l'identité féminine, produit d'une culture hétérosexiste, va de soi pour la romancière et cinéaste Virginie Despentes qui se situe dès l'ouverture de *King Kong théorie* (2006) : « J'écris de chez les moches, pour les moches, les vieilles, les camionneuses, les frigides, les mal baisées, les imbaisables, les hystériques, les tarées, toutes les exclues du grand marché à la bonne meuf. » Des identités forcément reliées au sexuel, qui retournent le stigmate, et vont dans le sens de la diversité des genres. En talons hauts, maquillée, bas résille, Wendy Delorme estime accomplir une performance de *fem*, réaliser une féminité particulière, qu'elle a choisie, et qu'elle relie à son désir et ses pratiques sexuels. Avec sa théorie de la prothèse et du gode dans le *Manifeste contra-sexuel* (2000), avec sa réflexion sur l'effet de la testostérone (*Testo Junkie*, 2008), Beatriz Preciado donne en quelque sorte des applications pratiques, matérielles aux propositions de Judith Butler. Comme elle, elle espère un « deuil de la politique d'identité ». Cette approche *queer* et féministe n'a rien d'unifié ou d'homogène. Elle prend une tournure polémique et pamphlétaire avec Marie-Hélène Bourcier (voir sa trilogie *Queer zones*, 2001-2011), qui a joué un grand rôle dans la traduction et la diffusion des textes *queer* en France, dans le milieu universitaire et militant (séminaire Le Zoo).

Pour ce courant *queer*, la référence au féminisme demeure. Elle est explicite dans le titre du roman à clé autobiographique de Wendy Delorme, *Quatrième Génération* (2007). « Quel genre de féministe suis-je aujourd'hui, une féministe accro à la testostérone, ou un transgenre accro au féminisme ?? », écrit Beatriz Preciado. Mais la définition même du féminisme, souvent perçu comme défaillant, égaré, dévoyé, indument approprié par divers segments des élites bourgeoises politiques, universitaires, est revue et corrigée. Son sujet est sans cesse interrogé et les enjeux sont repensés à partir des marges, et en particulier des marginalisé-e-s sur le plan sexuel. Le mot, en tout cas, n'est pas enterré par un quelconque

postféminisme*. « Le féminisme est une révolution, pas un réaménagement des consignes marketing, pas une vague promotion de la fellation ou de l'échangisme, il n'est pas seulement question d'améliorer les salaires d'appoint » (Virginie Despentes, *King Kong théorie*).

Le féminisme prosexé a une influence culturelle de plus en plus large. Un magazine comme *Marie-Claire* (septembre 2011) va ainsi consacrer un reportage au porno féministe (à travers le tournage d'un film d'Erika Lust), peu connu en France, mais étudié dans des universités américaines et présenté dans des festivals.

Autre exemple, la mode de l'effeuillage burlesque qui permet à des femmes ordinaires de vampirer, danser, de manière sexy, avec les accessoires idoines, *nippies* et dentelles noires. Esprit ludique et libération sexuelle façon Betty Page (voir le film de Mathieu Amalric, *Tournée*, 2010) se conjuguent pour des femmes qui apprennent à aimer leur corps tel qu'il est, non refait, s'en amusent et s'en excitent. Pour *Libération* (26 avril 2011), ce phénomène est associé à « une nouvelle génération féministe » qui serait en marche.

Sur une autre scène, le succès actuel de la chanteuse de Gossip, Beth Ditto, donne un indice de l'influence du féminisme prosexé, attentif à de multiples formes de discriminations (la grossophobie par exemple). Beth Ditto, à propos de son album *Music for Men* explique à *Têtu* (15 décembre 2010) : « Mon idée était de faire un album féministe. Et que les hommes l'écoutent (rires). Pas seulement les gays, bien sûr. On avait également comme ambition de célébrer la masculinité féminine. Après tout, quel est l'homme idéal ? J'ai ma réponse, pas forcément simple d'ailleurs : mon homme idéal est une femme, et il se trouve que j'aime une femme masculine. »

La France n'a pas connu de *sex wars*. Mais si le contexte y est bien différent des États-Unis, la confrontation de sensibilités est réelle et s'explique largement par des clivages culturels, générationnels, d'expériences de vie. Les milieux lesbiens, très concernés, sont traversés par ces oppositions. Il en va de même dans les milieux anarchistes, écologistes, anticapitalistes... Les adversaires du féminisme prosexé ne sont pas forcément des puritaines attachées à une morale désuète. Elles doutent de la possibilité de renverser par les seules voies de la culture le modèle

patriarcal qui imprègne les commerces du sexe. Elles (et ils) insistent sur le fait que le corps ne doit pas être une marchandise.

L'interpellation du féminisme prosexe est certes radicale, provocatrice, mais n'y retrouve-t-on pas au fond le message d'une association phare du mouvement féministe, le Planning familial ? Lequel se garde de tout positionnement moral, faisant valoir plutôt auprès des pouvoirs publics l'argument de la santé (à propos, par exemple, de l'insuffisante application de la loi du 4 juillet 2011 portant sur l'accès à la contraception, à l'avortement et l'éducation à la sexualité). Affirmer le droit de choisir, c'est aussi créer les conditions les plus favorables qui permettront à un choix libre de se faire.

Geneviève Fraisse à propos de son livre
Du consentement (2007)

« Avec la démocratie, le consentement devint [...] “mutuel” comme on dit, pour le mariage, et surtout pour le divorce. Cependant, la mutualité des “oui” et des “non” entre hommes et femmes est une évidence qui ne nous fera pas oublier la dissymétrie encore affirmée par les dictionnaires : “consentante : ne se dit guère que des femmes”. Ainsi persiste le débat sur la liberté et l'égalité des sexes*, tout en annonçant la polémique à venir qui est désormais la nôtre : peut-on faire du consentement un argument déterminant dans nos décisions publiques et nos comportements sociaux, pour le port du foulard ou l'exercice de la prostitution par exemple ? En bref, est-ce un argument politique ? Un argument politique suppose l'inscription de cet argument dans la représentation d'un monde commun et d'une histoire à venir. Pouvons-nous donc nous contenter d'additionner les libertés individuelles ? En admettant que nous prouvions le bien-fondé politique de cet argument, une “éthique” du consentement, souvent invoqué comme l'organisation sociale des garde-fous d'une sexualité, ou d'une posture liée au sexe, serait-elle suffisante ? Pourrions-nous nous satisfaire d'une question sur l'authenticité du consentement, sur sa transparence supposée possible ou impossible ? Ni l'éthique, ni l'identité ne sont des espaces suffisants pour la réflexion. Le politique requiert autre chose que des règles de bonnes pratiques, et des soucis de définition de soi. Le politique mêle l'individuel et le collectif. Or le mot “consentement” dit aussi bien le geste individuel que l'attitude collective. Alors le politique surgit autrement, dans la tension entre émancipation et domination : dire “oui” ou “non” est un acte de liberté ; dire ni “oui”, ni “non” peut être une attitude de soumission.

Que fait-on du consentement des dominés, et du consentement des dominants à la hiérarchie, à l'inégalité et à toutes sortes de choses socialement désagréables ? Mes deux exemples, port du foulard et exercice du métier de prostituée, ont été volontairement choisis pour mêler les questions, loin de la religion et de la morale. Ce sont des pratiques qui n'engagent pas qu'elles-mêmes ; elles revendiquent, autant que leurs adversaires, la liberté des femmes et l'égalité des sexes. En ce sens, l'affaire n'est ni privée, ni individuelle. Elle est bien politique. Consentir : "sentir ensemble" ?

Le Magazine littéraire, mai 2007.

OceanofPDF.com

« Le féminisme est pour l'abolition de la prostitution. »

*L'émancipation ne peut faire l'impasse sur celles et ceux qu'elle concerne,
leurs expériences, voire leurs paradoxes.*

Catherine Deschamps et Anne Souyris, *Femmes publiques*, 2008

La prostitution n'avait pas passionné les féministes de la deuxième vague, finalement surprises par la mobilisation des prostituées lyonnaises occupant l'église Saint-Nizier en 1975. Il allait de soi que le féminisme était abolitionniste : son histoire s'imbriquait avec celle de la Fédération abolitionniste internationale lancée par l'Anglaise Josephine Butler en 1875 et son idée de base était que la prostitution était un esclavage (la thèse de Christine Machiels retrace ce siècle d'histoire commune : *Les Féminismes face à la prostitution aux XIX^e et XX^e siècles. Belgique, France, Suisse*, 2011).

Les prostituées étaient par définition des victimes, qui méritaient compassion et soutien, mais qui n'avaient pas vraiment droit à la parole. Face à elles, les féministes trouvaient, résolus, les partisans du réglementarisme, un système hérité de l'époque napoléonienne établissant un contrôle de la prostitution et des prostituées, pour des raisons de santé et de sécurité publiques. Ces derniers subirent un double échec après la Seconde Guerre mondiale : fermeture des maisons closes en France en 1946 et à l'ONU, l'adoption de la convention internationale pour la répression de la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui (1949).

Le militantisme abolitionniste ne disparaît pas pour autant. Il y a à faire pour dénoncer la traite des femmes, le tourisme sexuel, la détresse de la majorité des prostituées... Mais les féministes sont désormais confrontées à un discours différent, qui s'appuie lui aussi sur les valeurs du féminisme. Psychosociologue, psychothérapeute et universitaire, Gail Pheterson dans *Le Prisme de la prostitution* (2001) développe cette nouvelle approche théorique et militante (elle est cofondatrice du Comité international pour les

droits des prostituées et organisatrice du Congrès mondial des putains au Parlement européen en 1986). L'une de ses plus fortes propositions concerne le « stigmat » de la prostitution. Pour elle, tant que « putain » sera un stigmat, la libération des femmes sera un échec. La honte sociale associée à cette activité doit cesser. La solidarité entre femmes doit jouer. C'était le sens du slogan « Nous sommes toutes des prostituées » lors de la manifestation du 28 juin 1975 à Paris en soutien aux prostituées lyonnaises. La déstigmatisation semble avoir, depuis, progressé. Les femmes ordinaires qui utilisent Internet pour se prostituer ne se considèrent pas forcément comme des « putes » (mot du trottoir) et préfèrent s'appeler « escort » (ou « escorte »). En changeant le mot, on diminue le stigmat. On assiste aussi, avec les manifestations du STRASS – le syndicat du travail sexuel – à d'autres innovations : la revendication du mot « pute » (banderoles « Fières d'être putes »), notamment.

Il y a bien des féministes qui veulent déstigmatiser le sexe, dénoncer les leurre du sexe gratuit (le mariage classique peut être vu comme une forme de prostitution), envisager la sexualité vénale comme un possible épanouissement sexuel, plus libre car sans engagement affectif... On retrouve ici la figure du mouvement prosexe* Gayle Rubin (cf. *Marché au sexe*, 2002). Selon elle, le danger est du côté des paniques sexuelles qui désignent généralement une minorité sexuelle comme « population-cible ». Or ces paniques qui servent la politique des ultra-conservateurs sont, à ses yeux, encouragées par le moralisme des féministes abolitionnistes.

Viennent en renfort à ce discours des témoignages directs de prostituées. Les écouter : c'est ce que fait Carole Roussopoulos dans *Les prostituées de Lyon parlent* (1975). Citons aussi les récits autobiographiques de Germaine Aziz (1926-2003), devenue journaliste à *Libération* ou de Grisélidis Réal (1929-2005), véritable militante de la prostitution dont elle veut montrer une face positive et même « révolutionnaire » (art, humanisme et science), sans en cacher les aspects sordides. Une association de santé communautaire pour les travailleuses et travailleurs du sexe porte son prénom, à Toulouse, depuis 1999. La santé, avec – élément clé de l'évolution – la nécessité de la lutte contre le sida, est un autre élément de formation d'un nouveau milieu militant (étudié par le sociologue Lilian Mathieu dans *Mobilisations de prostituées*, 2001).

De nouvelles manières de penser et d'agir modifient donc le paysage activiste désormais scindé entre néoréglementaristes, néo-abolitionnistes devenu-e-s prohibitionnistes. Leur dure bataille met en avant, des deux côtés, une rhétorique féministe.

Le néo-réglementarisme, venu des États-Unis et des Pays-Bas, a déclenché un débat international. Les maisons closes sont maintenant légales en Espagne, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Australie... C'est un des arguments de ce courant, en France. Il s'agit aussi de donner des droits sociaux aux prostituées et d'agir sur leur santé ainsi que sur celle de leurs clients (et des partenaires sexuel-le-s de ces derniers). Dans le contexte de l'épidémie de sida, ce dernier argument pèse lourd et explique les subventions données aux associations communautaires (agissant dans la communauté des prostituées avec elles : bus de femmes, maisons associatives, sites de discussion spécialisés) qui distribuent par exemple des boissons chaudes et des préservatifs lors de tournées nocturnes.

Les néo-abolitionnistes ont comme autrefois une tendance religieuse (Le mouvement du Nid, catholique social, est né en 1934) et une tendance plus féministe. Ils/elles considèrent les prostituées comme des victimes qui n'ont pas eu le choix. Il n'y aurait donc pas de prostitution forcée, car la prostitution serait toujours forcée. Ne serait-ce que par la dégradation du niveau de vie, le chômage, etc. Ils dénoncent le rôle des mafias (Russie, Europe de l'Est) dans les réseaux de prostitution et les moyens barbares utilisés pour soumettre les filles (assassinées le cas échéant), vite détruites par la drogue et la violence. Le film de la réalisatrice féministe Coline Serreau, *Chaos* (2001), montre ce type de situation. Ces prostituées-là sont aujourd'hui la majorité. En France, sur les trottoirs, les étrangères sans papier sont plus nombreuses que les Françaises, vieillissantes.

Ce qui rapproche les deux camps est l'opposition à la loi sur la sécurité intérieure de 2003 qui crée le délit de racolage passif. Elle a eu pour effet de chasser les prostituées des rues bien éclairées de centre-ville. Ce que les féministes ne peuvent admettre, ce sont les violences souvent impunies exercées à l'encontre des prostitué-e-s.

Si pour les abolitionnistes, la prostitution est en soi une violence, les réglementationaristes disent qu'il y a des violences dans la prostitution et veulent armer les prostituées pour qu'elles puissent mieux les affronter.

Le discours fataliste sur la prostitution prétend que l'existence de la sexualité vénale fait diminuer le nombre de crimes sexuels, et donne une image de la sexualité masculine très différente de la sexualité féminine : l'homme aurait naturellement une libido irrépressible, agressive, un instinct « animal » (comme le dit l'un des masculinistes interviewés dans le film *La Domination masculine*). En ce sens, la prostitution éclaire bien la différence faite *via* la sexualité entre femmes et hommes. La prostitution répond à des besoins... La suppression de ces besoins est la condition nécessaire à sa disparition.

Peut-on tenter de les supprimer légalement ? C'est ce que propose le prohibitionnisme en pénalisant le client. Il est illégal en Suède de payer pour du sexe (c'est le point de départ de l'intrigue de la série *Millenium*, 2005). Cette décision est contestée : l'un des arguments est que cela fragilise les prostituées rejetées dans la clandestinité et parquées *off shore* sur des bateaux-bordels. À la suite de l'Assemblée nationale qui a voté en 2011 une résolution réaffirmant la position abolitionniste de la France et faisant passer le message en faveur d'une « société sans prostitution », Najat Vallaud-Belkacem, à peine nommée ministre des Droits des femmes (2012), propose cette voie, suivant en cela une demande d'une partie du PS et d'un grand nombre d'associations féministes. Si un monde sans prostitution fait rêver, la méthode pour y arriver est déterminante. Faut-il ajouter de la répression dans une société déjà fortement soumise au contrôle et où la répression concerne généralement les plus faibles ? Les prostitué-e-s seraient les premières victimes de cette loi, disent les intéressé-e-s, mais aussi le Planning familial. Pour ce dernier, associé à des militantes du NPA [Nouveau Parti anticapitaliste] et d'Europe Écologie Les Verts, cette divergence a conduit à une division en deux cortèges pour la journée internationale des femmes, le 8 mars 2012, le Collectif national des droits des femmes maintenant sa demande de pénalisation du client.

La controverse est vive : il ne s'agit plus comme avant de demander la suppression de la réglementation de la prostitution mais bien de supprimer la prostitution. Le ton se durcit. Chaque camp oppose à l'autre ses néologismes : putophobie vs défense des « survivantes du système prostitueur » (communiqué de la CLEF, 17 juin 2011). La liberté étant un atout rhétorique des néo-réglementaristes, le camp adverse se l'approprie : « Il s'agit de donner toute sa place à une liberté véritable, la liberté d'avoir le choix, la liberté de disposer de son corps sans abuser du corps d'autrui, la

liberté de pouvoir vivre sans avoir besoin de se prostituer. » (Lettre ouverte d'un collectif d'hommes interpellant les députés français à l'occasion du vote le 6 décembre par l'Assemblée nationale de la proposition de loi contre la prostitution, 2 décembre 2011). La prostitution est-elle par essence une relation inégalitaire, une violence qui oblige la personne prostituée à se dissocier de son corps, une contrainte éliminant toute possibilité de choix, un enfermement ? Est-elle « la violence des violences à l'encontre des femmes et des enfants » ? (Antoinette Fouque, *Génération MLF*, 2008, p. 308). Personne n'a sur cette question très complexe le monopole de la juste ligne féministe.

OceanofPDF.com

« Le féminisme prône la théorie du *gender*. »

Comment peut-on présenter dans un manuel, qui se veut scientifique, une idéologie qui consiste à nier la réalité : l'altérité sexuelle de l'homme et la femme ?

Lettre ouverte de Christine Boutin au ministre de l'Éducation nationale,
31 mai 2011

En 2011, les études sur le genre* sont soudain, pour la première fois, l'objet d'une polémique de haute intensité en France à propos de l'introduction de la « théorie du *gender* » dans les manuels scolaires. Des associations familiales et l'enseignement catholique lancent des pétitions, relayées par Christine Boutin, présidente du petit Parti chrétien-démocrate, amplifiées par 80 députés et 113 sénateurs, soutenus par le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, qui exigent du ministre de l'Éducation nationale le retrait de trois manuels de sciences de la vie et de la terre destinés aux élèves de 1^{er} L et ES. Le ministre – dont la démission est demandée – reste silencieux, puis explique qu'il n'a pas le pouvoir de retirer des manuels ; ce sont les établissements qui en font le choix.

Les manuels ne font que reprendre les nouveaux programmes. Le *Bulletin officiel* du 30 septembre 2010 ajoute au programme sur le corps humain et la santé un nouvel objet de réflexion : « Devenir homme ou femme » afin d'apprendre à différencier, à partir de la confrontation de données biologiques et de représentations sociales, ce qui relève de l'identité sexuelle, des rôles sexués et de leurs stéréotypes « (qui relèvent de l'espace social) », de l'orientation sexuelle « (qui relève de l'intimité des personnes) ». Ce changement – décidé rappelons-le sous un gouvernement de droite – montre les progrès de la diffusion des recherches interdisciplinaires sur le genre, qui interrogent depuis quelques années la « construction du naturel » à travers l'histoire des sciences. On sait à quel point les sciences ont été un argument massue pour justifier différences et

inégalités entre les sexes*, ainsi que les normes régissant les rôles, la sexualité...

L'attaque contre le *gender* se situe dans la logique des positions de l'Église, déjà exprimées dans des interventions de Benoît XVI. Ce dernier, en 2004, alors qu'il était encore le cardinal Ratzinger, s'en prenait déjà au genre, création des féministes américaines alliées du lobby gay et lesbien (dans sa *Lettre aux évêques sur la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Église*). Pour Claude Berruer, à la tête de l'Enseignement catholique, « l'identité masculine ou féminine, selon cette théorie, n'est [...] pas une donnée anthropologique mais une orientation » or, « on naît fille ou garçon ». Selon l'évêque de Montauban, Bernard Ginoux, le sujet « est grave et pose les principes d'une société qui, refusant la nature et donc la création, fait de l'être humain son propre créateur, se choisissant sa sexualité et organisant son mode de vie à partir de ce choix ». Pour Thibaud Collin, professeur de philosophie au lycée catholique Stanislas, « la prime à l'indifférenciation sexuelle promeut en fait l'homosexualité ». Répliquant à un manuel indiquant que « le sexe biologique nous identifie mâle ou femelle, mais ce n'est pas pour autant que nous pouvons nous qualifier de masculin ou de féminin », la pétition L'école déboussolée (35 000 signataires) estime « impensable d'apprendre à des adolescents que leur identité sexuelle est d'abord une construction sociale et culturelle dans un cours où seules les exigences de la raison ont droit de cité ». Les manuels expliquent que « l'identité sexuelle est la perception subjective que l'on a de son propre sexe et de son orientation sexuelle » : phrase considérée comme une « perle », de même que les propos sur la liberté sexuelle des mineurs de 15 à 18 ans. Dans sa lettre à Nicolas Sarkozy, Familles de France, après avoir mis en cause « les milieux féministes d'outre-Atlantique », demande : « Voulez-vous être responsable de plus de grossesses précoces et de cas d'infections sexuellement transmissibles ? » Jean-Marc Nesme, député UMP, va de son côté saisir la Mission interministérielle de lutte et de vigilance contre les dérives sectaires, estimant que « l'emprise mentale de l'action par les promoteurs [de la théorie du genre] risque de déstabiliser les jeunes et les adolescents et d'altérer leur développement ».

La polémique se développe dans un contexte particulier qui l'éclaire : à l'approche des élections sénatoriales (2011), présidentielles puis législatives (2012), la Droite populaire flirte avec l'extrême droite sur l'immigration ou

ici sur la sexualité, tandis qu'une droite plus libérale se trouve piégée. Les résultats d'un sondage IFOP sur ce que les Français pensent de la scientificité de la « théorie du *gender* » ne peuvent que l'encourager à poursuivre dans cette voie populiste qui joue sur un registre bien connu.

L'antiaméricanisme reste très présent : c'est la « théorie du *gender* » qui est attaquée et le mot n'est pas traduit, à dessein. Systématiquement, le féminisme d'outre-Atlantique est mis en cause. Certes, il n'est pas en soi faux de donner au genre une origine américaine. Le premier cours d'études féminines a été ouvert dès 1969 à l'université Cornell (New York). La revue *Signs* paraît en 1975 ; la National Women's Studies Association est créée en 1977. De cette mouvance, proche des *lesbian and gay studies*, naîtront dans les années 1980 les *gender studies*. L'histoire du concept de genre se rattache également aux travaux menés aux États-Unis sur les intersexes (autrefois appelés hermaphrodites) par John Money dès les années 1950 puis par le psychiatre Robert Stoller (dans un livre, *Sex and Gender : on the Development of Masculinity and Femininity*, paru en 1968). L'appropriation de ce concept par la sociologie date des années 1970, avec la féministe britannique Ann Oakley, auteure de *Sex, Gender and Society* (1972). On souhaite alors départager le sexe biologique du sexe social. Démarche féministe très ancienne, à laquelle invite la phrase fameuse de Simone de Beauvoir : « On ne naît pas femme, on le devient. » Le fait d'interroger la construction sociale de la différence sexuelle n'est pas réductible à l'histoire américaine du *gender*.

Ce qui est également en cause est l'approche sociologique – au sens large, on pourrait également dire l'historicité – du sexe. Il y aurait d'un côté la science neutre, une biologie sanctuarisée, protégée de tout contact avec les sciences humaines, et de l'autre un espace de débat, d'échanges d'opinions discutables, où, à la limite, le genre aurait sa place (en cours de philosophie par exemple). Affleure dans cette conception une vision scientiste de la connaissance, à l'opposé de l'appréhension contemporaine de la pensée, en mouvement, au carrefour de différents champs de force, au contact des mouvements sociaux et politiques. La sociologie est dans cette perspective la discipline la plus perméable à la critique sociale. Notons qu'elle ne fait pas du genre une « théorie ». Le genre est à la fois une manière de désigner le sexe social, mais aussi un concept (c'est-à-dire un outil) qui inspire des grilles de lecture du monde social. Il renvoie à des

théories et non pas à une théorie. Dans la catholique dénonciation de la « théorie du *gender* », trois dimensions fonctionnent de concert :

1) L'anticonstructionnisme – « on naît femme ou homme » et toute discordance future entre sexe et genre sera considérée comme contre-nature, éventuellement comme une déviation encouragée par un contexte social laxiste sur le plan de la morale sexuelle.

2) L'homophobie. Faire le constat dans un manuel de la diversité des orientations sexuelles ou du fait que l'on ne naît pas hétérosexuel, c'est déjà trop. Pour le député UMP Lionnel Luca, cette théorie veut « légitimer à terme la pédophilie, voire la zoophilie, puisque ceux qui le revendiquent aux États-Unis défendent l'amour pour les jeunes enfants ». Ces mots rappellent le débat sur le pacs, dans les années 1990... et en 2011, ce sont les questions brûlantes du mariage des personnes de même sexe et leur droit à l'adoption qui occupe le débat politique.

3) La transphobie. Cette dimension est plus nouvelle. Elle renvoie aussi à une actualité, certes moins commentée. En février 2010, Roselyne Bachelot, ministre de la Santé et des Sports a fait acter par un décret que la transidentité ne serait plus considérée comme une affection psychiatrique, faisant ainsi de la France le premier pays au monde à agir dans ce sens. Le droit au changement d'identité sans passer par une opération chirurgicale est demandé par des mouvements militants ; et l'Argentine est le premier pays du monde à l'avoir reconnu, en 2012. Par ailleurs, la question des personnes intersexes est soulevée, et l'assignation d'un sexe à la naissance, qui s'accompagne d'une mutilation, fait de plus en plus débat. Enfin, c'est bien la bipartition des humains en deux classes de sexe qui est interrogée à travers les tests basés sur des moyennes contestables de taux de testostérone. L'exemple de Caster Semenya, médaille d'or 2009 pour le demi-fond lors des championnats du monde de Berlin, à qui le test de féminité a été imposé et qui s'est trouvée exclue en raison de son hyperandrogénie, est par exemple présenté dans les manuels attaqués. Tous ces enjeux sont présents lorsque les féministes se trouvent accusées de prôner à la fois l'indifférenciation des sexes mais aussi le droit de choisir son sexe, son identité sexuelle et son orientation sexuelle.

Quelles sont les réponses aux attaques sur la théorie du genre ? Elles sont fortes dans le milieu de la recherche qui se sent visé. Les arguments mis en avant sont la scientificité reconnue des travaux sur le genre. Tout un

champ d'études existe en France, depuis les années 1970, et il ne travaille pas seulement sur les questions LGBTQQI*. Il est structuré par de nombreuses revues reconnues *Travail, Genre et Sociétés*, *Les Cahiers du genre*, *Clio ; Genre, Sexualité & Société*, *Nouvelles Questions féministes*, *Genre et histoire...* des enseignements spécialisés en master (« Genre, politique et sexualités » à l'EHESS, « Genre(s), pensées des différences et rapport de sexe » à Paris VIII, « Genre et développement » à Paris VII, « Genre et politiques sociales à Toulouse »), des manuels de référence...

L'institut Émilie du Châtelet pour le développement et la diffusion des recherches sur les femmes, le sexe et le genre lance une pétition en 2011 : « Enseigner les études sur le genre : contre une censure archaïque », signée par de nombreuses associations : l'Association française des femmes diplômées des universités, l'Association nationale des études féministes, Archives du féminisme, EFiGiES Association-Réseau de travail et d'échanges entre doctorant-e-s en études féministes, genre et sexualités, Mnémosyne pour le développement de l'histoire des femmes et du genre, Fédération de recherche sur le genre RING, la Société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime.

Pour l'institut : « Seule la communauté savante peut évaluer les travaux de ses pairs : le champ scientifique, par ses contrôles, en garantit la rigueur. Si nous restons silencieux aujourd'hui, nous dira-t-on demain que l'évolution n'est qu'une idéologie ? À quand les pressions pour imposer l'enseignement du créationnisme, au nom de la liberté de conscience ? » Contre cette ingérence religieuse, observée déjà en Espagne où les catholiques font « objection de conscience » face aux enseignements sur le genre, l'institut veut défendre la laïcité.

Du côté des associations féministes, l'attaque est sans surprise dénoncée comme une « entreprise réactionnaire » par Caroline de Haas d'Osez le féminisme, une « bataille hors d'âge » par le Planning familial, qui titre son communiqué avec humour et à-propos « Bientôt un ministère de l'Identité... sexuelle ? »

Du côté politique, les réactions sont également nombreuses et révèlent la polysémie du mot « genre ». Ainsi, pour l'Observatoire de la parité, dirigé par Chantal Brunel, députée UMP, le genre est « un outil de l'égalité entre les femmes et les hommes », un support de politiques publiques, une aide pour lutter contre les discriminations sexistes et sexuelles. Car « la

dénonciation de [la] construction sociale des rôles a permis de légitimer, au nom de la démocratie et du principe d'égalité qui la sous-tend, la participation égale des femmes et des hommes à la vie publique et politique ». Exemple de réaction, à gauche, au conseil régional des Pays de la Loire, Matthieu Orphelin et Frédéric Béatse indiquent que les manuels, dont la gratuité est assurée par la région, doivent être préservés de « toute manœuvre ou censure réactionnaire » et soulignent que le véritable scandale de la rentrée scolaire est la suppression de 16 000 postes d'enseignants.

La droite catholique a perdu la bataille du *gender*, mais n'a pas dit son dernier mot. La tentation d'expliquer le genre par la biologie reste forte, comme en témoignent de nombreux articles de presse sur les différences garçons-filles, ramenant toujours des questions comme l'agressivité ou l'aptitude au raisonnement cartésien à l'imprégnation hormonale du fœtus. Les filles seraient prédisposées aux activités introspectives, à l'imaginaire, tandis que les garçons se tourneraient naturellement vers l'extérieur, la projection. La sociobiologie et la psychobiologie actualisent l'antique pensée naturaliste qui justifie l'inégalité des sexes, en la cachant le plus souvent sous l'aimable vision de leur complémentarité harmonieuse. Quant aux biologistes, ils n'ont pas tous l'intelligence d'interroger leurs idées reçues sur la différence des sexes : la large diffusion des travaux de Catherine Vidal, neurobiologiste, directrice de recherche à l'institut Pasteur, dénonçant avec brio les théories pseudo-scientifiques sur le déterminisme biologique de l'identité sexuelle est-elle un contrepois suffisant ? En tout cas, pour les féministes, qui peuvent désormais s'appuyer sur de nombreuses recherches scientifiques, le combat est plus que jamais intellectuel.

Conclusion

Le féminisme, une aventure contemporaine.

Slogan vu à la manifestation pour les droits des femmes à Paris,
17 octobre 2009

Dépassé, ringard, inutile, nuisible, belliqueux, excessif, le féminisme souffre aujourd'hui encore d'une image globalement négative. Il y a parfois un snobisme d'auteure à vouloir éviter le mot, et c'est une vieille histoire que cet évitement. Dans *Trois Guinées* (1938), Virginia Woolf rejetait ce « vieux mot, un mot vicieux et corrompu, qui a fait bien des dommages en son temps » – tout en reconnaissant que les pionnières des droits des femmes ont été à l'avant-garde du mouvement en faveur du progrès social et démocratique. Sous la plume de celle qui écrivit le révolutionnaire *Une chambre à soi* (1929), cette distance donne à réfléchir. Même problème avec la Simone de Beauvoir du *Deuxième sexe*, qui trouvait le mot et la réalité qu'il désignait dépassés, en 1949. Il reste un stigmat, lourd à porter pour les militant-e-s. Fait obstacle à l'image stéréotypée d'une féministe imaginaire à laquelle personne n'a envie de s'identifier.

Faut-il assumer la vieille étiquette malgré tout ? Ou trouver des habits neufs à ce vieux combat ? Parler d'antisexisme ? D'éducation au genre ? Passer à une vision plus large qui correspondrait à l'espace de la cause des femmes* ? Qu'il s'agisse du féminisme comme idée, comme mouvement, comme conscience, la confusion est encore, plus que jamais, au rendez-vous. Pourtant l'actualité de ses luttes, les renouvellements de la troisième vague rendent peu pertinent le terme postféminisme*, que l'on croise parfois.

Trop large, trop étroit, trouver le bon focus n'est jamais simple. Qu'il s'agisse du passé ou d'aujourd'hui, il est difficile d'avoir une vision panoramique du féminisme dans le mouvement social, la culture politique et le domaine artistique et culturel. Et puis le féminisme est aussi comme une attitude individuelle face à la vie, un refus des destins tout tracés et des

conditionnements étouffants, une invention de soi-même qui rejoint l'individualisme radical des sociétés modernes. Ce « féminisme ordinaire » est présent dans la trame de nos vies quotidiennes : une manière de choisir un livre d'enfant, de décider de sa vie amoureuse, de répondre aux blagues sur les blondes, de s'informer autrement, de protester, de se faire respecter, d'être solidaire...

Il a été question dans cet ouvrage de la perception que l'on a du féminisme en France. Ce cadre national est pertinent, mais on a vu que les cultures et les luttes féministes sont internationales et à ce titre reproduisent les grands rapports de force géopolitiques tout en tentant parfois de les combattre. Dans ce large contexte on trouvera sans doute quelques particularités françaises en matière d'idées reçues, fabriquées ici ou ailleurs. L'affaire DSK a réactivé le mythe d'un « féminisme à la française ». Pour la sociologue Irène Théry, ce féminisme « veut les droits égaux des sexes et les plaisirs asymétriques de la séduction, le respect absolu du consentement et la surprise délicieuse des baisers volés » (*Le Monde*, 28 mai 2011). La confusion qui s'opère entre droit et séduction, consentement et vol de baisers a provoqué de nombreuses réactions. La fondatrice des Chiennes de garde, Florence Montreynaud, a répondu en invoquant le « féminisme universel, qui, en France comme ailleurs, veut l'égalité et la justice » (*Le Monde*, 24 août 2011). C'est au nom de ces valeurs que les militantes féministes ont vigoureusement dénoncé la complaisance à l'égard des prétendus « séducteurs » (cf. Christine Delphy [dir.], *Un trousseage de domestique*, 2011). Il n'y a pas de féminisme à la française, sauf sous la plume de quelques femmes de lettres trop inquiètes sur les chances de survie du désir hétérosexuel à l'heure du triomphe féministe !

D'un pays à l'autre, les valeurs féministes sont les mêmes, peu ou prou : égalité, justice, liberté, autonomie, respect. Cela laisse un immense champ d'interprétation dans une multitude de situations... et donne toute son importance au contexte historique, au cadre sociétal dans lequel le féminisme opère. C'est ce qui est compliqué avec le féminisme : il ne peut être détaché du cadre théorique, politique, culturel qui lui donne sa forme. Il serait bien commode de se contenter d'un plus petit dénominateur du féminisme et de donner une boussole avec pour points cardinaux quelques valeurs élémentairement féministes. Mais la démarche féministe est condamnée à la complexité. N'oublions jamais que le féminisme est toujours susceptible d'être récupéré et récupérable. Instrumentalisé, il l'a

été et l'est encore, parfois au service de causes funestes, et de manière banale pendant les guerres au service du combat armé. Hier au service de l'idée de patrie ou plus récemment de « l'identité nationale ». La mise en évidence actuelle de l'intersectionnalité* est à cet égard une grande chance pour que progressent la réflexion et la condition réelle des femmes, en particulier des femmes les plus démunies.

Judith Butler, toujours féministe

« Vous dites-vous encore féministe ?

Oui, tant qu'il restera des inégalités systématiques entre les femmes et les hommes, aussi longtemps que les femmes subiront des violences, qu'elles seront majoritaires parmi ceux qui souffrent de la pauvreté et de l'analphabétisme. Cependant, nous ne pouvons limiter notre compréhension du pouvoir aux seuls rapports de hiérarchie et de domination entre les hommes et les femmes. Le pouvoir suppose aussi une capacité d'agir qui nous motive quand nous cherchons à transformer le monde. Selon moi, le féminisme développe ce type de pouvoir. »

Propos recueillis par Frédéric Joignot, *Le Monde*, 1^{er} octobre 2011.

En dépit de la complexité de la tâche, avoir non pas des idées reçues mais des idées claires sur le féminisme est un enjeu crucial. Le féminisme est en effet le vecteur d'une transformation sociale d'une ampleur inouïe, une révolution (parfois silencieuse) qui s'est faite au nom de la liberté et de l'égalité. Les antiféministes ont toujours perçu que le processus mettrait en cause la différence des sexes et bouleverserait donc un des repères, certainement le repère, le plus important de la vie en société. C'est un ordre fondé sur le pouvoir des hommes que le féminisme menace et a commencé à ébranler. L'identité de genre ne va plus de soi. Il est possible de changer de sexe. Mais des siècles de patriarcat* ne s'écroulent pas en quelques dizaines d'années. Les résistances au changement sont multiples et les idées reçues y participent.

En même temps, les possibilités d'action et de réflexion féministes se sont démultipliées. Dans l'université, dans les associations, avec des mots, des images, des vidéos, des performances, et dans la plus totale dispersion,

les initiatives sont innombrables contre le sexisme. Au-delà du noyau dur du féminisme, la cause est défendue ou relayée à différents niveaux : les médias et Internet ; les institutions et les assemblées élues – avec cette réserve qu'à l'évidence, la loi ne fait pas tout – et surtout l'éducation. Les ouvrages féministes des années 1970 sont devenus des classiques de la philosophie, de la sociologie ou de la psychologie ; on espère que la formation des enseignant-e-s de demain intégrera les connaissances de base sur le genre.

« Ce n'est pas ma révolution si ça ne me donne pas envie de danser » écrivait l'anarchiste féministe Emma Goldman. Déconstruire les idées reçues sur le féminisme, c'est bien sûr mettre au jour l'antiféminisme ordinaire ou extraordinaire, mais c'est aussi déconstruire le féminisme, le découvrir infiniment pluriel, entrer dans ses clivages, constater ses impasses, mesurer ses difficultés. Dans certaines idées reçues, il y a du vrai. Oui, le féminisme n'est pas parfait. En doutez-vous ? Mais si tout ne donne pas envie de danser, on peut toujours choisir sa musique !

« Remercions le Seigneur, mes très vénérées dames ! »

« Car voici notre Cité bâtie et parachevée. Vous toutes qui aimez la vertu, la gloire et la renommée y serez accueillies dans les plus grands honneurs, car elle a été fondée et construite pour toutes les femmes honorables – celles de jadis, celles d'aujourd'hui et celles de demain. Mes très chères sœurs, il est naturel que le cœur humain se réjouisse lorsqu'il a triomphé de quelque agression et qu'il voit ses ennemis confondus. Vous avez cause désormais, chères amies, de vous réjouir honnêtement sans offenser Dieu ni les bienséances, en contemplant la perfection de cette nouvelle Cité qui, si vous en prenez soin, sera pour vous toutes, c'est-à-dire les femmes de bien, non seulement un refuge, mais un rempart pour vous défendre des attaques de vos ennemis ».

Christine de Pizan, *La Cité des dames*, 1405, p. 275.

OceanofPDF.com

ANNEXES

OceanofPDF.com

Glossaire

Bas-bleu : traduction de *blue stocking*, en référence aux bas portés par un habitué du salon littéraire d'Elizabeth Montagu (1720-1800), Benjamin Stillingfleet. « Bas-bleus » n'est pas péjoratif dans son contexte natif : un cercle de femmes cultivées, ouvert aux idées neuves, pratiquant la mixité sociale, mais il le devient vite, en Angleterre et également en France. Pendant deux siècles, « bas-bleu » sera synonyme de féministe, avec une insistance sur la prétention intellectuelle et l'évocation de femmes de lettres telles que George Sand.

Différentialiste (féminisme) : courant du féminisme qui se fonde sur la différence des sexes (naturelle ou culturelle) et fait l'éloge de la féminité/féminitude, alternative à une virilité mortifère et dominatrice. La première vague qui se développe dans un climat de pensée naturaliste est parfois différentialiste. Pour la deuxième vague, il s'agit plutôt d'essentialisme – de prêter à l'un ou l'autre sexe des qualités particulières. Notons l'influence des Françaises considérées comme les théoriciennes du *French Feminism* (Cixous, Irigaray, Kristeva) dans le champ de la création littéraire ou de la psychanalyse. Dans le Mouvement de libération des femmes, ce courant est incarné par Psych et Po et Antoinette Fouque.

Écoféminisme : terme forgé en 1974 par la féministe française Françoise d'Eaubonne évoquant la fusion des luttes écologistes et féministes. Il renvoie à des savoirs ancestraux des femmes sur leur environnement, notamment en agriculture, à des luttes « pour la Vie » et la protection de la planète victime d'un système qui est tout à la fois patriarcal, impérialiste, militariste et capitaliste.

Égalitariste (féminisme) : synonyme de féminisme universaliste, antidifférentialiste.

Espace de la cause des femmes : concept que la politiste Laure Bereni (dans sa thèse sur la parité) définit comme la « configuration de collectifs orientés vers la promotion de la cause des femmes dans des univers sociaux très variés, à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions (monde associatif, partisan, bureaucratique, académique, etc.)

Féminisme d'État : prise en charge par les institutions étatiques de politiques d'égalité des sexes, mises en œuvre par des structures spécifiques et des personnes à titre professionnel, mais souvent également mues par des convictions militantes. Né dans les années 1960, le féminisme d'État n'est étudié que depuis les années 1980-1990 et a d'abord désigné la production législative des États. Il se décline à un niveau supranational (européen, onusien...).

Garçonne : désigne à la fois la mode androgyne des années 1920, la coupe de cheveux courte au carré de la même époque et la figure de la femme libre, en particulier sur le plan sexuel. Formé à partir de « garçon », ce néologisme d'écrivain (Joris Karl Huysmans, puis Victor Margueritte, dans son roman *La Garçonne*, paru en 1922) insiste sur le physique et le comportement garçonnier des jeunes filles modernes.

Genre : le genre a d'abord dans les années 1950 désigné le sexe social, pour le distinguer du sexe biologique, dans des travaux (menés aux États-Unis) de psychologues sur les hermaphrodites (intersexués) qui montraient le rôle déterminant de la socialisation pour créer le genre. Puis la pensée sociologique féministe s'en empare dans un sens beauvoirien : « on ne naît pas femme, on le devient » ; le genre est une construction sociale. Le concept s'est densifié en insistant sur l'aspect relationnel du genre, qui crée une hiérarchie ; en cela, il implique la prise en compte des hommes et du masculin. Les rapports de genre sont des rapports de pouvoir, traversés par d'autres rapports de pouvoir (voir : intersectionnalité). Il existe désormais un vaste champ d'études pluridisciplinaires sur le genre (les *gender studies* ont eu tendance à remplacer les *women's studies* des années 1970-1980 aux États-Unis). Notons les mésusages fréquents du mot « genre », parfois utilisé comme synonyme de « femme » ou « féminin », et son utilisation euphémisante sur laquelle des féministes attirent l'attention.

Intersectionnalité : le concept est issu du *black feminism*. Il dénonce la prétention à l'universalité d'un féminisme qui ignore son point de vue et appelle à une réflexion sur la co-construction des différents rapports de domination. Ce mot est devenu un des mots clés de la troisième vague féministe, dans le mouvement militant autant que dans les études sur le genre. Le reproche fait à la deuxième vague d'avoir ignoré cette intersectionnalité fait débat : en France, des féministes matérialistes ont très tôt travaillé sur l'articulation du sexisme avec le racisme ou les classes sociales (Colette Guillaumin, Christine Delphy). Un nouveau courant, parfois appelé féminisme postcolonial, s'inscrit dans cette problématique de l'intersectionnalité.

Lesbianisme radical : courant issu du féminisme matérialiste qui considère que la classe des femmes est dominée par la classe des hommes dans un système hétérosocial. En refusant l'hétérosexualité, les lesbiennes échappent en partie à cette domination et travaillent à la disparition de ce régime. La pensée de Monique Wittig marque ce courant qui se développe dans les années 1980-1990.

Lesbophobie : le mot est employé pour rendre visible la spécificité de l'homophobie lorsqu'elle concerne les femmes et qu'elle mixe donc deux discriminations (homophobie + sexisme). Il est employé à partir de 1998 par la Coordination lesbienne en France. En 2012, le mot n'est toujours pas entré dans les dictionnaires.

LGBTQQI : Lesbiennes, gais, bi, trans, *queer*, questioning, inter-sexes. L'acronyme désignant les luttes gays et lesbiennes s'est progressivement étendu.

Libéral (féminisme) : féminisme qui, se référant au libéralisme politique, prône l'indifférence à la différence des sexes (genre), en particulier dans le droit. Il a conduit à l'abolition de la protection juridique des travailleuses (sauf pour la maternité) au nom de l'égalité des sexes (levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, par exemple). L'adjectif « libéral » est rarement associé au féminisme en France où l'histoire du libéralisme est très différente de celle des pays dits anglo-saxons.

Masculinisme : courant de pensée et mouvement social, le masculinisme apparaît dans les années 1980 en Amérique du Nord avec l'intention de défendre les droits des hommes bafoués par les succès récents du féminisme. La garde des enfants après le divorce est un de ses combats porteurs, de même que l'aide psychologique pour les hommes qui se sentent victimes de la « crise de l'identité masculine ». En réalité, le masculinisme est un anti-féminisme qui recourt à la violence verbale et parfois physique. On a oublié aujourd'hui que des féministes de la première vague nommaient « masculinisme » le système de la domination masculine (une variante chez Arria Ly avec le néologisme « Masculina »).

Matérialiste (féminisme) : inspiré du marxisme (matérialisme historique), ce courant de pensée insiste sur les fondements matériels de l'oppression des femmes (l'extorsion du travail ménager gratuit par exemple) et estime qu'il faut changer radicalement les bases de l'organisation sociale – en deux classes de sexe – pour que la libération des femmes soit possible. Cette théorie, dans le prolongement de la pensée beauvoirienne, met l'accent sur la construction du genre et conteste vigoureusement les manifestations du féminisme différentialiste.

Misandrie : sentiment d'aversion pour les hommes ou conviction de l'infériorité des hommes par rapport aux femmes. Terme utilisé par les masculinistes pour créer un équivalent à la misogynie.

Modéré (féminisme) : identifié par les historien-ne-s du féminisme, ce courant militant envisage des réformes prudentes, partielles, visant à améliorer la condition féminine mais sans remettre en cause l'organisation sociale. Il n'est ainsi pas incompatible dans cette perspective de défendre le principe de la femme au foyer et de vouloir le droit de vote. En France, ce courant se développe à partir des années 1920 dans les milieux de la bourgeoisie catholique d'opinion conservatrice, mais non réactionnaire.

Patriarcat : ordre masculin accordant le pouvoir au chef de famille, le *pater familias*. Cette précision n'est pas toujours présente à l'esprit des féministes des années 1970 qui parlent de patriarcat comme d'autres auparavant parlaient de masculinisme. Il s'agit alors du système

d'oppression des femmes. Le sens religieux originel pèse peu, en revanche, il n'est pas anodin qu'il soit passé par l'anthropologie évolutionniste du XIX^e siècle et son récit du passage du matriarcat au patriarcat. L'historicité – et donc la fin possible – de ce mode d'organisation sociale est ainsi soulignée.

Phallogocentrisme : articulation du logos et du phallus qui renvoie à la place centrale que donne la psychanalyse (Freud, Lacan) au phallus, « signifiant transcendantal » (libido par essence masculine, castration...). Terme utilisé par les féministes s'inscrivant dans la critique de la psychanalyse.

Postcolonial (féminisme) : courant féministe de la troisième vague qui met au premier plan l'articulation du sexisme et du racisme, et critique le courant jugé historique et hégémonique du féminisme universaliste laïque, suspect de racisme.

Postféminisme : « Je serai postféministe quand nous en serons au stade du postpatriarcat. » (Site d'Encoreféministes, 2012).

Prosexe (féminisme) : apparaît aux États-Unis dans les années 1980 à l'occasion des *sex wars* qui opposent les féministes sur les politiques sexuelles (pornographie, prostitution, SM...). Sa principale théoricienne est la militante féministe et lesbienne Gayle Rubin. Comme le nom de ce courant l'indique, le sexe est considéré comme un enjeu central dans la construction de soi comme dans la construction du genre et des liens sociaux. Pour le féminisme prosexe, l'ennemi n'est pas seulement la domination masculine, mais le moralisme sexuel qui imprègne les consciences de nombreuses féministes. L'alliance avec le mouvement LGBTQQI va de soi. Le qualificatif de « prosexe » provoque, on s'en doute, la colère de celles qui seraient « antisexe » parce qu'elles critiquent la pornographie et la prostitution.

Queer : terme anglais signifiant « étrange » et utilisé d'abord pour stigmatiser les personnes dérogeant aux normes de genre, en particulier les

homosexuels. Le stigmat a été retourné à la fin des années 1980 pour faire des identités minoritaires des sites de subversion de la norme, en particulier de la norme sexuelle. Cette approche anti-essentialiste dérange les conceptions classiques des luttes féministes et homosexuelles.

Radical (féminisme) : courant du féminisme apparu dans les pays occidentaux à la fin des années 1960 et au début des années 1970 considérant que l'oppression des femmes est la base de la structure sociale et que le patriarcat est l'ennemi principal (et non un front secondaire de la lutte comme le pensent les théoriciens du mouvement ouvrier). « Radical » suggère d'aller chercher les racines de la domination, en profondeur, en rompant avec les illusions réformistes d'un changement progressif. La posture radicale va de pair avec la non-mixité (la libération des femmes sera l'œuvre des femmes elles-mêmes). Elle donne donc une importance cruciale à l'autonomie du féminisme (par rapport aux partis, aux syndicats). Le féminisme radical est généralement antidifférentialiste et matérialiste (influence de Christine Delphy), mais pas systématiquement. *Nota* : les historien-ne-s du féminisme de la première vague ont appelé « radicales » les féministes qui pensaient déjà dans les mêmes termes tout en s'autodésignant différemment – comme féministes « intégrales » par exemple.

Réformiste (féminisme) : catégorie créée par les historien-ne-s du féminisme pour désigner un mouvement militant qui veut émanciper les femmes et atteindre l'égalité des sexes par des réformes progressives, en s'appuyant donc principalement sur le droit. Au cours de la première vague, c'est le courant majoritaire, républicain, de centre-gauche, laïque, organisé en associations.

Sexe : les études sur le genre n'ont pas seulement montré comment le « sexe social » est construit dans le temps et l'espace. Elles s'intéressent également au sexe biologique, lui-même modelé par le social, influençant, par exemple, la taille (*cf.* les recherches de Priscille Touraille). À propos du sexe, on peut parler de sa « fabrique » à travers les représentations qu'en ont les scientifiques et « d'invention du naturel » pour reprendre le titre du volume dirigé par Delphine Gardey et Ilana Lowy (2000). Le féminisme de

la troisième vague est confronté au sexe à travers la montée des revendications transidentitaires, transgenres, la revendication montante de la suppression de la mention de l'identité de sexe comme identifiant social.

Sororité : dérivant du latin *soror* (sœur) et traduction de *sisterhood* (« *sisterhood is powerful* » est un slogan féministe fameux dans les années 1970). Désigne le lien politique et affectif établi entre femmes. Il se veut l'équivalent de la fraternité – qui, elle, a le bénéfice de l'universalité. Au vu des conflits qui traversent le mouvement féministe, la valeur sororelle a parfois été moquée (« solorité ») et vue comme un doux rêve inaccessible. Son potentiel est pourtant loin d'être épuisé comme le montre le travail de la jeune philosophe Bérengère Kolly.

Universaliste (féminisme) : c'est l'antonyme de différentialiste, soit un courant de pensée qui estime que les femmes sont des hommes comme les autres : des individus sujets de droit. Le combat féministe dans cette perspective consiste à demander l'égalité des sexes, ce qui implique automatiquement une réduction de la différence des sexes (du genre). Le sens a glissé depuis peu avec l'émergence d'un féminisme postcolonial qui reproche à l'universalisme républicain d'écraser les différences culturelles et d'imposer une vision hégémonique du genre à l'occidentale (ou à la française, laïque).

OceanofPDF.com

Pour aller plus loin...

*Les petites filles sages vont au Paradis,
les autres vont où elles veulent.*

Manifestation « Rage de nuit », 27 novembre 2010

Quand le lieu d'édition n'est pas précisé, il s'agit de Paris.

Anthologies

Albistur Maïté, Armogathe Daniel, *Le Grief des femmes : anthologie des textes féministes*, t. II : *Du Second Empire à nos jours*, Hier et demain, 1978.

Bernheim Cathy, Kandel Liliane, Picq Françoise, Ringart Nadia, *Mouvement de libération des femmes, textes premiers*, Stock, 2009.

Dorlin Elsa (textes choisis et présentés par), *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain*, L'Harmattan, 2008.

Dumont Fabienne, *La Rébellion du deuxième sexe : l'histoire de l'art au prisme des théories féministes anglo-américaines (1970-2000)*, Dijon, Presses du Réel, 2011.

Dumont Micheline, Toupin Louise, *La Pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1985)*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2003.

Fouque Antoinette, Chanel Josiane, Marchini Marie-Catherine, *Génération MLF 1968-2008*, Des femmes-Antoinette Fouque, 2008.

Humm Maggie (ed.), *Feminisms. A reader*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1992.

Pellegrin Nicole (dir.), *Écrits féministes de Christine de Pizan à Simone de Beauvoir*, Flammarion, 2010.

Dictionnaires

Hirata Hélène, Laborie Françoise, Le Doaré Hélène, Sénotier Danièle (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, 2^e édition revue, 2004.

Kramarae Cheri, Treichler Paula A., *A feminist Dictionary*, Boston, Pandora, 1985, Univ. of Illinois Press, 1996.

Quelques textes féministes

App Corinne, Faure-Fraisse Anne-Marie, Fraenkel Béatrice, Rauzier Lydie, *40 ans de slogans féministes 1970-2010*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe, 2011.

Beauvoir Simone de, *Le Deuxième Sexe*, 2 t., 1949, rééd. Gallimard, « Folio », 1986.

Butler Judith, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, préface d'Éric Fassin, La Découverte, 2005.

Chetcuti Natacha, Michard Claire (dir.), *Lesbianisme et féminisme. Histoires politiques*, L'Harmattan, 2003.

Cixous Hélène, *Le Rire de la Méduse et autres ironies*, Galilée, 2010.

D'Eaubonne Françoise, *Le Féminisme ou la Mort*, Pierre Horay, 1974.

Delphy Christine, *Ennemi principal 1, Économie politique du patriarcat*, Syllepse, 1998 ; *L'Ennemi principal 2, Penser le genre*, Syllepse, 2001 ; *Un universalisme si particulier. Féminisme et exception française 1980-2010*, Syllepse, 2010.

Despentes Virginie, *King Kong théorie*, Grasset, 2006.

Fouque Antoinette, *Il y a deux sexes : essais de féminologie*, édition revue et augmentée, Gallimard, 2004.

Guillaumin Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Côté-femmes, 1992.

Halimi Gisèle, *La Cause des femmes*, 1973, rééd. Gallimard, « Folio », 1992.

Irigaray Luce, *Spéculum de l'autre femme*, Minuit, 1974.

Leclerc Annie, *Parole de femme*, Grasset, 1974.

Mathieu Nicole-Claude, *L'Anatomie politique, Catégorisations et idéologies du sexe*, Côté-femmes, 1991.

Mies Maria, Shiva Vandana, *Écoféminisme*, L'Harmattan, 1998.

Millett Kate, *La Politique du mâle*, Stock, 1971.

Nengeh Mensah Maria (dir.), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2005.

Preciado Beatriz, *Manifeste contra-sexuel*, Balland, 2000.

Rich Adrienne, « La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne », *Nouvelles Questions féministes*, n° 1, mai 1981, p. 5-43.

Rubin Gayle, *Surveiller et Jouir. Anthropologie politique du sexe*, EPEL, 2010.

Storti Martine, *Je suis une femme, pourquoi pas vous ? 1974-1979. Quand je racontais le mouvement des femmes dans Libération*, Michel de Maule, 2010.

Wittig Monique, *Les Guérillères*, Minuit, 1969 ; *Le Corps lesbien*, Minuit, 1973 ; *Brouillon pour un dictionnaire des amantes* (avec Sande Zeig), Grasset, 1976, rééd. 2011 ; *Virgile, non*, Minuit, 1985 ; *La Pensée straight* (paru en anglais en 1992), Balland, 2001 ; *Paris-la politique*, POL, 1999.

Woolf Virginia, *Trois Guinées*, 1938, nouvelle trad. et préface de Léa Gauthier, Black Jack, 2012.

Histoire des féminismes

Albistur Maïté, Armogathe Daniel, *Histoire du féminisme français du Moyen Âge à nos jours*, Des femmes, 1977.

Bard Christine, Mossuz-Lavau Janine (dir.), *Le Planning familial : histoire et mémoire*, Rennes, PUR, 2007.

Bard Christine, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes. 1914-1940*, Fayard, 1995.

Bard Christine (dir.), *Les Féministes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, 2012.

Barret-Ducrocq Françoise, *Le Mouvement féministe anglais d'hier à aujourd'hui*, Ellipses, 2000.

Bereni Laure, *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, thèse de science politique, Université de Paris I, 2007.

Bereni Laure, Revillard Anne (dir.), « Les femmes contestent : genre, féminisme et mobilisations collectives », *Sociétés contemporaines*, n° 85, 2012.

Chaignaud François, *L’Affaire Berger-Levrault : le féminisme à l’épreuve (1897-1905)*, Rennes, PUR, 2009.

Chaperon Sylvie, *Les Années Beauvoir*, Fayard, 2000.

Cosnier Colette, *Les Dames de Femina. Un féminisme mystifié*, Rennes, PUR, 2009.

Cova Anne, *Maternité et droits des femmes en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Anthropos, 1997 ; *Féminismes et néo-malthusianismes sous la III^e République : « La liberté de la maternité »*, L’Harmattan, 2011.

Dauphin Sandrine, *L’État et les Droits des femmes. Des institutions au service de l’égalité ?*, Rennes, PUR, 2010.

Delphy Christine, Chaperon Sylvie (dir.), *Cinquantenaire du Deuxième Sexe*, Syllepse, 2002.

Deschamps Catherine, Souyris Anne, *Femmes publiques. Les féminismes à l’épreuve de la prostitution*, Amsterdam, 2009.

Duchen Claire, *Feminism in France : From May 1968 to Mitterrand*, London, Routledge, 1986.

Fassin Éric, *Le Sexe politique. Genre et sexualité au miroir transatlantique*, Éditions de l’EHESS, 2009.

Fleckinger Hélène, *Cinéma et vidéo saisis par le féminisme (France, 1968-1981)*, thèse d’études cinématographiques et audiovisuelles, université Sorbonne nouvelle Paris III, 2011, à paraître aux PUR, 2012.

Flamant Françoise, *À tire d’elles. Itinéraires de féministes radicales des années 1970*, Rennes, PUR, 2007.

Giraud Isabelle, Dufour Pascale, *Dix ans de solidarité planétaire : perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2010.

Gonnard Catherine, Lebovici Élisabeth, *Femmes artistes, artistes femmes, Paris, de 1880 à nos jours*, Hazan, 2007.

Groupe d’études féministes de l’Université de Paris VII, *Crise de la société, féminisme et changement*, Revue d’en face/Tierce, 1991.

Gubin Éliane et al., *Le Siècle des féminismes*, L’Atelier, 2004.

Gubin Éliane, Van Molle Leen (dir.), *Des femmes qui changent le monde. Histoire du Conseil international des femmes*, Bruxelles, Racine, 2005.

Jacquemart Alban, *Les Hommes dans les mouvements féministes français (1870-2010)*. Sociologie d'un engagement improbable, thèse de sociologie, EHESS, 2011, à paraître, PUR.

Kandel Liliane (dir.), *Féminismes et Nazisme*, Odile Jacob, 2004.

Klejman Laurence, Rochefort Florence, *L'Égalité en marche. Le féminisme sous la III^e République*, Presses de la FNSP/Des femmes, 1989.

Larrouy Michèle, Laroche Martine, *Mouvements de presse : années 1970 à nos jours, luttes féministes et lesbiennes*, ARCL, 2009.

Lépinard Éléonore, *L'Égalité introuvable : La parité, les féministes et la République*, Presses de Science Po, 2007.

Lévy Martine, *Le Féminisme d'État en France, 1965-1985 : 20 ans de prise en charge institutionnelle de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes*, ANRT, 1989.

Machiels Christine, *Les Féminismes face à la prostitution aux XIX^e et XX^e siècles*. Belgique, France, Suisse, thèse d'histoire, université catholique de Louvain/université d'Angers, 2011, à paraître, PUR.

Marcondes Lia (dir.), *Eau et Féminismes : petite histoire croisée de la domination des femmes et de la nature*, La Dispute, 2011.

Offen Karen, *European Feminisms, 1700-1950 : A Political History*, Stanford University Press, 2000 [traduction française à paraître aux PUR].

Pavard Bibia, *Si je veux, quand je veux*, Rennes, PUR, 2012.

Reckitt Helena, Phelan Peggy, *Art et féminisme* [trad.], Phaidon, 2005.

Picq Françoise, *Libération des femmes. Les années-mouvement*, Seuil, 1993.

Rémy Monique, *Histoire des mouvements de femmes : de l'utopie à l'intégration*, L'Harmattan, 1990.

Revillard Anne, *La Cause des femmes dans l'État : une comparaison France-Québec (1975-2000)*, thèse de sociologie, ENS Cachan, 2007.

Riot-Sarcey Michèle, *Histoire du féminisme*, La Découverte, « Repères », 2002.

Ronsin Francis, *La Grève des ventres. Propagande néomalthusienne et baisse de la natalité en France XIX^e-XX^e siècles*, Aubier-Montaigne, 1980.

Scott Joan W., *La Citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'Homme*, Albin Michel, 1998.

Scott Joan W., *Parité ! L'universel et la différence des sexes*, Paris, Albin Michel, 2005.

Taraud Christelle, *Les Féminismes en question. Éléments pour une cartographie*, Amsterdam, 2005.

Thébaud Françoise, Cohen Yolande (dir.), *Féminismes et Identités nationales. Les processus d'intégration des femmes au politique*, Villeurbanne, Éd. du Programme Rhône-Alpes de recherches en sciences humaines, 1998.

Trat Josette (coord.), *Cahiers du féminisme. Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977-1998)*, Syllepse, 2011.

Zylherberg-Hocquard Marie-Hélène, *Femmes et Féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières, 1981.

Sur l'antiféminisme

Biais Mélissa, Dupuis-Deri Francis (dir.), *Le Mouvement masculiniste au Québec, l'antiféminisme démasqué*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008.

Bourdieu Pierre, *La Domination masculine*, Seuil, 1998.

Cléret Camille, *Les Femmes dans les milieux politiques d'Action française au temps du Front populaire. Un cas atypique de mobilisation féminine avant 1945*, Master d'histoire, IEP Paris, 2011 (inédit).

Devreux Anne-Marie, Lamoureux Diane (dir.), *Les Antiféminismes, Cahiers du genre/Recherches féministes*, n° 52, 2012.

Sources iconographiques

Deudon Catherine, *Un mouvement à soi. Images du mouvement des femmes 1970-2001*, Syllepse, 2003.

La Gaffiche, *Les femmes s'affichent*, Syros, 1984.

Sources audiovisuelles

Jean Patrick, *La Domination masculine*, documentaire, 2009.

Ryder Constance, Szymanski Josiane, *Encore elles !*, documentaire, 2010.

Roussopoulos Carole, *Debout ! Une histoire du mouvement des femmes 1970-1980*, documentaire, 1999.

Sites Internet

— Archives du féminisme : www.archivesdufeminisme.fr.
Représentations du genre dans l'audiovisuel : www.genrimages.org.

— Musea, musée virtuel sur l'histoire des femmes et du genre :
<http://musea.univ-angers.fr>.

— Télédebout, « le féminisme en images pour tous les âges » :
<http://teledebout.org>.

Centres de ressources documentaires en France

— Bibliothèque Marguerite Durand, Paris.

— Centre des Archives du féminisme, Angers.

— Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre.

— Centre Hubertine Auclert, Paris.

— Centre audiovisuel Simone de Beauvoir, Paris.

— Archives, Recherches, Cultures lesbiennes, Paris.

— Et consulter le *Guide des sources de l'histoire du féminisme* et la base actualisée du Guide des sources sur le site d'Archives du féminisme : www.archivesdufeminisme.fr.

Une librairie féministe et des homosexualités

Violet and co, 102, rue de Charonne 75011 Paris.

OceanofPDF.com

^{1} Les mots signalés d'un astérisque renvoient au glossaire en fin d'ouvrage.

OceanofPDF.com